



Colloque
sur la place des jeunes
dans la société politique
québécoise

AEESPUL

306.20835
C7146p
1986

COLLOQUE

La place des jeunes dans la société politique québécoise

3 et 4 OCTOBRE 1985

UNIVERSITÉ LAVAL

*Colloque organisé par l'Association
des étudiants et des étudiantes
en science politique de
L'Université Laval*



acfas



Bibliothèque Nationale du Québec

Colloque organisé par l'Association des étudiants et des étudiantes
en science politique de l'Université Laval

*La place des jeunes
dans la société politique québécoise*

Actes du colloque tenu à l'Université Laval
les 3 et 4 octobre 1985

avec la participation de

Claude Charron
Bernard Fournier
Louis Bélanger
Élaine Lacasse et
Yvan Perrier

suivis d'une annexe statistique
sur la situation des jeunes au Québec

Document publié par
l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
Montréal - 1986

ISBN 2-89245-064-0

HQ
799.2
P6C65
1986

D3700367

SOMMAIRE

Préface - Vincent Lemieux et Gilles Breton	5
Introduction	7
Conférence d'ouverture - Claude Charron	9
Premier atelier	
Jeunesse et changement social: un mythe?	
I. Conférence - Bernard Fournier	17
II. Période de questions	31
III. Aperçu des discussions en atelier	38
Deuxième atelier	
Pratiques politiques des jeunes dans une société en mutation	
I. Conférence - Louis Bélanger	49
II. Période de questions	62
III. Aperçu des discussions en atelier	69
Troisième atelier	
Discours de jeunes femmes; discours féministes?	
I. Conférence - Élane Lacasse	79
II. Période de questions	90
III. Aperçu des discussions en atelier	92
Synthèse des discussions - Yvan Perrier	99
Bibliographie générale	109
Annexe statistique	115

SOMMAIRE

2	Préface - Vincent J. Carosso et Alfred Dreyer
3	Introduction
4	Conférence d'ouverture - Huguette Charbon
	Premier atelier
	Deuxième atelier
11	1. Conférence - Bernard Fournier
21	II. Période de questions
26	III. Apogée des discussions en atelier
	Deuxième atelier
	Présentation poétique des jeunes dans une soirée de musique
42	1. Conférence - Louis Bélandier
47	II. Période de questions
49	III. Apogée des discussions en atelier
	Troisième atelier
	Discours de jeunes femmes, discours thématique
59	1. Conférence - Elise Lachapelle
69	II. Période de questions
74	III. Apogée des discussions en atelier
79	Quatrième atelier
84	1. Conférence - Yves Ruffier
89	II. Période de questions
94	III. Apogée des discussions en atelier
99	Deuxième atelier
104	Deuxième atelier
109	Deuxième atelier
114	Deuxième atelier

PRÉFACE

À la question souventes fois posée de savoir quelle place occupe les jeunes dans la société québécoise actuelle, voilà un ouvrage dont le plus grand mérite est certes de nous présenter les réponses que les jeunes eux-mêmes, étudiant(e)s pour la plupart dans ce cas-ci, apportent à cette interrogation que certains posent comme on tend un piège.

Ce dont rendent compte ces actes de colloque, c'est que la jeunesse actuelle, pas plus ni moins que les générations précédentes, peut elle aussi prendre la parole pour témoigner, comprendre, analyser, décortiquer, critiquer ce que vivent les jeunes, les problèmes auxquels ils se butent et la recherche désespérée des solutions qui conviendraient.

Les jeunes qui ont pris la parole à ce colloque, l'ont fait pour dire clairement que ce n'est pas parce qu'ils n'interviennent pas dans la société de la même manière que la génération précédente et qu'ils n'ont pas le même rapport au politique et à l'État, qu'ils sont pour autant absents de cette société, qu'ils ne tentent pas à leur façon de pousser la roue de l'histoire dans le bon sens. Et c'est là toute la pertinence de cet ouvrage que de nous présenter des jeunes qui nous interpellent pour nous dire que quoiqu'on en pense et en dise, ils sont là, présents à leur manière, et que le problème est peut-être plus une incapacité de voir et comprendre ce qu'ils font, que ce qu'ils font précisément.

Vincent Lemieux et Gilles Breton
Professeurs au département de
science politique

INTRODUCTION

L'Année internationale de la jeunesse est maintenant terminée. De nombreuses activités se sont déroulées d'un bout à l'autre du Québec. Pour tous les jeunes, l'année 1985 aura été un moment privilégié pour prendre le devant de la scène et pour réfléchir sur leurs conditions de vie.

Le colloque sur La place des jeunes dans la société politique québécoise a été un de ces moments forts où nous avons pu nous exprimer sur notre façon d'envisager la sphère politique. Organisé par une dizaine d'étudiants en science politique de l'Université Laval, cet événement a voulu saisir et mieux comprendre l'apport des jeunes des années quatre-vingt à la société politique tout en identifiant leurs pratiques actuelles.

Fidèles au déroulement du colloque, les actes qui vous sont présentés aujourd'hui sont divisés en trois parties. D'abord on retrouve la conférence d'ouverture de M. Claude Charron, où l'ex-ministre du gouvernement du Parti québécois nous livre sa vision actuelle de la jeunesse. Ayant lui-même été actif au sein de mouvements de jeunes, M. Charron a non seulement comparé les jeunes d'aujourd'hui à ceux des années soixante, mais aussi aux autres groupes d'âge de la société actuelle. Il a surtout invité les jeunes à se faire valoir et à prendre leur place dans la société.

Viennent ensuite les textes des trois communications présentées par des étudiants en science politique. Chaque conférence est suivie d'une transcription de la période de questions et surtout, d'un résumé des discussions qui se sont tenues au cours des différents ateliers.

La première communication, Jeunesse et changement social: un mythe?, est présentée par Bernard Fournier. Ce premier effort de réflexion porte sur la définition même du concept de "jeunesse" et surtout, sur le rôle de changement qui lui est accolé depuis les manifestations de Mai 68.

INTRODUCTION

Louis Bélanger est l'auteur de la seconde allocution sur les Pratiques politiques des jeunes dans une société en mutation. Cette communication cherche à démystifier les diverses pratiques politiques des jeunes et à remettre en cause le discours des adultes qui taxe plus souvent qu'autrement les jeunes d'individualistes et de dépolitisés.

Et finalement, l'étude d'une pratique politique particulière a retenu l'attention d'Élaine Lacasse: Discours de jeunes femmes; discours féministes? Les réflexions concernent ici l'attitude des jeunes face à ce courant idéologique et les pratiques des jeunes femmes à la suite des batailles menées par leurs aînées.

Enfin, une synthèse des discussions qui se sont tenues au cours des deux jours vient clore ces actes. C'est M. Yvan Perrier, sociologue, qui a agi comme rapporteur au colloque et nous vous livrons ici une transcription de ses propos. Il ne faudrait pas oublier également, le portrait statistique sur la situation des jeunes et celui de quelques groupes qui ont été ajoutés en annexe.

Bien sûr, est-il nécessaire de reprendre la formule consacrée pour dire combien la tâche d'organiser un colloque est grande? Il nous fait plaisir de remercier ici MM. Vincent Lemieux et Gilles Breton, professeurs au département de science politique de l'Université Laval, de même que les nombreux bénévoles qui ont grandement facilité le déroulement du colloque. Un merci tout spécial doit aussi être adressé à Mme Line Bouchard qui, en tant que secrétaire, nous a été d'une aide irremplaçable.

A tous les participants et participantes du colloque, les responsables de la rédaction de ces actes espèrent qu'ils retrouveront l'essentiel des discussions auxquelles ils ont participé. S'il est malheureusement possible que quelques idées nous aient échappé, nous avons cherché à rendre compte de l'esprit qui s'est dégagé du colloque. Et de toute façon, la discussion n'est pas terminée. Bonne lecture!

Pierre Châteauvert, Pierre Gervais, Johanne Poulin et Josée Tremblay

«Ne vous laissez pas parler comme cela!»

Claude Charron

En guise d'ouverture au colloque. M. Claude Charron a livré à l'auditoire sa vision de la jeunesse des années quatre-vingt. Il était en effet intéressant, avant de commencer nos discussions, de présenter le point de vue d'une personne qui a été très active au sein des mouvements étudiants de son époque et qui, pour faire suite à cette implication, a choisi la voie de la politique active.

Après avoir remercié les participants, M. Charron a débuté sa conférence en comparant la situation des jeunes d'aujourd'hui (que l'on dit être fort pénible) avec celle des autres groupes de la société. Plutôt que de se laisser décourager par ces discours pessimistes qui sont présentement véhiculés, il convie les jeunes à faire, à leur tour, leur place et leur marque dans la société de demain.

(...) J'ai regardé* le recueil statistique qui a été remis aux participants. J'ai aussi regardé les statistiques du gouvernement du Québec et du gouvernement canadien. Vous savez que vous avez été scrutés et analysés comme ce n'est pas permis depuis quelques années. On sait tout sur vous. On sait le pourcentage d'entre vous qui êtes sur le marché du tra-

* Ce texte est une transcription de la conférence donnée par M. Claude Charron lors de l'ouverture du colloque. Le style oral en a été conservé.

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

vail, ceux qui sont aux études, ceux qui sont aux études faute de travail, ceux qui sont sur l'aide sociale, ceux qui ont "droppé out" et qui maintenant cherchent à revenir. Tout est "statistifié" en ce qui vous concerne. Vous êtes la génération sur laquelle on possède probablement la moins grande connaissance mais le plus d'informations.

Et, en même temps, je prends un groupe de 45-50 ans au Québec. La tarte peut être partagée différemment mais il y en a beaucoup aussi sur l'aide sociale. Beaucoup, après avoir eu une job, ont été se recycler. Il en a plusieurs qui sont sur le marché du travail, bien sûr, mais il y en a beaucoup sur le chômage aussi, comme vous. Quelle est la différence entre chômer à 25 ans et chômer à 45 ans? Chômer à 25 ans, ça annonce mal et c'est dans ce sens-là que vous avez une sympathie de la population. Et c'est pour cela que tous les politiciens, plus que jamais, vont vous courtiser parce qu'en vous parlant, ils atteignent bien sûr un électeur possible mais également vos parents qui sont inquiets de votre sort après avoir beaucoup investi pour vous faire étudier.

Mais prenons cela du vrai côté: Qu'est-ce qu'il y a de particulier dans votre situation par rapport à l'ensemble de la société qui a traversé une crise économique qui est en train de se rajuster? Votre plus grand nombre? Si on regarde le plus grand nombre, est-ce que ce n'est pas qu'une plus grande partie d'entre vous avez choisi une orientation différente et que vous êtes moins bien préparés que vous devriez normalement l'être? Mais ceux qui sont bien préparés, ont-ils vraiment autant ou plus de difficultés que ceux qui ont 35-45 ans?

On vous a appelés, un jour, la génération sacrifiée. Qu'est-ce que vous pensez de ceux qui ont 50 ans et à qui, c'est tout à fait impossible de se retrouver un emploi après qu'ils aient perdu celui où ils avaient vivoté pendant des années? Si vous êtes une génération sacrifiée avec 60 années devant vous pour vous reprendre, je ne sais comment on doit appeler ceux de 50 ans, en bonne santé et qui se font dire qu'ils ne sont d'aucune utilité pour la société.

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

En ce sens-là, j'en reviens au langage des médias et des hommes politiques à votre endroit. Je pense qu'on s'est trop "apitoyé" sur votre sort. On vous a pris en pitié et en vous prenant en pitié, vous vous êtes mis à rouler dans cette pitié. Saint-Exupéry, dès la première ligne de son manifeste qui s'appelle "Citadelle", a écrit: "car la pitié s'égare". Avoir pitié de quelqu'un ne conduit nulle part. Vous ne l'humiliez que davantage. La pitié est un sentiment que l'on doit ignorer et pourtant les politiciens, les médias d'information et tous ceux qui s'approchent de vous pour vous analyser et essayer de vous comprendre, tombent facilement dans l'apitoiement. Laissez-moi vous dire aussi que quelques-uns d'entre vous, porte-parole improvisés ou officiels (vous en avez plus d'improvisés que d'officiels et c'est très bien comme cela je crois) ont tendance à jouer ce sentiment d'apitoiement également. À ce moment, on est à un doigt de passer à l'autre limite qui s'appelle: "donnez-nous, apportez-nous, occupez-vous de nous, etc.

L'apitoiement ne conduit nulle part. On vous prend en pitié. Quand on parle de vous on dit: "N'est-ce pas effrayant, ils ne savent pas écrire en français; ils n'ont pas de théâtre comme nous en 70; ils n'ont pas de chansonniers". Quand la relève est Paul Piché ou Michel Rivard, ça commence à être une relève qui a relevé depuis longtemps. D'autres disent: "ils ne fournissent rien à la société". Ne vous laissez pas parler comme cela! N'attendez pas que les gens s'apitoient à ce point-là sur vous, au point de vous rendre pitoyable. Je crois que par la force des choses mais aussi par votre faute, vous êtes devenus une force conservatrice dans le Québec. Votre situation sociale et économique vous rend vulnérable aussi, mais pas plus que d'autres dans la société. Vous êtes, dans votre situation d'insécurité et de doute, comme des milliers de petits feux individuels mais qui ne formeront jamais un incendie. Comme des allumettes qu'on tient dans un concert, au bout de nos doigts sans qu'elles fassent une véritable lumière. J'ai l'impression que si cette inquiétude vous rend amorphe, vous fait sentir seuls, vous angoisse, vous vous "auto-victimisez" dans cette crise-là. Et chaque fois qu'on vous écoute, vous ne véhiculez guère de projets de société. Et quand je parle de projet de société, com-

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

prenez-moi bien: je ne veux pas dire un projet de société collectiviste quelconque que vous devriez avoir. Je veux dire qu'on aimerait savoir un peu plus précisément dans quelle sorte de société vous souhaitez vivre. Vos revendications sont très isolées. J'ai mené une certaine consultation avant de vous adresser la parole. A ceux qui lisaient et qui s'impliquaient, je leur demandais, quelle est la principale revendication des jeunes? On me répondait: l'emploi. Non! ce n'est pas la revendication prioritaire des jeunes, c'est la revendication particulière de la société québécoise. Regardez les sondages des derniers mois, regardez pourquoi les hommes politiques exploitent ce thème et dans ce sens, vous n'êtes pas différents des autres, vous ne vous démarquez pas.

Quelle est alors la revendication que les jeunes sont les seuls à véhiculer? Savez-vous celle qui est la plus retenue: la parité dans l'aide sociale avec les plus de trente ans. C'est curieux que l'on identifie une génération entière à cette revendication. C'est la seule qui est connue de vous et elle est particulièrement humiliante, si vous me permettez de le dire. Qu'une génération s'adressant à l'ensemble de ceux qui l'écoutent leur dise: la première chose que vous devriez nous faire, au lieu de nous donner 160\$ par mois, c'est de nous en donner 400\$. C'est "occupez-vous de nous" et c'est comme si on acceptait cette situation. Moi, vous savez, j'ai vécu dans un comté comme député pendant presque treize ans où le taux d'assistés sociaux frisait, à une certaine époque, entre 40% et 50%. Ce n'est pas un sort que je souhaite à personne. La parité aux jeunes dans l'aide sociale, jamais! Je trouve que si une société en vient à se constituer à ce point impuissante et incapable pour se dire devant tel fait: "rendons-nous à la justice et donnons-leur autant qu'à ceux qui ont trente ans et plus", c'est une société qui vient de démissionner. Je suis tout à fait d'accord avec ceux qui refusent de le donner aux jeunes et tout à fait contre ceux qui le promettent. Parce que cela m'apparaît un portrait du Québec absolument négatif.

J'en viens à deux terrains où, dans mon esprit, vous avez une participation unique, privilégiée. Votre contribution au développement de notre société telle que moi je la vois maintenant. Quelle est celle des

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

jeunes dans la société politique du Québec? J'ai une contribution sociale et j'en ai une autre économique.

La sociale, elle saute aux yeux et je dirais qu'elle prend une place envahissante dans ma vie: c'est la lutte des femmes dans la société du Québec. Et je ne m'adresse pas uniquement aux femmes en disant cela. Ce sera déjà un grand pas de fait le jour où l'on parlera de la lutte des femmes, sans que ce ne soit que les femmes qui écoutent. Je crois que si les hommes et les femmes de votre génération étaient capables de faire réussir d'une manière tangible, bouleversante, choquante même, la lutte que les femmes ont entreprise sur notre territoire depuis une dizaine d'années d'une manière très organisée et très efficace aussi (et je suis le premier à m'en réjouir), je pense que vous auriez marqué l'histoire du Québec comme jamais ma génération ne sera jamais capable de faire et comme aucune de celles qui nous précèdent (qui ont été plutôt des générations de l'époque de l'asservissement des femmes), ne seront jamais capables de réparer. Vous, vous avez la chance de le faire.

Moi, quand j'ai "fleurty" avec des idéologies (que ce soit celles de gauche ou nationalistes) c'est que j'ai toujours cru, quand je m'y lançais à corps perdu, que c'était alors par la voie du socialisme ou par la voie de l'indépendance politique du Québec que j'atteindrais une société où moi je me sentirais bien. J'ai découvert que ces deux voies étaient bouchées, (celles du socialisme depuis longtemps, celle de l'indépendance, temporairement du moins) mais une qui risque d'ouvrir et d'apporter ce changement profond, c'est si, effectivement, la lutte des femmes devait être couronnée de succès. Moi, c'est une société dans laquelle j'aimerais vivre. Je suis rendu que je me sens anormal quand je constate que je n'ai pas fait quotidiennement ma part pour que ce 50% et plus de la population soit mon égal. Parce que quand elle sera égale dans toutes les sphères qu'elle revendique actuellement (et aucune ne devrait lui être interdite), vous allez voir comment la société sera agréable à vivre à ce moment-là. On serait loin du refoulement, on éviterait donc le défolement et on vivrait probablement beaucoup plus normalement.

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

En ce sens-là, pouvons-nous compter sur vous? Je pense, je souhaite, mais ce terrain-là, il vous est réservé. Il n'y a que votre génération qui puissiez faire que cette immense lutte profonde soit un succès ou un échec. Pour employer une expression de l'ancien premier ministre du Québec, René Lévesque: "That's your ball game". Nous, tout ce qu'on peut faire, c'est de vous appuyer, de vous encourager mais la responsabilité est très évidemment sur vous. Et pas sur vous les femmes de cette génération, mais sur vous, hommes et femmes, de cette génération.

L'autre terrain que je vous propose est économique. Il n'y a que vous qui puissiez le réussir également. Il est révolutionnaire. Il faut qu'avec votre force, la société québécoise en arrive au partage de l'emploi.

Un conseil d'ami, oubliez les revendications de création d'emplois. Elles se feront ou elles ne se feront pas. Mais pour vous satisfaire et pour atteindre une pleine satisfaction en ce qui vous concerne, c'est littéralement de partage dont il faut parler. C'est toute une bagarre que vous avez sur les bras. Mais lorsque votre période d'apprentissage, d'aspiration et de doute sera terminée, comme elle achève, vous pourrez donner le plein de ce que vous aurez découvert, de ce que vous avez d'unique, de ce que vous avez de commun avec les autres. Vous n'aurez cette chance au soleil, (ce que j'appelais dans un livre votre droit au tour de piste, vous réussirez ou pas mais actuellement, on vous interdit ce tour de piste), pour que vous ayez le droit à ce tour de piste, il va falloir qu'on en arrive au partage de l'emploi dans la société québécoise. Il ne faut pas se faire d'illusions, il ne se créera jamais assez d'emplois pour vous accueillir tel que vous êtes maintenant. Les robots vont continuer à se développer à un rythme plus rapide que se donnent les cours de science politique à l'Université Laval. Ils vont prendre la place avant même que vous y arriviez et personne n'arrêtera cela. Les marchés se referment. La planète vit à la même heure à chaque jour. Ça, vous n'y pouvez rien et aussi bien vous y habituer tout de suite. Il n'y aura pas d'emplois pour tout le monde. Il n'y en aura seulement si on le partage.

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

Or, vous avez toute une commande sur les bras, parce que vous allez vous heurter à ces puissantes forces conservatrices au Québec que l'on appelle les centrales syndicales. Vous allez heurter de front le Conseil du patronat. Vous allez, selon ce que vous déciderez et selon l'impact que vous y donnerez, avoir un appui considérable ou pas d'un allié que vous pouvez vous faire, soit le gouvernement. Ça dépend de vous. Ça dépend de votre poids politique. Semble-t-il et vous avez suivi les actualités politiques comme moi, qu'il est possible que quelque chose soit en train de se développer là-dessus.

Moi je suis convaincu que si vous initiez dans le Québec le partage de l'emploi, vous allez profondément modifier cette société. Parce que regarder bien où cela vous conduit. Moi quand j'ai eu 20 ans, on me parlait de la civilisation des loisirs pour les années 80. De 48 heures de travail, on était passé à 40. Ensuite on pensait à 36, etc., et on va travailler le moins possible. J'étais tout à fait d'accord avec cela. Et là, tout à coup, est apparu un culte du travail. Les "flower power" de ma génération, regardez-les où ils sont. Ils travaillent tous les deux et les enfants sont programmés en garderie à partir de l'âge de deux ans. C'est tout à fait contraire à ce que l'on annonçait. Il faut que vous obteniez d'eux le partage des emplois. Nous, de ma génération, nous en avons trop pris et nous ne vous en avons pas assez laissé. L'heure est venue de vous en remettre. Et vous n'en serez pas malheureux si j'ai compris ce que me disait votre génération. Partagez un emploi avec un autre, parce que cela vous permettra écologiquement de reprendre contact avec la nature. Cela vous permettra d'organiser différemment votre vie. Cela permettra à certaines personnes de retrouver la vie familiale si vous décidez un jour de vous y lancer. Mais, je crois qu'il y a quelque chose de révolutionnaire dans l'organisation de la vie. Moi, j'ai déjà barbouillé sur des murs de cégeps, il y a déjà 20 ans: "Il faut changer la vie". Vous, si vous réussissez la lutte des femmes et si vous foncez le partage de l'emploi qui vous est dû, vous allez changer la vie des Québécois et des Québécoises. Pas seulement la vôtre mais celle de tout le monde. Je vous le dis, j'aimerais vivre dans une société que vous mèneriez de cette façon. Parce que

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

je suis sûr qu'on y retrouverait des valeurs humaines de pacifisme et de tolérance, qui seraient beaucoup plus grandes que dans le monde dans lequel nous vivons présentement et où ma génération a été la dernière à s'y enfermer.

Jules Renard disait un jour: "Si je ne suis plus jeune, j'aimerais qu'on me dise à quelle heure et à quel jour ma jeunesse m'a quitté". Imaginez-vous que moi je le sais. C'était pendant la campagne référendaire de 1980. Je l'ai littéralement sentie sortir de moi pour ne plus jamais revenir en espérant qu'elle laisserait quelques vestiges qui dureraient. J'attends depuis ce temps-là qu'une autre jeunesse fasse une transformation que je n'ai pas réussi à faire, que ma génération est incapable de faire. Je vous ai indiqué deux chemins en terminant où je pense que vous avez des chances de réussir.

Au moment de la campagne référendaire, moment douloureux dans ma vie et je n'ai pas besoin de vous dire pourquoi, j'avais pris un engagement solennel. J'avais dit aux jeunes du Québec qui ont vieilli de cinq ans depuis ce temps-là, que j'allais être, s'ils s'engageaient dans des voies dont je partageais les objectifs, et tant que j'ai un souffle de vie, un allié inconditionnel des jeunes. Considérez que je suis venu renouveler mes vœux devant vous ce matin. Merci beaucoup.

Jeunesse et changement social: un mythe?

Bernard Fournier

À la suite des célèbres manifestations de la fin des années 60, de nombreux adultes ont glorifié la jeunesse et ont vu en elle le principal agent de changement social. Au milieu des années 80, ce point de vue est radicalement remis en question. Est-ce en raison d'une transformation des attitudes collectives des jeunes ou d'un retour à une interprétation plus réaliste du rôle de la jeunesse? Quoi qu'il en soit, celle-ci s'enferme difficilement à l'intérieur d'une définition sociologique précise. Entre la jeunesse investie d'une mission sociale et la jeunesse apolitique, quelle est la part du mythe?

Deux analyses divisent la littérature sur le problème de la politisation de la jeunesse des années quatre-vingt. La première, plutôt nostalgique des grandes manifestations étudiantes de 1968 et du refus global du discours de la contre-culture, ne parle des jeunes d'aujourd'hui qu'en termes de "dépolitisation", d'"individualisme" ou de "démobilisation". La

CONFÉRENCE

seconde, au contraire, insiste sur la transformation du militantisme qu'exige le contexte actuel de crise et voit, au-delà de l'abandon des mobilisations, une implication des jeunes sur une base plus personnelle, avec des objectifs plus "concrets".

Ces approches ne sont pas aussi contradictoires qu'elles semblent l'être. En fait, toutes deux conçoivent la jeunesse comme un groupe qui doit chercher à modifier consciemment son environnement, qui porte des valeurs de changement. Pour l'une, le verdict de dépolitisation est rendu avec inquiétude, voire souvent sur le ton du reproche; pour l'autre, l'importance accordée aux nouvelles pratiques traduit l'intention de montrer que la jeunesse joue toujours le rôle d'autrefois, celui de porteur de changement social.

Cette conception sans doute généreuse de la jeunesse se vérifie-t-elle cependant? Pour répondre à cette question, il faut nécessairement soulever le problème de la définition du concept de jeunesse. Un colloque qui tente de comprendre le comportement politique des jeunes ne peut logiquement évacuer cette question. Si, au départ, la jeunesse n'est pas définie, comment croire en analyser sérieusement son comportement?

C'est par l'étude de différents textes qui ont été écrits sur la jeunesse que l'analyse doit être entreprise. En comparant l'évolution des réflexions des auteurs des années soixante et de ceux des années quatre-vingt, au niveau de leur conception de la jeunesse, dans un premier temps et, dans un second, au niveau des attentes que les adultes formulent à son endroit, cette vision d'une jeunesse unique douée d'une forte conscience politique peut être grandement remise en question.

Première partie: La jeunesse: une sous-culture ou une simple catégorie d'âge

Il semble difficile de s'entendre sur une définition sociologique précise de la jeunesse. Le problème ne se pose pas au niveau de l'absence

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

d'un concept universel: un jeune de 1960, évidemment, sera toujours différent de celui de 1985. Il n'en reste pas moins qu'il se dégage de ces deux périodes des conceptions très différentes de la jeunesse, ne serait-ce qu'au niveau de sa simple composition en tant que groupe social.

A) 1960: Une classe unifiée mais identifiée d'abord au mouvement étudiant

Lorsque plus de 20 000 personnes marchent dans les rues du quartier Latin à Paris ou que 400 000 personnes se rassemblent pendant trois jours à Woodstock, les esprits ne peuvent être que frappés par de tels événements. "LA JEUNESSE EST UNE FORCE...", écrivait déjà, en 1962, le Conseil français des Mouvements de Jeunesse¹. Les auteurs dont les écrits ont marqué les années soixante n'en pensaient pas autrement.

Il faut relire, entre autres, les livres de Herbert Marcuse (Vers la libération), de Jean Onimus (L'asphyxie et le cri) ou de Jacques Lazure (La jeunesse du Québec en révolution), pour saisir l'image de la jeunesse d'alors. Loin de n'être qu'une simple catégorie d'âge, celle-ci est assimilée à une véritable classe qui développe un sentiment d'appartenance propre. Au-delà de toute autre identification, il y a d'abord celle d'être jeune, qui impose un même comportement et des attentes communes. Les jeunes constituent un groupe homogène qui s'oppose consciemment au mode de vie des adultes en développant des pratiques culturelles originales².

Cette culture, la jeunesse a le sentiment de la faire et non de la subir comme celle qu'on lui impose à l'école. Elle s'y sent chez elle, tandis que l'autre lui est pour ainsi

1. Cité par Michel Menu. Les mythes de la jeunesse. Paris, Delachaux et Niestlé, 1981, p. 126.
2. Edgar Morin. L'esprit du temps (1962), cité par Jean-Charles Lagree, "Les jeunes chantent leurs cultures", La jeunesse en questions. Orientation de la recherche et sources documentaires en sciences sociales, 1982. Paris, La documentation française, 1983, p. 28.

CONFÉRENCE

dire étrangère. La formation d'un tel monde-de-la-jeunesse est un phénomène spécifique à notre temps. Il correspond au sentiment d'appartenir à une classe d'âge, culturellement aliénée³.

L'auteur de ces lignes, Jean Onimus, en vient même à voir deux "humanités" qui se dressent l'une contre l'autre⁴.

Le caractère absolu d'une telle approche doit sans conteste être souligné. Il étonne d'autant plus que le regard de cet auteur semble plutôt aveuglé par l'éclat et la spontanéité des manifestations des universitaires et surtout par le panache de leurs leaders⁵, ou encore par les pratiques contre-culturelles vécues par une catégorie circonscrite de jeunes. Ce type de comportement est généralisé à toute la jeunesse; bien plus, il vient la définir en donnant au concept de jeunesse cette illusion d'homogénéité et d'universalité⁶. Cette absence de nuances se retrouve aussi chez plusieurs auteurs de cette période qui cherchent, et l'intention est explicite, à construire un "sujet unifié" autour d'une jeunesse qui, aliénée par la génération qui la précède, entraînera dans sa révolte un profond changement social.

Il faut toutefois souligner que la plupart d'entre eux reconnaissent au début de leur analyse que toute la jeunesse ne s'assimile pas encore à la frange politisée et contestataire. Cependant, ceux-ci se laissent rapidement prendre, par la suite, dans des généralisations qui, manifestement,

3. Jean Onimus. L'asphyxie et le cri. Paris, Desclée de Brouwer, 1971, p. 100.

4. Ibid., p. 39.

5. Cette idée est reprise dans La jeunesse dans les années 80. Paris, Les Presses de l'Unesco, 1981, p. 14.

6. C'est ce que soutient Jules Duchastel, dans Théorie ou idéologie de la jeunesse: discours et mouvement social. Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de Philosophiae Doctor, département de sociologie, Université de Montréal, 1978, p. 20.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

oublie cette restriction préliminaire. La jeunesse, dans son ensemble, se voit ainsi attribuer un véritable destin commun. "Toute une génération fut considérée comme ayant un rôle majeur à jouer dans la société et cette génération était séparée de ses aînés par un énorme fossé (...)"⁷.

En quelque sorte, pour les sociologues des années soixante, du moins ceux qui nous sont les plus connus et auxquels nous faisons encore référence aujourd'hui, le concept de jeunesse correspond ni plus ni moins à ce qu'il est possible d'appeler un état particulier de conscience politique.

B) 1980: Une conception plus réaliste mais un groupe d'âge trop vaste

Dans les années quatre-vingt, cette radicalisation s'est quelque peu estompée. L'affaîssement qui a suivi l'effervescence des manifestations explique en partie cette nouvelle démarche. La définition de la jeunesse n'en est cependant pas plus précise.

Si l'image des étudiants reste encore pour plusieurs la première qui vienne à l'esprit en parlant de la jeunesse, d'autres groupes de "jeunes" sont aussi sur la sellette depuis la crise économique des dernières années. G. Bérout, dans un article écrit il y a déjà quelque temps dans la Revue internationale d'action communautaire, était ainsi étonné de constater une si forte présence de jeunes travailleurs, d'apprentis et de personnes de très jeune âge au cours de manifestations qui se sont déroulées, en 1980, dans des quartiers de Zurich⁸. La même observation peut être faite pour le Québec, en 1985: les jeunes dont on parle le plus sont ceux qui bénéficient de l'assurance-chômage ou de l'assistance sociale. Les mouvements d'opposition semblent venir de ces derniers alors

7. La jeunesse dans les années 80, op. cit., p. 13.

8. G. Bérout, "Valeur travail et mouvement de jeunes", Revue internationale d'action communautaire, 8/48, automne 1982, "Les jeunes et le chômage", p. 18.

CONFÉRENCE

que les étudiants ne s'intéresseraient plus qu'à la poursuite régulière de leurs études⁹.

Cette vision moins étroite de la composition de la jeunesse apparaît être un pas dans la bonne direction. Elle ébranle certainement la vision idéaliste de la classe homogène, en identifiant diverses situations, avec leur lot de problèmes, dans lesquelles peuvent se retrouver les jeunes. Cependant, ce qui est gagné en relativisation du concept est annulé par une sorte d'élargissement croissant des bornes de la "classe d'âge".

Les auteurs d'aujourd'hui s'entendent de plus en plus pour dire que la jeunesse se caractérise par une période de passage entre une situation économique de dépendance et une position sociale plus stable¹⁰. Ce critère, en fait, peut définir provisoirement notre concept de jeunesse, mais il se matérialise difficilement puisque les conditions de passage sont souvent différentes pour chaque individu. Plusieurs préfèrent alors, en dégageant un temps moyen, définir des limites d'âge raisonnables.

Aujourd'hui, cependant, cette période de passage tend graduellement à s'allonger pour certaines catégories de jeunes. Il devient ainsi tentant de faire suivre la même courbe aux bornes d'âge. Voilà pourquoi, en 1985, une personne de 15 à 29 ans est considérée comme jeune¹¹. Cette définition en fonction de l'âge, en y regardant de près, se révèle totalement absurde: la situation d'un gars de 17 ans qui termine son 5^e secondaire n'a aucune commune mesure avec celle d'une femme de 28 ans sur le marché du

9. Voir le débat lancé dans Le Devoir du début de l'année entre M. Pierre Desjardins ("Ces nouveaux jeunes", 11 avril 1985) et M. Michel Saint-Laurent ("Où sont passés les jeunes du temps jadis?", 28 mai 1985).

10. Olivier Galland. Les jeunes. Paris, Éd. La Découverte, 1985. (Coll. "Repères"), p. 7.

11. Les données du gouvernement du Québec sont établies sur cette base (mais pour des raisons que nous pouvons supposer autres). Voir, entre autres, pour ne citer que ce document, Les 15-29, portrait statistique des jeunes par région. Bureau de la statistique du Québec, 1984.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

travail. Alors, il faut choisir: est-ce l'âge ou les situations particulières que vivent les individus qui déterminent la jeunesse comme catégorie sociologique? La deuxième partie de l'alternative apparaît être l'élément qui doit servir de fondement à notre définition.

Deuxième partie: Une foi en la jeunesse qui promet la société meilleure

Si l'image que les auteurs se font de la jeunesse comme groupe social est un élément important dans l'élaboration d'une définition de la jeunesse, il n'est cependant pas le seul. Dans tous les écrits, les jeunes sont également investis d'un rôle collectif, qui diffère en fonction de la perception que les adultes ont de la société. La jeunesse semble souvent définie, comme le montre cette deuxième partie, par les espoirs que les plus âgés placent entre ses mains.

A) 1960: La révolte de la jeunesse contre le totalitarisme technocratique

Pour les auteurs de la fin des années soixante, les sociétés occidentales ne sont plus que des civilisations de béton et de verre, contrôlées par l'argent et dirigées par la technique. C'est le triomphe du rationalisme inhumain¹². Si la prospérité matérielle est assurée, la place de l'être humain dans ce monde d'abondance semble négligée, incertaine. La guerre du Viêt-Nam hante les esprits. La peur de l'intégration, de la soumission à une technocratie envahissante est de plus en plus présente. Huxley et Orwell planent à l'horizon...

Devant un si sombre avenir, des jeunes manifestent. Ils rejettent les valeurs dominantes et exigent une réforme des institutions (celle de l'université, entre autres). Voilà la brèche que plusieurs souhaitaient: "(...) la jeunesse aliénée est en train de donner forme à quelque chose qui res-

12. J. Onimus, op. cit., pp. 25 et 80, exprime bien cette idée.

CONFÉRENCE

semble à la vision salvatrice dont a besoin notre civilisation menacée (...)"¹³.

Le simple fait de contester l'ordre établi n'est pas vraiment l'élément à retenir ici. Ce qu'il faut souligner, par contre, c'est comment toute une jeunesse (perçue, faut-il le rappeler, comme un "sujet unifié") devient littéralement dans l'esprit de plusieurs un nouveau "prolétariat" qui, en raison de sa force et de sa détermination, redonnera un "visage humain au monde"¹⁴. Ainsi, Gérard Marier n'hésite pas à affirmer que:

(...) si la première révolution technique a donné naissance au prolétariat qui la fit disparaître, la seconde consacre l'existence de la jeunesse dont la tâche spécifique sera d'introduire dans le monde la vertu d'un certain chaos régénérateur¹⁵.

Les citations ne manquent pas pour illustrer cette identification de la jeunesse à une nouvelle force révolutionnaire. La majorité des écrits des années soixante adopte cette approche. Au Québec, l'exemple extrême se retrouve dans les écrits de Jacques Lazure. Pour lui, la jeunesse dans son ensemble est en rupture brutale avec la société, en "révolution". Celle-ci s'articule, entre autres, autour de la question de l'indépendance du Québec qui serait une transposition du désir des jeunes de posséder leur propre identité¹⁶. Nous sommes en 1970...

13. Théodore Roszak. Vers une contre-culture, traduit de l'anglais par Claude Elsen. Paris, Stock, 1970, p. 15.

14. Voir encore T. Roszak, Ibid., p. 64.

15. Gérard Marier. L'avenir des étudiants et les étudiants de l'avenir. UQTR, 1970, cité par Jean Jusselin. Enfants perdus ou éclaireurs? Paris, Flammarion, 1977. (Coll. "L'histoire vivante"), p. 17.

16. Jacques Lazure. La jeunesse du Québec en révolution. Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1970, pp. 10 et 25.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

Bien sûr, il ne faut surtout pas faire abstraction du contexte social et culturel dans lequel ces réflexions ont germé. Maintenant que ces événements ne sont plus qu'un lointain souvenir, il faut cependant analyser sérieusement ces idées puisqu'elles se retrouvent encore dans plusieurs discours tenus en 1985. Comme pour la "classe homogène", le manque de nuances doit être souligné ici. Investie d'un tel rôle, la jeunesse ne doit surtout pas décevoir...

B) 1980: Une transformation du militantisme où l'idéal demeure

Une analyse différente pour un contexte social différent: le nouvel environnement culturel influence naturellement le rôle attribué à la jeunesse. Ou plutôt, il serait plus adéquat de parler ici "d'environnement économique". Les années quatre-vingt sont marquées par la crise économique et la mobilisation chez les jeunes n'a pu que s'en ressentir. L'atmosphère est au chacun-pour-soi et les stratégies collectives ne sont plus à la mode: "(...) les préoccupations des jeunes d'aujourd'hui sont centrées sur la vie quotidienne et, caractéristique d'une époque difficile, sur la lutte pour simplement 's'en sortir'"¹⁷.

Les thèmes de 1968 sont usés. Les jeunes sont de plus en plus sceptiques à l'égard des solutions globales et radicales et ne croient plus qu'une force collective obstinée puisse rebâtir tout un ordre social. L'action a fait place à la réflexion; la notion d'engagement est devenue moins contraignante, centrée sur le besoin de plus en plus valorisé de liberté individuelle¹⁸. Les jeunes sont-ils alors tombés tout simplement dans l'individualisme? Non, répondent les tenants de cette thèse, car parallèlement à ce goût de "jouir du quotidien" qui s'observe en 1985, la jeunesse s'identifie de plus en plus avec les groupes défavorisés et pose

17. La jeunesse dans les années 80, op. cit., p. 22.

18. C'est, du moins, la thèse soutenue par Carmel Camilleri et Claude Tapia. Les "nouveaux" jeunes; la politique ou le bonheur. Toulouse, Privat, 1983. (Coll. "Époque"), pp. 36, 66, 69, 72.

CONFÉRENCE

"un regard critique (...) sur la société et le fonctionnement de certaines de ses institutions - surtout les institutions politiques (...)"¹⁹. Cette idée est reprise par plusieurs jeunes militants d'aujourd'hui:

Le militantisme n'est pas mort, mais il ne se pratique plus de la même manière. Les militants des années 80 ont le goût de militer pour quelque chose de petit, de ponctuel et d'énergisant, plutôt que de se battre pour de grands principes, nobles, complexes et essouffants [sic]²⁰.

Si le militantisme s'est transformé, en raison du contexte social et économique des années quatre-vingt, le rôle que les adultes attribuent à la jeunesse est resté sensiblement le même. Derrière le militantisme "pratique" se profile toujours le même idéal de la jeunesse comme force de changement. Est-ce à dire que, dans l'esprit de ces adultes, la jeunesse joue toujours un rôle d'acteur privilégié? Pas vraiment, cette idée étant pratiquement absente du discours actuel. Quoique certains auteurs n'éliminent pas totalement cette possibilité²¹...

Cette approche, il faut cependant le souligner, ne fait pas l'unanimité. Pour Jules Duchastel, par exemple, c'est faire preuve d'un trop grand optimisme que de croire en une politisation toujours aussi grande de la jeunesse²². Et comme on pouvait lire récemment dans Le Devoir:

[Les jeunes] ne souhaitent bizarrement aucun changement social d'envergure ni n'entrevoient donner forme à quelque

19. Carmel Camilleri et Claude Tapia, op. cit., p. 79.

20. Martine D'Amours, cité par Nathalie Petrowski, "Le militantisme: des grandes luttes collectives aux combats plus ponctuels et plus modestes", in cahier spécial pour le 75^e anniversaire du journal Le Devoir, supplément du jeudi, 31 janvier 1985, p. 37.

21. Voir, entre autres, La jeunesse dans les années 80, op. cit., p. 23, mais surtout Alberto Melucci, "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", in Mouvements alternatifs et crise de l'État, numéro spécial d'automne 1983 de la Revue internationale d'action communautaire, pp. 13-30.

22. Jules Duchastel. Entrevue accordée le 22 mai 1985, Université du Québec à Montréal.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

nouveau projet social. Tout au plus espèrent-ils une "job", là commence et là s'arrête leur espoir: un emploi avec un bon salaire et tout le "kit" traditionnel l'accompagnant: femme-mari-enfants-maison-auto²³.

Troisième partie: Les discours trop globalisants sur la jeunesse doivent être révisés

Mais alors, comment définir la jeunesse? Peu importe la réponse qui sera donnée à cette question, celle-ci s'inspirera inévitablement des courants de pensée qui ont été rapidement tracés jusqu'à maintenant. Il convient maintenant de relativiser chacun d'entre eux pour dégager ce qui, d'après nous, constitue une image la plus précise possible des jeunes. Sans ériger des certitudes, puisque peu de travaux scientifiques ont porté depuis quelques années sur les jeunes, certaines approches peuvent être rejetées.

A) La jeunesse, quelle que soit sa définition ne peut être le seul critère d'appartenance

Comme le fait remarquer Olivier Galland dans une étude récente sur Les jeunes, il serait faux de croire que la jeunesse n'est qu'une sorte de catégorie mentale qui ne correspondrait à aucune réalité sociale. Il existe, en effet, des pratiques sociales et culturelles qui ne se retrouvent que chez les jeunes (pensons simplement à la musique ou à la mode vestimentaire). Il n'en reste pas moins que la définition de la jeunesse est, quant à elle, construite socialement et qu'elle varie en fonction des époques²⁴.

La jeunesse n'est pas un bloc naturellement homogène. Rien ne permet d'affirmer que tous les jeunes partagent les mêmes désirs et que tous conçoivent les choses de la même façon. Même pendant les manifes-

23. Pierre Desjardins, "Ces nouveaux jeunes", Le Devoir, 11 avril 1985.

24. Olivier Galland, op. cit., pp. 6 et 9.

CONFÉRENCE

tations de mai 68, les divisions entre les divers groupements de jeunes étaient énormes. Il y avait souvent un monde entre les jeunes qui ne désiraient que manifester pour être plus directement associés aux décisions prises dans l'université et ceux qui, minoritaires, croyaient marcher pour la révolution²⁵. Comment est-il alors possible de parler "d'homogénéité" de la jeunesse?

La jeunesse ne crée par un sentiment d'appartenance qui en ferait un monde à part. Les jeunes, en raison de leur hétérogénéité, se retrouvent dans des conditions fort diverses qui les déterminent beaucoup plus facilement que le simple appel à l'unité de la Jeunesse. Et ceci doit surtout être retenu pour analyser sérieusement le comportement politique des jeunes. Pour illustrer l'importance de cet élément, il suffit de rappeler la campagne référendaire au Québec, en mai 1980. Les jeunes d'alors étaient-ils fédéralistes ou indépendantistes? Le Mouvement des étudiants pour le OUI et le Comité des étudiants pour le NON ont tous deux été très actifs. Les uns étaient-ils moins "jeunes" que les autres? En réalité, il y avait à l'époque des jeunes souverainistes et des jeunes fédéralistes. Toute la nuance est là et elle est fondamentale.

De même, la jeunesse ne se résume pas à une simple limite d'âge. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner, en première partie, comment il était absurde de définir la jeunesse sur une période de quinze ans. Mais il n'est également pas possible de définir actuellement la jeunesse comme un simple temps de passage entre l'adolescence et le monde adulte (ce qu'elle pourrait être, essentiellement). Car la jeunesse, nous ne pouvons le nier, est aussi une période socialement valorisée. Elle est chargée d'espoir, à tel point que certains auteurs ont vu dans cette adulation de la jeunesse par les adultes "une manière d'échapper à des exigences ou à des défis nés de l'évolution en attribuant aux 'générations montantes' la

25. Olivier Galland, op. cit., p. 56.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

charge ou l'intention d'y répondre"²⁶. Cette image à laquelle on aimerait que la jeunesse ressemble brouille souvent la réalité lorsque nous voulons analyser le comportement politique des jeunes.

B) La jeunesse ne détermine pas un degré de conscience politique

Les jeunes (ou pour être plus précis, une partie d'entre eux), en tant que groupe particulier, ont toutes les raisons de se mobiliser ou de manifester lorsqu'ils sentent leurs intérêts menacés. Que nous approuvions ou non leurs positions, il est normal que les étudiants protestent lorsque le gouvernement propose d'élever les frais de scolarité ou que les assistés sociaux de moins de trente ans réclament une parité qu'ils n'ont pas. En ce sens, ces jeunes réagissent comme n'importe quel groupe d'intérêt.

Ce n'est toutefois pas à ce niveau que se situe le débat, comme l'a montré la deuxième partie de ce travail. Pour de nombreux auteurs, la jeunesse ne revendique pas seulement pour elle-même mais pour le bénéfice de toute la société. Elle refuse de suivre les déviations de ses devanciers et elle veut, l'expression a déjà été notée, "redonner un visage humain au monde". Nous pouvons désormais constater qu'il y a véritablement eu une sur-évaluation de ce phénomène. La jeunesse, en effet, ne détermine pas automatiquement un degré précis de politisation, parce que la jeunesse constitue un groupe hétérogène. Lorsqu'il se crée une certaine homogénéisation des revendications, il peut se former des rassemblements, mais ceux-ci restent toujours spontanés et ponctuels. En 1985, il semble que les conditions n'existent pas. C'est cette idée que soutient Jules Duchastel lorsqu'il écrit que

Les jeunes sont placés aux mêmes carrefours que les adultes, bien que la situation de certains d'entre eux puisse être relativement spécifique - i.e. les étudiants. Mais ce ne

26. Jean-Claude Chamboredon, "La société française et sa jeunesse. La diffusion des modèles sociaux de l'adolescence", in Le Partage des bénéfices. Paris, Minuit, 1967. Cité par Jean-Charles Lagree, op. cit., p. 30.

CONFÉRENCE

sont pas ces spécificités relatives et diverses qui empêchent de considérer les jeunes comme participants de rapports sociaux plus généraux. De jeunes personnes, comme toutes autres, peuvent se trouver à l'intérieur de luttes partielles, comme elles peuvent se retrouver du côté d'un ordre imperturbable. Leur jeunesse n'est ni le garant d'une implication particulière, ni un signe distinctif particulier²⁷.

Il ne faut cependant pas en conclure que les "jeunes" ne sont plus politisés. Au milieu du mois d'août 1985, plus de deux mille jeunes de la Commission jeunesse du Parti libéral se sont réunis à l'Université Laval; en septembre, le Parti québécois en a rassemblé autant au cégep du Vieux-Montréal. Ces événements se comparent-ils aux bouillonnements des années soixante? Peut-être pas, mais il est étonnant de voir, en feuilletant le journal français Le Monde de 1968, des mots comme "léthargie", "apathie des étudiants", "déliquescence de leurs organisations"²⁸. Ce ne sont généralement pas ceux qui viennent à l'esprit en pensant à cette période. C'est que, de fait, il y avait aussi des jeunes dépolitisés parmi les jeunes de l'époque. Actuellement, il existe aussi de nombreux jeunes politisés, d'une façon sans doute différente de celle d'autrefois, en raison du contexte social d'aujourd'hui. D'autres jeunes, cependant, ne s'intéressent à aucune forme d'activité politique... dans une proportion certainement comparable à celle des adultes.

Ce travail s'est voulu un exercice de relativisation. La jeunesse est plurielle, multiple et il est essentiel de tenir compte de toutes ses facettes pour en analyser le comportement politique. Cela rend, évidemment, la tâche beaucoup plus difficile. L'étude des pratiques politiques des jeunes devra être teintée de nuances, tout comme celle de l'audience d'un discours idéologique particulier (le féminisme, par exemple). Il

27. J. Duchastel. Théorie ou idéologie de la jeunesse, op. cit., pp. 27-28.

28. Voir, entre autres, Frédéric Gaussen. "Les étudiants entre l'apathie et la violence", Le Monde, 7-8-9 mai 1968.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

semble vraiment que ce soit la seule façon de refléter correctement la réalité complexe de la jeunesse.

Ce qui ne veut pas dire que toutes les questions aient été élucidées pour autant. Il est aussi possible que ce point de vue ne fasse pas l'unanimité autour de lui. Certains considéreront peut-être qu'il dilue trop facilement le problème de la politisation de la jeunesse ou qu'il tire de mauvaises conclusions des événements des années soixante. D'autres mettront en doute la sous-estimation du sentiment d'appartenance chez les jeunes ou des pratiques culturelles qui leur sont propres. Quelle que soit la nature des objections, celles-ci devront toujours tenir compte du fait que les jeunes ne constituent, en aucune façon, une classe homogène.

Et en terminant, puisqu'il faut bien répondre à l'interrogation première de cet atelier, concluons que la jeunesse, pas plus qu'un autre groupe social, ne possède les qualités qui lui permettent d'être un agent privilégié de changement social. Rien n'implique, cependant, qu'elle doive se cantonner dans une acceptation béate de la société. La réalité se situe, en fait, entre ces deux extrêmes, derrière l'implication et la passivité de jeunes qui ne demandent qu'à entrer pleinement dans la société québécoise.

PÉRIODE DE QUESTIONS

(Intervenant): Si tu affirmes qu'il n'y a pas une "jeunesse" mais des "jeunesses", pourrais-tu en identifier quelques-unes ou déterminer certains types d'actions politiques principaux pour classer cela un peu?

PÉRIODE DE QUESTIONS

Je pense que, entre autres, le groupe étudiant peut être considéré comme un certain sous-groupe à l'intérieur de la jeunesse, quoiqu'il faudrait probablement refaire d'autres classifications à l'intérieur de ce groupe-là. Je n'ai pas ici de classification à présenter précisément. De toute façon, lorsqu'on veut analyser le comportement politique des jeunes, il faut tenir compte du fait que les groupes se modifient en raison des circonstances. Par exemple, on ne peut prendre actuellement le sous-groupe étudiant comme un tout homogène: on y retrouverait certainement des étudiants politisés et non-politisés. Ce que j'ai essayé de faire, ce n'est pas de proposer ici des classifications précises, parce que je ne crois pas que ce soit très intéressant, ni très pertinent. L'objectif de cette communication est beaucoup plus de se rendre compte que lorsque l'on veut adopter un grand point de vue global sur un sujet comme la politisation des jeunes, on ne peut qu'arriver à de fausses évaluations. Il faut diviser notre catégorie "jeunesse" pour pouvoir apporter une réponse intéressante, sinon, on ne s'entendra jamais et on pourra toujours trouver des exemples de groupes qui sont politisés et vouloir généraliser cela à toute la jeunesse.

(Louis Bélanger, étudiant en science politique - Université Laval): Si je comprends bien, tu traites de la question en deux parties: d'une part, idéologique et d'autre part, revendicative. Tu dis que les jeunes ne sont plus porteurs d'idéologies communes parce qu'ils ne constituent pas un groupe homogène; donc, nous ne pouvons plus dire, lorsque nous revendiquons, que nous portons un discours qui rejoint l'ensemble de la jeunesse. Ce que j'aimerais que tu nous dises, c'est si tu fais vraiment une analyse au niveau de cette problématique, au niveau idéologie/revendication, ou une analyse au niveau des pratiques politiques des jeunes en tant que telles.

Il y a effectivement des deux là-dedans. L'idée de diviser la jeunesse en plusieurs groupes aura inévitablement une répercussion au niveau de l'analyse des pratiques politiques. Un simple tour d'horizon de la jeunesse qui est ici aujourd'hui ou d'autres groupes que l'on connaît nous fait rapidement voir qu'il faut absolument faire des divisions

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

parce qu'il y a inévitablement des gens qui privilégient tel genre de pratiques politiques plutôt que tel autre. Il y a donc une influence entre notre conception hétérogène de la jeunesse et l'analyse des pratiques politiques.

(Robert Ladouceur, IMAJ'85): Tu dis que la politisation ou la dépolitisation, c'est mettre de l'avant des projets de société, des revendications, des idéaux, etc. Mais est-ce que la participation de jeunes à des centaines de groupes communautaires, de conseils d'administration ou comme employés dans des maisons de jeunes, des centres de loisirs, etc., ce n'est pas aussi une forme de politisation?

Là, on entre dans un débat qui peut être très long mais aussi très intéressant. Lorsque l'on voit la transformation du militantisme sur une base plus communautaire, au niveau personnel, on aimerait bien encore parler de politisation. Personnellement, j'ai tendance à croire que ce genre de "mobilisation", de "militantisme" n'est pas vraiment de la politisation. Mais si, derrière ces pratiques, se retrouve un discours cohérent, un projet de société (si, par exemple, ton projet est de faire une société plus décentralisée et plus communautaire), ces pratiques communautaires feront véritablement référence à ce que j'ai appelé un projet global. On peut alors, à mon avis, parler de politisation.

(Robert Ladouceur): Est-ce qu'un projet de société est un "package deal" de toute une société avec un programme écrit en une dizaine de pages ou cela peut être des éléments qui peuvent faire évoluer les choses localement, au niveau communautaire, ce que l'on ne retrouvera pas dans le mouvement étudiant? Est-ce que lutter pour que les gens fassent du vélo d'une manière plus libre, ce n'est pas une partie, une forme de projet de société, sans que ce soit nécessairement un gros "package deal" comme un programme de parti politique? En passant, je ne suis pas vraiment d'accord avec ton analyse...

PÉRIODE DE QUESTIONS

C'est sûr que je ne peux pas dire qu'un projet de société, c'est un texte de dix pages, c'est bien évident. La politisation des jeunes, cela ne s'illustre pas nécessairement par des manifestations et des revendications au niveau national avec de gros discours contre le gouvernement. Bien sûr que ce n'est pas la seule forme de politisation. Le problème, à mon avis, c'est que nous avons tendance à considérer le simple fait d'être centré sur l'avancement de sa personne ou la seule participation individuelle, comme une forme de politisation. Et c'est sur ce principe que l'on veut maintenant parler de politisation de la jeunesse: la politisation a changé et elle serait à ce niveau maintenant. Personnellement, j'ai de la difficulté à analyser politisation avec une certaine tendance individualiste. Je ne te dis pas que ce dont tu me parles, vélo, implication communautaire, c'est cet individualisme dont je parle. C'est peut-être une forme de politisation aussi.

J'aimerais également souligner un autre élément: on peut aussi se demander jusqu'à quel point les jeunes privilégient cette nouvelle approche dont tu me parles et la privilégient d'une façon consciente. Parce que moi, une politisation qui tombe du ciel, naturellement, j'ai encore plus de difficultés à y croire. Même si cette revendication n'est pas formulée sur papier, cela n'a pas de rapport, mais elle doit être consciente. Et une implication à ce niveau, pour moi, c'est de la politisation.

(Intervention d'un membre de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec): Moi, je ne suis pas d'accord pour dire qu'au niveau de la jeunesse, il n'y a pas de thèmes communs à tous. Je pense même que mes confrères et consoeurs du Parti québécois seront d'accord avec moi, et les autres jeunes aussi, que nous sommes contre la discrimination basée sur l'âge qui se fait sur l'aide sociale. Les jeunes du P.Q., du R.A.J., du P.L.Q. ont pris position là-dessus. Il y a des thèmes sur lesquels les jeunes sont d'accord et au nom desquels ils seraient prêts à faire de la politique. Un autre thème serait les programmes de création d'emplois. Nous sommes tous contre l'aspect temporaire de ces programmes. On veut

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

briser le cercle vicieux et je pense que les jeunes sont d'accord pour s'impliquer pour qu'il y ait des changements.

En fait, pour faire une réponse facile, nous sommes tous d'accord avec la vertu. Bien sûr, tu peux avoir des recoupements à l'intérieur de la jeunesse, mais je ne suis pas convaincu que tu vas pouvoir mobiliser tous les jeunes là-dessus. Par exemple, je ne suis pas convaincu que tu vas pouvoir mobiliser la jeunesse sur la question de l'aide sociale. La jeunesse va peut-être, et certains groupes l'ont fait, dire qu'ils ne sont pas d'accord, mais je ne sais pas si tu vas être capable d'avoir des mobilisations à ce niveau et des manifestations politiques.

(Intervenant): J'en reviens, dans une perspective globale, sur une politisation qui serait plus concrète, personnelle et communautaire. Est-ce que, face à l'échec d'un pouvoir politique qui était assez idéaliste, est-ce qu'il n'y aurait pas tendance à revenir vers le concret, vers le palpable, vers le matériel, et est-ce que ça aussi, ce ne serait pas un pouvoir de changement à un niveau très concret, des luttes quotidiennes en fonction d'objectifs qui sont communautaires, autogérés...?

Mais ce que tu me dresses-là, c'est un projet politique. C'est pour cela que je ne voudrais pas laisser d'ambiguïtés. Oui, ceci est un projet politique. Sauf qu'il ne faut pas confondre cette certaine jeunesse qui revendique ce projet politique avec ceux qui ont des pratiques qui peuvent paraître semblables mais qui ne sont pas des pratiques politiques. Un retour à l'individualisme n'est pas nécessairement de la politisation, à mon sens. Si tu as une idéologie, un projet social qui se trouve avec ça et qui est consciemment véhiculé, voilà de la politisation.

(Luc Martineau, revue Révoltes): Au niveau du sentiment d'appartenance, en comparant les années soixante aux années quatre-vingt, pour renforcer l'idée qu'il faut parler des jeunes, au pluriel, je ferais un parallèle

PÉRIODE DE QUESTIONS

aussi au niveau culturel. Dans les années soixante, il y avait un groupement homogène culturel principal, qui était le mouvement hippie, qui avait bien sûr une consonnance très forte anti-guerre mais aussi beaucoup d'autres philosophies qui se greffaient autour de cela. Aujourd'hui, dans les années quatre-vingt, tu as les RASTA, les HEAVY METAL (qui est d'ailleurs, je crois, le groupe dominant dans les sous-cultures, à Québec en tout cas), les PUNK ROCKERS... Chaque sous-culture a en elle une philosophie et un sentiment d'appartenance. C'est assez important à comprendre et il s'y passe beaucoup de choses... Ce n'est pas vrai, à part dans les banlieues comme Charlesbourg, où les gens sont chez eux tout seuls et ne sortent pas, mais en général, les jeunes sortent dans les rues, en groupe. C'est important de voir que les jeunes font autre chose. C'est la vie réelle qui se passe en 1985. Ce que j'essaie de comprendre, c'est que parmi ces groupes, il y en a qui passent de la sous-culture à la contre-culture, comme les hippies des années soixante. La contre-culture, c'est lorsque cela dépasse le domaine de porter un gilet de Boy George... Pourquoi ce chemin-là n'a pas été exploré dans l'exposé, parce que je trouvais que c'était une des pistes les plus sérieuses?

Oui, cela aurait pu être une piste intéressante. Sauf que j'ai préféré me limiter à cette idée globale de la jeunesse comme groupe homogène ou non. Je suis d'accord avec toi pour dire que le mouvement hippie des années soixante pouvait être considéré comme homogène et que tu pouvais analyser le comportement politique à partir de ce groupe. Sauf que je n'irai pas dire que toute la jeunesse était hippie. C'est là où se trouve le point de discussion à mon niveau. À l'intérieur de chacun des sous-groupes, on peut refaire une analyse semblable.

(Ana de Roussan, étudiante en science politique - Université Laval): J'ai un commentaire et une question. Au début, tu as entamé en disant que tu allais faire une définition de la jeunesse: moi je suis restée un peu sur ma faim puisque finalement, tu as défini la jeunesse par la négative, en disant qu'il n'y a pas un groupe homogène. Je suis bien d'accord, c'est évident qu'il faut être nuancé, mais finalement, tu n'as pas défini la

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

jeunesse. Tout ce que tu nous as dit en terme de définition, c'est très négatif: ce n'est pas le groupe d'âge de 15 à 29 ans, point. Bon, j'admets que le sujet est difficile et vaste mais... Ma question, c'est au niveau des définitions également. Depuis tantôt, on parle de politisation, sauf que tu n'as pas défini ce que tu entends par politisation et j'ai effectivement l'impression que tu fais référence à la politisation classique, c'est-à-dire l'implication dans un parti politique, les manifestations tournées vers l'État, etc. Tu n'en as pas donné d'autre et cela t'a peut-être amené à rejeter un peu vite ce que disait monsieur tantôt: l'implication dans les groupes communautaires. Les maisons de femmes, les maisons de jeunes, ça existe. Il y a des jeunes qui s'organisent pour vivre différemment à des niveaux peut-être plus individualistes mais en même temps plus collectif parce que les coopératives existent de plus en plus. Donc, j'aimerais bien que tu définisses la politisation.

Il est vrai que je n'ai finalement pas défini la jeunesse. J'ai voulu apporter des nuances à propos des définitions qui sont les plus courantes. Je n'ai pas défini la jeunesse parce que moi aussi, je me demande ce qu'est fondamentalement la jeunesse, et c'est pourquoi les discussions en atelier promettent d'être très intéressantes. Pour la politisation, je pourrais la définir par la négative également, mais... Lorsque l'on parle de la politisation, ce n'est certainement pas au simple niveau de la politisation partisane ou d'une seule implication militante à l'intérieur d'un parti politique. J'ai essayé de l'ébaucher lorsque j'ai nuancé ma première intervention. Personnellement, la politisation doit se faire au niveau de la promotion d'un projet collectif. Ce qui ne veut pas dire que toutes les revendications seront toujours adressées à l'État. Mais lorsqu'on parle de politisation, il y aura inévitablement un jour un rapport à l'État, parce qu'il est au centre du système politique. Voilà pourquoi j'ai plus de difficultés à parler de politisation pour une simple prise de conscience personnelle. Si tu as un désir de changer la société, et que ce changement va te demander un certain rapport à l'État, nous sommes en présence d'une personne politisée. Cette définition, évidemment, est contestable.

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER

Bien que les intervenants aient été nombreux à s'exprimer, seuls quelques fragments de discussions (qui ont duré, au total, près de cinq heures) peuvent être reproduits dans cet aperçu des discussions. De plus, il faut préciser que le style oral a été conservé pour respecter le plus possible l'idée des intervenants.

Plusieurs sujets qui ont été traités pendant la période de questions ont été repris ici. Il n'est donc pas étonnant que les débats en atelier aient surtout porté, dans un premier temps, sur le problème de la politisation de la jeunesse. Dans un des ateliers, par exemple, la plupart des interventions des participants ont été faites sur la définition même de la "politisation":

(Julie Lemire, Université de Montréal): Pour ma part, jusqu'à maintenant, des gens politisés, c'étaient des gens qui étaient engagés dans des actions politiques évidentes, comme par exemple, d'abord, ceux qui sont membres des partis politiques et, par extension, les gens qui s'impliquent dans des mouvements qui tendent à faire pression sur les autorités politiques. Alors pour moi, la définition s'arrêtait là parce que ces données-là sont mesurables. On peut savoir qui est dans tel parti et on peut être certain que ces gens-là sont conscients de l'action politique qu'ils posent. Quant à savoir si tous les autres groupes communautaires qui existent, si ces gens-là sont conscients et ont un projet politique à véhiculer en s'intégrant à ces groupes-là, ce n'est pas vraiment mesurable.

(Robert Ladouceur, IMAJ'85): Est-ce que ça veut dire qu'ils ne sont pas politiques?

(Julie Lemire): Bien, c'est justement, on va s'entendre. Ce qui n'est pas mesurable, on va supposer que c'est politique, mais est-ce qu'on le sait vraiment? Ce ne sont que des suppositions (...)

Au fil des discussions, un premier accord a semblé se faire autour de l'idée que dès le moment où un groupe de jeunes ou un groupe communau-

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

taire doit se battre, doit lutter pour faire avancer ses revendications, celui-ci effectue une action politique. Les membres de ce groupe peuvent donc être considérés comme politisés. Ce serait le cas de ces jeunes qui font partie des quelque onze cents groupes qui sont actuellement répertoriés, comme Vélo-Québec, par exemple:

(Madeleine Dumont, Université de Montréal): Moi, je ne suis absolument pas d'accord. Cette définition est logique, mais si je prends du retrait, je trouve que cela ressemble trop, non pas à "politisation" mais à "organisation". Parce que, ce que tu viens de me prouver, c'est que, oui, la société québécoise est une société organisée. Politisée? C'est un autre niveau, parce que tu me parles de Vélo-Québec. C'est peut-être vrai que les gens de Vélo-Québec ont à se battre vis-à-vis de l'État pour avoir certaines choses sauf qu'il y a peut-être plus de simples bénéficiaires de cette action qu'on pense. Le groupe contient combien de membres? S'il n'y en a qu'une douzaine qui se battent, on pourrait donc dire qu'il y en a une douzaine de politisés. Mais les membres, eux, qui ne font que se promener en bicyclette le dimanche, ils ne se battent pour rien. Est-ce qu'ils sont politisés, ces gens-là? Mais c'est de ceux-là dont on parle ici. On ne parle pas seulement de ceux qui sont actifs... et c'est cela qui me fait bien rire. Il y a une association étudiante à l'université. Ceux qui sont dedans, ils sont très politisés, mais ceux qui ne sont pas dedans, le sont-ils? Et c'est la majorité qui n'est pas dedans. Et moi, il me semble que le niveau de la discussion, aujourd'hui, porte sur la jeunesse, donc pas seulement sur ceux qui sont directement sur le conseil exécutif de quelque groupe organisé que ce soit.

(Robert Ladouceur, IMAJ'85): Il y a toujours une minorité qui est politisée dans n'importe quelle société...

(Madeleine Dumont): Oui, et bien il me semble que c'est cela le coeur du débat: savoir si l'ensemble, ou en tout cas une majorité, est politisé, et savoir quelle est cette forme de politisation de la majorité. Dans les années 60...

(Robert Ladouceur): ...c'était le mouvement étudiant essentiellement... 6% de la jeunesse du temps. Et aujourd'hui, il y a 10% des jeunes qui sont à l'université.

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER

(Madeleine Dumont): Non mais, peux-tu répondre à ma question? Les étudiants, nous sommes affiliés à une association étudiante. Ceux qui ne vont pas aux assemblées et ne participent pas, sont-ils politisés?

(Robert Ladouceur): La majorité de la population n'est pas politisée. À partir de là, ceux qui s'impliquent, qui organisent les choses, ceux qui se battent, font évoluer des idées, des objectifs, ceux qui parlent au nom de la masse inerte, la masse qui n'est pas politisée, ceux-là sont politisés et puis chez les jeunes, cela représente à peu près 10 à 15%. Et dans la population en général, il y en a à peu près autant.

(Madeleine Dumont): Je suis d'accord pour dire que ces gens sont politisés, mais je pense qu'il y en a aussi dans ceux que l'on entend pas, je pense qu'il y en a encore une certaine partie qui ont une action individuelle qui a un certain impact (...)

(Patrice Provost, étudiant en science politique): Je ne pense pas qu'on puisse parler de politisation lorsqu'on parle d'individus seuls, parce que pour moi, la politisation, c'est un phénomène qui ne touche plus nécessairement le culturel ou le social, mais qui touche un besoin de la collectivité ou des collectivités. Moi, tout seul, je peux bien lire du matin jusqu'au soir le journal, je peux me renseigner sur la politique, je peux savoir tout de A à Z mais, dans le fond, est-ce que ça va changer quelque chose? Non, ça sera pour ma culture personnelle (...) Je suis très conscient des phénomènes politiques qui se passent mais, dans le fond, ça ne changera absolument rien au niveau collectif. Pour moi, politisation, ça entre dans la collectivité. C'est ce qui peut changer la collectivité. (...)

(Alain Desjardins, étudiant en sociologie - Université Laval): (...) Pour analyser les pratiques des jeunes, je pense qu'il faut analyser davantage les pratiques au niveau culturel, dans les petits groupes, les groupes communautaires, des groupes qui fourmillent au niveau de la société. Ils ne participent pas dans des grands partis et des grands mouvements. Car si on ne regarde que ces derniers, on va dire que les jeunes ne sont pas politisés, sont démobilisés, que rien ne se passe. C'est pourquoi je pense qu'il est mieux de regarder les multiples pratiques, même si ce sont à la limite des pratiques individuelles; c'est là qu'il faut regarder.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

Dans un second atelier, les participants ont justement été amenés à discuter plus précisément de la transformation de l'action politique qui s'effectue maintenant par les nouvelles pratiques des groupes communautaires. Pour plusieurs intervenants, c'est par cette nouvelle voie que se manifeste la véritable politisation, et ils accusent donc les nombreux analystes universitaires qui refusent de la reconnaître:

(Linda Bossé, IMAJ'85): (...) J'ai l'impression que dans les institutions, qui sont souvent en vase clos, on ne voit pas l'implication des jeunes dans les groupes... Il y a près de mille groupes de jeunes au Québec. Il faut voir qu'ils participent directement, peut-être pas au changement de la province (...) mais ils foutent souvent le bordel dans leur localité. Et je pense qu'un changement social, ça part des milieux de vie, ça ne part pas d'en haut. (...)

(Paul Thériault, étudiant en science politique - Université Laval): Je pense ici qu'il faut faire attention parce qu'on est en train de sombrer dans une autre crevasse: il faut absolument faire la différence entre la participation et la politisation, l'implication et la politisation, parce que tu as quand même cité des groupes comme les groupes sportifs...

(Linda Bossé): Disons le loisir. Il y a toute une nouvelle forme de loisir maintenant qui est revendiquée par certains groupes, qui est le temps libre, le loisir éducatif, qui est une forme de projet social... de projet politique (...)

Cette dernière idée d'une nouvelle forme de politisation s'est graduellement précisée au fil de l'atelier:

(Linda Bossé, IMAJ'85): (...) C'est quoi l'action politique du milieu étudiant. On essaie de reproduire encore le même modèle que celui des jeunes de la génération de la Révolution tranquille. C'était quoi, le militantisme des jeunes à l'époque? Celui du milieu étudiant, où l'on faisait sortir des centaines de jeunes dans la rue avec des pancartes, mais ce n'était que cela et le monde les suivait. Pourquoi? il ne le savait même pas bien souvent. Mais alors qu'aujourd'hui, ça ne se fait peut-être plus de la même façon, parce que les gens, plutôt que de sortir avec des pancartes, ils agissent, ils font au lieu de dire. Voilà où est la nuance. C'est peut-être pour ça que c'est moins visible, d'une part, et

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER

c'est peut-être pour ça que, d'autre part, au niveau de la conférence de Claude Charron ce matin, que cette génération qui a aujourd'hui 35-40 ans nous regarde en disant que nous ne sommes pas politisés parce qu'elle a l'impression que nous ne faisons rien. Mais c'est faux. C'est parce que cette ancienne génération n'est pas "ploguée" sur la réalité, parce que les jeunes font des choses dans leurs milieux, qui sont drôlement plus prometteuses en terme de changement social.

Cette opposition entre les pratiques politiques de deux générations s'est aussi retrouvée dans le troisième atelier.

(Raymond Chenest, étudiant en sociologie - Université Laval): D'après moi, la lutte politique des jeunes se fait probablement d'une autre façon. Si dans les années soixante, on avait une technique de rapport de forces entre ceux qui ont le pouvoir et les jeunes, aujourd'hui, ce sont plutôt des petites luttes pour des petites choses qui, graduellement, font changer la société, sans que les gens ne s'en aperçoivent. Comme justement, je pense que les maisons de jeunes n'ont pas fait de révolution mais ont eu un impact important (...).

Dans l'esprit de plusieurs participants, les jeunes ont effectué un rejet conscient des pratiques politiques de leurs aînés. Cela se manifeste par le refus de l'action de l'État, de cet État-providence qui a été construit par les dernières générations. Mais tous ne s'entendent pas sur cette dernière interprétation.

(Intervenant): Tout à l'heure, on disait que les gens voulaient de plus en plus un changement au niveau de l'État-providence. Les gens ne veulent plus que l'État joue ce rôle-là. C'est un rôle que les jeunes avaient fortement revendiqué et ont réalisé dans les années 60. Ils ont bâti un État-providence et en plus de cela, ils s'en sont servi parce qu'ils se sont bâti des jobs, ils ont créé des jobs et ils sont rentrés dans ces jobs-là. C'est ce que Charron nous a dit ce matin. Et Charron nous disait: on a refermé la porte et ne venez pas y cogner parce qu'on ne l'ouvrira pas. Moi, ce que je suis en train de voir à l'intérieur de la jeunesse québécoise, c'est qu'on ne veut plus de l'État-providence. L'État qui se mêle de nos affaires: non. Nous autres, on va se mêler de nos

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

affaires. Tantôt, lorsque monsieur disait que les jeunes étaient politisés d'une façon individualiste, et bien je pense que c'est un changement que les jeunes sont en train de faire dans la société. On s'en vient dans une société, et c'est peut-être les gens qui sont passés avant nous qui l'ont créée, une société d'individus et non plus une société de collectivité. Là où je veux en venir, c'est au niveau de l'État. La question que je vous pose, c'est est-ce que l'État va jouer de plus en plus le rôle d'animation au détriment d'un rôle d'État-providence?

- Tu sembles avoir répondu à la question, non?

- C'est la question que je lance. Il y en a qui peuvent être d'accord, d'autres non.

- Moi je pense que ce n'est pas vrai que les jeunes ne veulent plus de l'État-providence, mais je pense par contre que c'est le message de l'idéologie dominante qui est véhiculée par les médias actuellement de dire: "On ne veut plus de l'État-providence" (...)

Cette discussion se rattache aussi au débat sur la pertinence de la lutte politique au niveau de ce qu'on appelle généralement la politique "partisane", auquel quelques participants ont fait référence:

(Membre de la Commission jeunesse du PLQ): Moi, j'ai fait du mouvement étudiant. Je trouve, personnellement, contrairement à ce qu'on a pu écrire dans les années soixante, que le mouvement étudiant ne soulève plus les masses que ça soulevait avant. Parce que les jeunes sont beaucoup trop préoccupés par le marché du travail après les études et ne voient pas le besoin de s'impliquer dans un mouvement étudiant. Moi, je me suis impliqué dans le mouvement étudiant et j'ai été déçu. Ça ne répond pas à mes besoins parce que le mouvement étudiant ne va pas au centre des structures décisionnelles. Alors, je me suis dit, je vais m'impliquer dans un parti politique. Moi, je suis maintenant représentant régional à la Commission jeunesse du Parti libéral. Pourquoi je m'implique dans un mouvement partisan? C'est parce que je trouve que c'est l'endroit où se prennent les décisions. Je me dis que si le gouvernement était composé de plus de jeunes (et de plus en plus, on voit des candidats et des députés jeunes; de plus en plus, les partis politiques prennent conscience qu'il faut des jeunes dans leurs structures, alors qu'on ne voyait pas cela avant), nos intérêts seraient mieux défendus. S'il n'y avait pas eu de jeunes au congrès du Parti libéral du Québec, est-ce que celui-ci aurait voté

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER

pour la parité de l'aide sociale? Probablement pas. Le seul problème par rapport à ça, c'est le suivi après les élections. Une fois que ton candidat est élu, qu'est-ce que tu fais avec? C'est sûr que s'il n'y a pas de suivi au niveau de la jeunesse, si les jeunes ne poussent pas dans le dos des candidats pour que leurs revendications passent, on manque le bateau. Même chose si on décide d'annuler son vote, on manque le bateau. Il faut aller au gouvernement, c'est là que se décident les choses, il faut rentrer dans les structures décisionnelles. C'est là que s'établit le changement. Annuler son vote ne change rien. (...)

(Intervenant): Tu parlais tantôt que pour faire changer des choses, il faut être dans un parti politique. Mais ce n'est pas la seule structure décisionnelle. Je ne sais pas si tu faisais uniquement référence à cela mais il y a d'autres structures où tu peux faire avancer les choses: tous les groupes de base, les maisons de jeunes, etc. Tu peux en faire changer des choses avec les groupes communautaires, par l'action que tu portes, par la volonté de voir réaliser ton objectif. Tu n'es pas obligé de t'impliquer uniquement dans un parti politique. Il y a d'autres structures où tu vas avoir un impact sur la société.

Le but de l'atelier, c'est de savoir si jeunesse et changement social, c'est un mythe. Pour moi, cela n'en est pas un. Et justement si, avec la nouvelle mentalité qu'on a par rapport à l'État (c'est-à-dire qu'on veut se prendre en mains, on est un peu tannés que l'État fasse tout pour nous autres), je pense que c'est un changement que l'on peut apporter à ce niveau-là (...) Aujourd'hui, on ne revendique plus un projet de société global; ce que l'on veut, c'est y aller simplement secteur par secteur (...). Et c'est nous qui voulons agir dans ces secteurs, pas l'État. (...)

(Intervenant): La notion de politisation des jeunes dont on avait parlé au début, c'est surtout à mon avis, par rapport au refus de l'embrigadement dans des partis ou dans des structures pyramidales ou d'être renfermé à l'intérieur d'idéologies qui sont elles aussi très structurées et dans une certaine mesure restrictives face à des groupes qui seraient minoritaires, parce que cela ne correspond pas à la vie des jeunes. La réalité des jeu-

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

nes aujourd'hui est justement multiple. C'est pour cela qu'on disait qu'il n'y a pas un discours de jeunes mais des discours, qui vont se regrouper (comme par exemple, sur la parité de l'aide sociale).

Certains intervenants, plutôt que de reconnaître l'existence d'une diversité de discours au sein de la jeunesse, croient au contraire qu'aucun discours n'est présentement véhiculé par les jeunes:

(Intervenant): En 1960-65, il y a eu le discours nationaliste au Québec qui a été pris en mains par des jeunes d'une vingtaine à une trentaine d'années encore que le terme "jeune" me semble vraiment souvent difficile à cerner. Il y a eu une certaine partie de cette génération-là qui a pris ce discours-là. Aujourd'hui, on cherche le discours des jeunes, on cherche le projet de société des jeunes (...) Quand on trouve un discours des jeunes, aujourd'hui, on tombe dans les organisations qui ont été faites, qui sont restées au moins dans leur carcasse, des organisations des années soixante, dans lesquelles on se pose des questions souvent sur leur représentativité. C'est le cas des associations étudiantes, en tout cas. On n'est plus sûr maintenant qu'elles soient tout à fait appropriées au besoin de l'époque et quand, à certains moments, il y a des personnes assez militantes qui en prennent la tête, ils ont des revendications qui ne sont plus aussi appuyées qu'autrefois par les étudiants. En fait, les discours, produits par les jeunes, aujourd'hui, je ne les vois vraiment pas. Je cherche, là, et puis ça me semble être absolument très rare. Et des groupes de base, comme on les appelle, les personnes qui les étudient, ce ne sont pas des jeunes. Et les personnes qui les ont constitués, bien, j'en cherche des jeunes. Il y a peut-être des maisons de jeunes qui, jusqu'à date, me semblent avoir été pris d'une certaine manière par les jeunes, mais dans quelle mesure ne sont-elles pas le résultat de programmes gouvernementaux, de subventions, etc.? On a eu une année internationale de la jeunesse dans laquelle, c'était assez comique, on voyait le gouvernement courir après les jeunes pour leur donner des subventions, pour essayer de trouver des projets potables. Et puis quand ONET est parti, ça floppé. IMAJ a floppé dernièrement, le RAJ n'a pas fait une rage... Il y a vraiment une difficulté, là, pour voir un discours vraiment de jeunes.

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER

Cet avis, cependant, n'est pas partagé par de nombreux participants, qui préfèrent parler de la multiplicité des discours et de la difficulté qui en résulte pour l'analyse. Une discussion semblable s'est tenue dans un autre atelier, et une conclusion différente en a été dégagée.

(Bernard Asselin, étudiant en science politique - Université Laval): Je pense qu'il y avait une homogénéité, dans les années soixante (...) Je pense qu'à ce moment-là, le Québec était très renfermé sur lui-même. Il y avait des problèmes hérités de l'époque duplessiste et je pense que ça faisait en sorte que les gens avaient une certaine tendance à vouloir révolutionner tous ensemble. C'est pourquoi il s'est créé des réseaux, des liens parce que si on regarde toutes les personnes qui ont pris le pouvoir par la suite, qui sont au gouvernement, ce sont tous des gens qui ont milité, qui se sont créés des réseaux et qui ont pris le pouvoir. Présentement, au Québec (...), je pense que nous sommes ouverts maintenant sur le monde extérieur et il y a différents courants qui nous affectent. Alors, il y a des jeunes qui s'impliquent dans l'écologie ou des choses comme ça et c'est pourquoi le Québec n'est plus seulement un petit groupe fermé. Alors moi, je serais porté à dire, justement, qu'on ne peut dire que le Québec est dépolitisé. C'est seulement que les jeunes, à mon point de vue, s'impliquent dans des regroupements qui ne sont pas nécessairement les mêmes...

(Yves Marchand, étudiant en science politique - Université Laval): ... une nouvelle restructuration...

(Bernard Asselin): ... une nouvelle restructuration, une nouvelle forme d'organisation. C'est beaucoup plus évolué, c'est moins formel peut-être (...). Le transfert de la politisation a été fait dans les groupes.

(Intervenante): Mais ce n'est pas homogène.

(Bernard Asselin): ... mais ce n'est pas homogène, parce qu'il y a différentes valeurs qui sont dans la société, qui nous viennent d'un peu partout, alors il y a des gens qui s'accrochent à cela. Tu peux être accroché à plusieurs valeurs en même temps, tu peux être écologiste, tu peux être telle chose; tu peux aller militer, tu peux ne pas militer... il y a différents degrés d'implication et c'est ça les nuances qu'on doit faire.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

Ces quelques extraits, même si plusieurs autres auraient été tout aussi significatifs, illustrent bien la diversité des opinions qui ont été émises tout comme l'absence de consensus. S'il est possible de dire que l'ensemble des participants se sont entendu sur le fait que la jeunesse n'est pas une entité homogène, il n'en a pas été de même sur son caractère politisé ou non. Le débat est toujours ouvert: il se poursuivra lors de la seconde conférence.

Pratiques politiques des jeunes dans une société en mutation

Louis Bélanger

Une réflexion sur le comportement politique des jeunes en 1985 est à la base de ce second atelier. Ce qui nécessite d'abord une identification des pratiques politiques de l'ensemble de la jeune génération au Québec et des valeurs qui les sous-tendent. Est-il possible d'établir une corrélation entre ces pratiques et l'environnement socio-politique qui a vu grandir les jeunes et celui dans lequel ils vivent actuellement?

La présente conférence* prend pied en quelque sorte sur l'atelier d'hier après-midi. Si les modèles d'interprétation de la pratique politique de la jeunesse n'ont pas su, à travers le temps, prouver leur efficacité, il est de notre devoir de réactualiser cette interprétation, objectivement, au risque d'ébranler de confortables certitudes. Hier, nos intéres-

* Les réflexions qui se trouvent dans cette conférence ont été faites, entre autres, à la suite d'entrevues avec des informateurs-clefs. J'aimerais donc remercier, pour leur précieuse collaboration, MM. Daniel Allard (Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval), Martin Breault (Parti québécois), Roger de Ladurantaye (Les Ami-e-s de la terre), Jules Duchastel (Université du Québec à Montréal), Luc Harrisson (Parti libéral du Québec), Gilles Harvey (MRPDQ; CQDP) Mario Monette (Université du Québec à Montréal et Confédération des syndicats nationaux) et Yvan Perrier (Confédération des syndicats nationaux).

CONFÉRENCE

santes discussions se sont orientées vers la définition d'une réalité, de ce qui est devenu l'objet du débat; les groupes de jeunes dits "communautaires". Le niveau des pratiques politiques de ces groupes n'a cependant pas été articulé. J'ai cru percevoir une satisfaction à définir la réalité de ces groupes issus de notre génération. Comme s'il était pris pour acquis une loi du changement qui ferait de la société future la suite logique des expériences menées dans et par ces groupes, sans opposition et sans lutte politique. Or, on sait très bien que ce n'est pas ainsi que les choses évoluent, un bon exemple nous étant donné par les expériences politiques des jeunes des années 60-70. La société ne se change pas si facilement. Il est donc nécessaire de parler de pratiques politiques. Et, paradoxalement, j'ai envie de parler d'apolitisme ce matin, parce qu'il m'a semblé qu'hier, on hésitait à dire, malgré qu'on soit bien placé pour la constater, l'énorme difficulté pour les groupes à amener leur action à un niveau politique lorsque besoin en est.

La réalité à laquelle est confronté le jeune des années 80, si différente à plusieurs égards de celle de la génération précédente, ne peut qu'avoir bouleversé sa relation avec la chose politique. Comprendre la pratique politique de la jeunesse d'aujourd'hui à partir de la place de celle-ci dans son propre univers et non celui qu'on lui prête, voilà le défi que nous devons relever.

Pour répondre à ce défi, à cet objectif, notre réflexion doit s'effectuer en trois temps. Trois étapes clairement définies dans votre cahier thématique. D'abord, identifier les pratiques politiques, en dresser un portrait, et ainsi dégager des pistes quant aux types de pratiques politiques actuelles. Ensuite, comprendre celles-ci en les associant à d'autres aspects du comportement, ainsi qu'à leurs valeurs, politiques ou autres. Finalement, amener des éléments d'explication sociologique.

À travers cette démarche, il s'agira, bien entendu, de faire le tour des différentes approches les plus sérieuses pour débroussailler un peu le terrain avant de nous engager dans la discussion en ateliers.

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

A) Jeunesse et pratique politique:

La jeunesse n'a pas toujours existé, elle ne signifie donc pas une étape dans le vieillissement de l'être humain, biologique ou psychique. La jeunesse est une catégorie sociale de transition entre deux états: la tutelle complète des parents (l'enfance puis l'adolescence) et l'accession à une position sociale définie conjointement par le mariage (la nuptialité) et une situation professionnelle (l'âge adulte). La jeunesse se définit donc difficilement en terme d'âge surtout que les variables de nuptialité et de situation professionnelle, en plus du fait qu'elles ne sont maintenant plus automatiquement associées, sont des notions sujettes à des définitions de plus en plus larges.

Cet espace qu'on appelle la jeunesse tend à s'allonger de plus en plus: on se marie aujourd'hui de plus en plus tardivement et de même en est-il de l'accès à une situation professionnelle minimalement stable. La fin de l'adolescence est marquée par la sortie de l'école secondaire (pour se diriger soit vers le cégep, soit vers le marché du travail ou accéder à un état d'inactivité) signifiant généralement l'acquisition d'un certain statut d'autonomie par rapport à la famille.

Évidemment, cette jeunesse peut être redécoupée en de nombreuses sous-catégories (les jeunesses). Ce qui ne doit pas nous empêcher de croire que, par sa situation particulière dans l'évolution de notre société, la jeunesse puisse répondre à un comportement politique propre.

Pour ce qui est du concept de pratique politique, il est important de bien le cerner. Certains de ceux qui cherchent dans le réel la concrétisation de quelque idéalisation ou raison d'être, ont tendance à l'élasticité. Et ils sont nombreux chez les jeunes. Je ne crois pas, pour ma part, que l'on puisse confondre pratique individuelle et pratique sociale à pratique politique. Au risque d'en frustrer plus d'un, nous nous limiterons à une définition très wébérienne du concept. La pratique politique sera ici entendue comme toute activité sociale conflictuelle autour du

CONFÉRENCE

contrôle de la direction de l'État ou de l'influence que l'on peut exercer sur ce contrôle.

B) Rapide portrait d'une démobilité:

Cette pratique politique des jeunes, quelle est-elle aujourd'hui au Québec? L'observation que l'on fait de la situation dans les partis politiques, les associations étudiantes, les mouvements de jeunes et les groupes pacifistes et écologistes amène deux types de conclusions.

D'abord nous devons constater une certaine démobilité. Démobilité, en ce sens qu'il apparaît très clairement que la chute du taux de présence et de militantisme des jeunes au sein des organismes où ils étaient auparavant très actifs (partis politiques et associations étudiantes) n'est pas compensée par une hausse de participation au sein d'autres groupes et en particulier, au sein des organisations qui auraient semblé s'y prêter à cause d'un déplacement des préoccupations en leur faveur (par exemple; les groupes écologistes et pacifistes et les groupes de jeunes). Étant donné cependant que, au cours des années 60 et 70, les jeunes politiquement actifs se recrutaient dans les milieux favorisés, nous dirons que le désintérêt croissant pour la politique d'une partie des jeunes issus de milieux favorisés est un des phénomènes les plus intéressants de ces dernières années.

Ensuite, les observations que nous avons faites nous donnent aussi quelques pistes en vue de la compréhension de ce désengagement - désengagement et apolitisme étant pris ici dans le sens de tendance. Premièrement, l'activité politique qui réussit encore à mobiliser quelques jeunes est ponctuelle, permet d'enregistrer une réaction rapide et comporte le minimum de médiation entre le participant et l'objet de l'action. Inversement, cette action n'est pas réflexive. Deuxièmement, les mouvements politiques, issus de nouvelles préoccupations pacifistes et écologistes, ne regroupent que peu de jeunes, généralement des étudiants universitaires, et proposent un modèle d'action inspiré de l'idéologie de la contre-culture, action qui refuse donc, dans une certaine mesure, d'être politique. Nous

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

reviendrons d'ailleurs sur ces points, tout ceci relevant du constat à son premier degré. Tentons maintenant de comprendre à quelles valeurs s'associe le comportement apolitique des jeunes pour pouvoir le définir de façon plus élaborée.

C) Éléments de compréhension du rapport des jeunes à la politique:

Nous devons nous donner une vue plus large du phénomène: comprendre l'absence de comportement politique des jeunes dans une perspective globale de leur comportement, de leurs valeurs et de leurs préoccupations. Posons-nous trois questions:

- Comment les jeunes s'intéressent-ils aux questions politiques?
- Comment conçoivent-ils le fonctionnement de la société et le changement social?
- Comment vivent-ils en groupe ou en organisation?

Il nous faut commencer par départager dès à présent deux types d'interprétations, deux types d'approches du phénomène de l'apolitisme, qui ont des conséquences énormes pour la poursuite de la réflexion.

Pour certains, le rejet de la chose politique est le fruit d'un jugement critique acerbe que font les jeunes de la pratique politique traditionnelle. Critique qui est le fait d'une génération plus scolarisée, en mesure de porter un jugement et qui est donc plus politisée.

Pour d'autres, qui considèrent plus la situation de la jeunesse en terme de marginalité, le rejet de la politique est le résultat d'une indifférence plus globale face au réel social qui entoure les jeunes.

On voit tout de suite les conséquences qu'aura le choix de l'une ou l'autre explication sur notre compréhension future du comportement politique des jeunes.

CONFÉRENCE

Dans les faits, il semble bien que c'est la seconde qui se confirme. Si la jeune génération a passé en moyenne plus d'années sur les bancs d'école que les précédentes, son niveau de conscience politique ne semble pas en avoir été positivement affecté. L'enquête publiée en 1980 par le ministère de l'Éducation du Québec, Les valeurs des jeunes de 16 à 20 ans, est concluante. Cette enquête révèle que, en général, les jeunes sont incapables de relier des thèmes précis à des préoccupations d'ordre plus global, qu'ils ne comprennent pas le langage des hommes politiques et que, se sentant peu concernés, ils sont peu enclins à se renseigner et préfèrent, lorsque cela est nécessaire, fonder leur opinion sur celles des autres.

Donc, il semble assez clair que la baisse de participation politique des jeunes ne peut être attribuée à une critique consciente, lucide, de la pratique traditionnelle.

Maintenant, nous devons nous interroger sur les perceptions qu'ont les jeunes du changement social et des responsabilités face aux problèmes sociaux. Tant les enquêtes sociologiques que les rencontres que j'ai eues avec des jeunes militants m'amènent à croire que le discours de la contre-culture en vogue chez les jeunes des classes supérieures de la société des années 70 et dans les milieux étudiants atteint dans les années 80 un stade de diffusion qui recouvre la grande majorité des jeunes. Non pas dans son articulation mais dans une version simplificatrice dont le fondement semble se trouver dans le refus ou l'incapacité de voir dans les phénomènes sociaux autre chose qu'une simple addition des comportements individuels.

Donc, pour les jeunes, on change la société en rejoignant les gens dans leur individualité, en changeant les mentalités, par la prise de conscience au niveau individuel, etc...

Un autre aspect de la passivité des jeunes face à la politique réside dans le refus de l'organisation en général. Ce refus peut facilement être associé à la conception que se font les jeunes du changement

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

social, laquelle exclut pratiquement tout recours à une forme ou à une autre de médiation.

Le refus de l'organisation est caractérisé par un besoin profond d'empirisme du jeune dans ses démarches. Après ce qu'on vient de dire sur la perception qu'a le jeune de son environnement social, on comprendra que, pour lui, une action quelconque sera jugée à sa rentabilité immédiate.

Dans cette perspective, il est facile de comprendre le peu d'attrait que représente l'action de groupe. C'est ainsi qu'on a assisté, après une période d'ajustement, à un déplacement notoire des types d'actions des différents groupes de jeunes, délaissant les activités de réflexion et même organisationnelles pour se concentrer vers des activités démonstratives, seules capables de rallier un nombre minimal de participants.

Indifférence, subjectivisme, empirisme, le portrait que nous venons de dresser pousse plusieurs à parler d'individualisme de la jeune génération.

Je crois que le terme, ainsi que la signification péjorative que lui donnent ceux qui l'utilisent, sont inappropriés. J'appellerais pour ma part ce phénomène réduction de l'environnement, que je peux synthétiser ainsi: les jeunes expriment un besoin d'emprise directe sur leur environnement humain. Ils limiteront donc celui-ci à un niveau où leur emprise peut s'exercer au maximum (la famille, celle que l'on fondera, les amis immédiats). Leur investissement à ce niveau est si grand qu'ils démontrent une réelle indifférence à l'égard des activités de groupe. Leur compréhension des phénomènes sociaux est à l'image de l'intérêt qu'ils leur portent. Les problèmes qui les préoccupent sont d'ordre humanitaires. Leurs solutions tiennent d'une vision du changement social très simpliste, subjectiviste, version diffuse et désarticulée de l'idéologie contre-culturelle: même le politique est ramené au niveau de l'individu.

CONFÉRENCE

D) Vers une tentative d'explication:

Nous devons maintenant expliquer ce phénomène, tenter de trouver les causes de cette quasi-absence de comportement politique chez les jeunes.

J'ai regroupé en cinq types les différentes explications sérieuses qui ont cours: ce sont celles relevant de:

- l'idéologie,
- la précarité économique,
- l'individualisation,
- la marginalité économique et l'indétermination,
- le vide institutionnel.

De ce dernier type, qui m'apparaît le plus satisfaisant, j'amènerai une version qui m'est propre.

On parle souvent de la crise idéologique de la jeunesse comme d'une cause de son apolitisme. Je n'ai jamais très bien compris cette hypothèse en ce sens qu'il est clair pour moi que cette "crise" fait plus partie du phénomène qu'elle ne l'explique. S'il y a réajustement idéologique, il faut en chercher la cause. Nous avons déjà identifié une situation de vide, comblée, lorsqu'il en est besoin, par une simplification extrême amenant le refus même de la politique.

Des explications idéologiques, la plus insatisfaisante est sûrement celle du "virage à droite", mais en quoi le fait de se tourner vers une idéologie néo-libérale ou néo-conservatrice affecterait-il aussi durement les motivations politiques prises dans leur sens absolu? À ce que nous sachions, l'idéologie de gauche n'a jamais eu le monopole de la mobilisation.

Une autre hypothèse insatisfaisante met l'accent sur la précarité économique des jeunes. Ceux-ci, accaparés par des préoccupations écono-

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

miques individuelles, relèguent la politique aux derniers rangs de leurs intérêts.

Cette explication: 1- est réductrice; la situation socio-économique des jeunes est plus complexe,

2- nie l'existence d'une majorité de jeunes qui ne sont pas en situation de précarité,

3- suppose l'union de la précarité et de l'apolitisme; ce qui est loin d'être évident dans l'histoire politique.

Plus intéressante est la question de l'individualisme et de l'individualité, même si elle n'est pas fondamentale. Il s'agit de ce que j'ai appelé la réduction de l'environnement.

Cette hypothèse est intéressante en ce qu'elle permet d'intégrer l'école dans notre réflexion. Une des origines de la réduction de l'environnement se trouve dans l'absence de relation que les jeunes peuvent entretenir avec leur environnement de tous les jours.

La génération des polyvalentes compense une aliénation quotidienne en se réfugiant au niveau des relations interpersonnelles et de son individualité. Ce qui fait en sorte que, par un phénomène de ressac évident, la génération des enfants de la Révolution tranquille n'expérimente pas, dans son contact avec le réseau de l'éducation, une forme d'identité collective qu'ont connue les générations précédentes.

Dans le même ordre d'idée, on peut dire qu'avant la Révolution tranquille les jeunes expérimentaient la vie de groupe et l'identité collective, dans l'ensemble du processus éducationnel. Pas uniquement à l'école donc, mais au sein des mouvements catholiques de jeunes, du mouvement du scoutisme, des centres paroissiaux, etc., soit l'ensemble des institutions qui apportaient une forme d'éducation externe à l'enseignement propre, souvent regroupées au sein de la paroisse.

CONFÉRENCE

Or, si c'est à une transformation institutionnelle qu'est dû le changement au niveau de l'école, c'est du côté des transformations technologiques qu'il faut se pencher pour comprendre l'individualisation du processus éducationnel dans son ensemble. Comment, en effet, imaginer le nouveau rôle qu'occupe aujourd'hui l'institution familiale dans ce processus ainsi que le développement des loisirs individuels sans penser à la percée des technologies télévisuelles et même informatiques et ce, au désavantage des activités collectives.

Même si elle n'est pas fondamentale, cette approche n'est pas à négliger. Elle nous permet de nous orienter vers ce qui semble de plus en plus être une cause déterminante: l'absence d'objet ou de lieu d'identité collective.

Pour le quatrième type d'explication, la marginalité, je me limiterai et laisserai de côté bien des auteurs et je vous propose l'intéressante lecture que fait le sociologue français Olivier Galland et qui s'applique parfaitement au Québec. Galland nous dit:

La période d'indétermination propre à l'adolescence dépasse aujourd'hui le temps scolaire; elle s'étend à la phase d'insertion professionnelle, plus longue et plus incertaine qu'autrefois. Cette phase se caractérise en effet par l'allongement de la période de stabilisation dans l'emploi, par la précarité accrue des emplois de débutants et par le relâchement de la relation entre les titres scolaires et les postes occupés¹.

Le bouleversement apporté par la crise n'est donc pas tant la précarité économique que l'indétermination sociale. Le jeune des années 80, contrairement à celui des années 60, dirons-nous, occupe une position qui n'est pas reconnue dans le système social. Les règles ne sont plus les mêmes pour lui que celles qui avaient cours chez ses prédécesseurs qui, aujourd'hui, sont au coeur de ce système. Il s'en trouve donc exclu.

1. Olivier Galland. Les Jeunes. Paris, Éditions La Découverte, 1985, p. 59.

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

La période de socialisation autrefois très courte tend aujourd'hui à occuper toute la période séparant l'adolescence de l'âge adulte. Alors que précédemment, un premier emploi ou même l'entrée à l'université marquait le commencement d'une vie sociale et l'appartenance à un groupe social, il n'en est plus du tout ainsi. L'accès à un emploi ou à une situation sociale stable n'est plus standardisé mais se fait selon un cheminement où se succèdent emplois précaires, retour aux études, stages, périodes d'inactivité, etc. Dans ces circonstances les jeunes ne peuvent développer d'identité sociale et, difficilement donc, se positionner politiquement.

L'approche de l'extension de la période de socialisation est intéressante à deux égards. Premièrement, parce qu'elle pose le problème du comportement politique des jeunes de façon intelligente, en le reliant à la question de l'identité sociale et, par le fait même, à la place des jeunes dans l'organisation sociale. Deuxièmement, parce qu'elle se base sur une étude empirique de l'évolution de cette place au cours des dernières décennies, mise en relation avec l'ensemble des aspects de la vie sociale des jeunes (l'école, le travail, la famille, etc.).

Malgré tout, l'analyse de M. Galland nous apparaît incomplète, en ce sens que ce dernier termine prématurément sa recherche en omettant une étape importante: la mise en relation du phénomène d'extension de la période d'indétermination avec les changements plus globaux de la société. En fait, il néglige d'étudier les enjeux généraux qu'impliquent les sources du phénomène étudié (principalement la crise de l'emploi) et ainsi de situer la jeunesse, par rapport aux différents groupes de la société, face à ces enjeux.

Car enfin, ce qui saute aux yeux, c'est que les jeunes dans ces circonstances subissent les effets des changements structuraux du travail. En fait, ils ne les subissent pas vraiment dans le sens qu'ils ne font pas les frais des conséquences d'une mutation. Mais plutôt parce qu'ils vivent une réalité à laquelle l'organisation sociale dans son ensemble n'a pas su s'adapter.

CONFÉRENCE

Première facette de cette réalité: l'inadéquation étude - emploi. Il est manifeste que d'une part le système éducationnel et, en particulier universitaire, n'a pas su s'adapter aux nouvelles exigences du marché du travail. Dans des domaines spécifiques, cela ne fait aucun doute, mais aussi dans l'approche globale qui prépare mal l'étudiant aux nouvelles réalités de sa future profession et au niveau de la polyvalence qu'on exigera de plus en plus de lui. De là la navette qu'opèrent les jeunes entre programmes de cours, marché du travail et formation en stages. Si le système d'éducation peut faire mieux, il est évident que ce n'est pas de lui que viendra la solution. Spécialisations diverses, nouvelles professions, transformations de plus en plus rapides des technologies et des connaissances; la nouvelle réalité du marché du travail ne peut être soutenue par une simple modification des institutions d'enseignement. C'est la seconde et principale facette: l'inadéquation entre la nouvelle réalité du travail et les institutions (institutions au sens large).

Lié au débat sur la crise de l'État autant qu'à celui sur la crise du travail, le retard que met notre société à institutionnaliser cette nouvelle réalité doit être considéré comme une des causes majeures de l'indétermination de la phase de sociabilisation. S'il est indéniable que le phénomène - nouveau processus d'accès au marché du travail et instabilité des emplois - n'est pas conjoncturel mais fait bel et bien partie d'une nouvelle réalité structurelle, l'État doit voir à rendre conforme à cette nouvelle réalité ses institutions reliées au travail et à l'éducation (ce qu'il entrevoit déjà faire - on parle depuis un certain temps de recyclage, d'éducation aux adultes, etc. - mais de façon très limitée ou en termes de lointaines perspectives). Or, pendant ce temps, le vide institutionnel se fait de plus en plus évident. Il y a blocage institutionnel, résistance aux changements.

Les jeunes vivent une insécurité et une indétermination dues en partie au vacuum institutionnel dans lequel baigne leur situation, qu'ils vivent collectivement parce qu'ils sont les premiers à se confronter aux nouvelles réalités du marché du travail pendant qu'une partie de la popu-

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

lation "surfe" sur les anciennes. Leur état d'apolitisme viendrait donc bien plus du fait que leur situation n'est considérée que comme une manifestation conjoncturelle plutôt que du fait de la situation elle-même, et du fait qu'un changement à leur statut social nécessiterait un débat sur l'ensemble de la couverture institutionnelle du travail et, dans une certaine mesure, de l'éducation, débat qui pourrait remettre en cause les acquis du groupe social dominant la machine politique: ceux-là même qui l'ont construite. Nous proposons donc que la jeunesse est victime, si on peut s'exprimer ainsi, du flou entretenu autour d'une nouvelle réalité du travail.

La jeunesse vit les mutations du travail, les bouleversements sociaux du Québec de l'après-crise. Les nouvelles réalités de la société post-industrielle, informationnelle, programmée, de service, etc., dépendamment de l'auteur auquel on se réfère, tardent cependant, et cela est tout à fait normal, à se traduire par une transformation de la couverture institutionnelle du travail et de l'enseignement. Les jeunes qui, contrairement aux adultes qui subissent le phénomène, ne peuvent avoir développé leur identité sociale ou, du moins, vivent une insécurité par rapport à celle-ci, connaissent un état d'indétermination sociale et donc politique.

L'absence de ciment institutionnel et l'impression que cette situation est conjoncturelle vient renforcer cet état de marginalité entretenu par la résistance au changement qu'oppose le groupe social qui contrôle l'appareil étatique et qui profite, si on peut parler ainsi, de la couverture institutionnelle actuelle. Quelles seront les institutions de demain? Il est difficile de l'imaginer. On peut tout de même penser qu'elles constitueront un support à un besoin de plus en plus fréquent d'adaptation à l'évolution technologique et aux nouvelles connaissances selon des cheminements individualisés. On peut aussi prévoir qu'il y aura de bonnes chances pour qu'une remise en question autour de ces transformations sera génératrice de conflits à l'intérieur desquels les jeunes pourront non seulement trouver un lieu d'identification mais aussi amener leurs expériences, jusque-là réduites à de simples stratégies palliatives face à une situation conjoncturelle, comme des sources de réflexions et de solutions propres à alimenter les débats.

CONFÉRENCE

À la lumière de ce qui vient d'être dit, que pouvons-nous faire pour contribuer au changement qu'exige la situation actuelle dans laquelle se trouve la jeunesse? Nous pouvons certes contribuer, en tant que jeunes, pour le plus grand bien d'une jeunesse manifestement inconfortable dans notre société, à la mise en place d'un lieu d'identité collective. Mais cet espace, ce débat qu'il présuppose, doit être celui d'une nouvelle réalité, celle que nous vivons avec plus d'acuité que toute autre génération. Et il doit prendre place dans les débats actuels sur l'État et le travail. Or, ce qui reste de jeunes politiquement actifs contribue souvent à l'étouffement et au report d'un tel débat où nous aurions place collectivement, en reproduisant les schémas d'analyse et de critique - tant à gauche qu'à droite - pour les appliquer aux différentes situations vécues par les jeunes.

Une telle situation retarde notre compréhension de ce que nous vivons, de même que toute forme de mobilisation politique autour d'enjeux collectifs.

Je vous remercie de votre attention et vous invite à poser des questions.

PÉRIODE DE QUESTIONS

(Daniel Allard, étudiant en science politique - Université Laval): C'est pour te demander ton avis. J'ai lu, il y a à peu près une semaine, un article assez intéressant dans le Devoir, qui avait pour titre quelque chose comme "la dépolitisation au Québec", et qui ne regardait pas seulement la jeunesse. Dans cet article, on expliquait (...) que c'était simplement un déplacement de pouvoir, que les gens ne s'intéressaient plus

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

aux pouvoirs traditionnels et que maintenant, ils se recroquevillaient sur des choses plus près d'eux; pouvoirs municipaux, organismes communautaires, etc. On disait que ce n'était pas une question de dépolitisation mais tout simplement un déplacement de jeu de la politique. Est-ce que tu penses que ça s'adresse autant aux jeunes? Fais-tu une différence?

Pour commencer par la fin, oui. Je crois que la question que je pose dans ma conférence n'est pas de savoir si le lieu a changé, je crois qu'on ne peut pas faire autrement, que de le voir, mais nonobstant ce fait-là, je crois que, globalement, chez les jeunes, il y a une tendance à l'apolitisme. Maintenant, il y a toujours le traditionnel lien que l'on fait quand on dit: "les jeunes ne sont pas plus dépolitisés que les vieux". Moi, je crois que c'est faux, toutes les statistiques de participation politique à toutes sortes d'événements, tant dans les partis politiques que dans d'autres organisations, nous démontrent que, proportionnellement et par rapport aux situations antérieurement connues, oui, les jeunes sont moins présents.

(Luc Martineau, revue Révoltes): C'est au sujet de l'apolitisme encore une fois. Je sais que la démonstration tient beaucoup sur cette prémisse-là. (...) Une piste que j'explore, c'est une piste sémiologique, c'est-à-dire l'étude des vêtements, des gestes, qui ne sont pas considérés de façon traditionnelle en politique. Je sais que quand on parle de sous-culture, j'avais parlé hier de sous-culture, j'avais parlé hier du mouvement hippie ou des sous-cultures actuelles, ce qui est important de comprendre c'est que ces sous-cultures-là ne sont pas nécessairement des expressions politiques mais elles peuvent le devenir. C'est là une piste à explorer. Si les jeunes aujourd'hui vont massivement à un spectacle rock plutôt qu'à un meeting du Parti québécois, il y a quelque chose, là, à comprendre. Au lieu d'essayer de voir les choses à partir d'une prémisse ancienne, voir les choses à partir de nouveaux outils. Entre autres, comprendre une sous-culture quand elle devient contre-culture (...) et amène des gens, par exemple, à poser des gestes dits d'action directe; d'occupation de bureau; de gestes, comme tu l'as expliqué, qui sont spontanés, et qui n'ont

PÉRIODE DE QUESTIONS

peut-être pas de résultats après, mais il reste quand même que ça a un poids dans le cours des événements de la vie de tous les jours. Et c'est dans ce sens-là que moi, je prends quand même ça pour une activité politique. Il n'y a peut-être pas un programme derrière. Il y a sûrement en tout cas des publications qui sont importantes à voir, je pense aux différents "fans-in" que des groupes autonomistes, des groupes anarchistes, que des jeunes publient. Il y a ne serait-ce qu'à écouter ou lire les paroles de disques qui sont sortis à Montréal, entre autres sur des compilations produites maison. Donc des gens qui utilisent de nouvelles formes pour s'exprimer et pour faire valoir des opinions qui sont quand même assez radicales. C'est un terrain qui est difficile, parce qu'on n'a pas les mêmes outils que par exemple compter combien de personnes il y a dans la salle qui sont assises et qui prennent des notes. Je sais qu'en ce sens-là, ça peut s'élever à un niveau supérieur.

J'en ai discuté tout à l'heure, je n'ai jamais nié le fait qu'il y ait un certain passage culturel ou social. Je ne le nie pas. Ce que je dis cependant, c'est qu'il y a toujours eu des phénomènes, oui, le phénomène contre-culturel a existé, mais il faut se demander dans une certaine mesure, comment est-ce que ce phénomène-là a changé la société. Comme je le disais tout à l'heure, le fait d'aller à un show rock pour moi, c'est culturel. Il y aura toujours des événements culturels, les jeunes vont toujours aller voir des shows, faire quelque chose, vont toujours bouger, être actifs. On ne peut pas lier le phénomène du vêtement, qui est une pratique culturelle, à une pratique politique. Tu parles, toi, de potentialité; le terrain est à explorer. Mais je ne fais pas le lien direct que tu fais entre les différents groupes contre-culturels, les différents groupes anarchistes et les actions politiques dont tu parlais (occupations de locaux, etc.). Je ne vois pas en quoi ce sont les mêmes gens qui font les deux.

(Luc Martineau): C'est un peu comme un microbe qui n'est pas encore développé. Je vais vous donner un exemple: l'année dernière à Londres, il y a eu quatre mille personnes qui ont occupé le centre de la "City" qui, en fin

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

de compte, est le centre économique de Londres. Ce qui a eu un effet monstrueux au niveau mondial, on sait que Londres est un grand centre boursier. Aux États-Unis, (...) il y a un renouveau important qui est un peu l'aboutissement de cet espèce de microbe qu'on peut voir ici mais qui n'est pas encore développé. C'est une nouvelle façon de s'exprimer au niveau de la politique. Au congrès de la réélection de Reagan à Dallas, il y avait des centaines de jeunes dans la rue qui disaient: "Allons manger les riches!", "Allons magasiner!"; des nouveaux termes inconnus par la gauche, même traditionnelle, américaine. C'est en ce sens-là que je veux dire que c'est une piste à explorer parce que, en d'autres endroits dans le monde, ne serait-ce que quand le Pape a visité les Pays-Bas, qui est-ce qui était dans les rues, il y avait beaucoup de jeunes qui lançaient des slogans... Il y a beaucoup de ces pistes-là et elles peuvent se développer ici sous cette forme-là.

Deux autres commentaires là-dessus. Premièrement, moi, je ne fais pas le lien évident que tu fais, en ce sens que ce qui est culturel actuellement est un microbe, comme tu le dis, et va devenir politique. Je m'explique. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il y a bien des choses qui se sont passées dans les années 70 au niveau des jeunes, et aussi dans les années 60, qui étaient une certaine forme de manifestations contre-culturelles mais ce n'est pas du tout évident que dans la majorité des cas, ces activités se sont développées en tant que pratique politique, et que ça a eu des résultats politiques. Ça n'est pas sûr, ce sont deux choses. Mais il peut arriver que, à un moment donné, si ces pratiques-là arrivent sur un terrain sur lequel elles ne pourront faire autrement que de rencontrer le politique, de rencontrer l'État ou des forces régulatrices, c'est évident que les gens ont le choix entre ou devenir politique, ou laisser faire.

D'autre part, je crois que même si tous les phénomènes dont tu parles sont fort intéressants, moi, je n'y vois pas de tendance. J'y vois plutôt des phénomènes minoritaires et isolés.

PÉRIODE DE QUESTIONS

(Louis Bourcier, étudiant en relations industrielles - Université Laval): J'aimerais que tu me dises si tu crois que, si on constate un problème au niveau des organisations de jeunes au Québec (ça ne fonctionne pas tellement bien), que ce qui l'explique, c'est que ces organisations sont, la plupart du temps, en réaction à un événement ou à un problème partiel et que ce n'est pas rattaché à un projet global.

Je crois que le phénomène de réaction est véridique mais ce n'est pas un phénomène qui explique. Je crois que c'est une conséquence de l'état dans lequel baigne ces organismes-là qui les oblige à n'avoir que des activités "réactives" parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. J'ai lu des rapports de congrès où les gens, je prends les associations étudiantes, disaient "nous sommes obligés d'être "réactifs" parce qu'on n'a pas les moyens, pas la mobilisation, pas l'énergie de passer à l'action. On est obligé de subir les coups et de réagir le mieux possible".

(Louis Bourcier): Mais, comme tu le disais tantôt, n'est-ce pas parce que les organisations de jeunes se rattachent à des schémas traditionnels qui ne correspondent plus aux modes d'actions que les jeunes d'aujourd'hui désireraient?

Je comprends le sens de ta question? Je suis parfaitement d'accord avec toi, en ce sens qu'il m'apparaît évident, surtout avec ce que j'ai dit à la fin de mon intervention, qu'actuellement, les jeunes (comme pour les autres groupes de la société, mais particulièrement chez les jeunes parce que c'est un discours qui est inapproprié par rapport à leur situation) ont malheureusement tendance à reprendre les schémas d'analyse, de luttes et de revendications qui sont ceux de leurs aînés. Et je crois qu'au niveau de la revendication de "droits sociaux" chez les groupes de jeunes, c'est très évident. Ce phénomène les amène à être en réaction parce qu'il correspond à des schémas dépassés. Étant ainsi désarmés par rapport à la réalité actuelle et par rapport aux

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

questions qu'elle pose, les jeunes sont en position de réaction. J'ajouterais que ce thème-là est très intéressant et qu'il faudrait aussi voir pourquoi et comment ces groupes sont tant branchés sur des schémas qui ne correspondent pas à leur génération.

(Yvan Perrier, sociologue - UQAM): Moi, je nuancerais sur la problématique de la réaction. Je m'explique. J'ai lu récemment un texte de Carole Simard, professeure à l'UQAM où elle fait, elle, une analyse du mouvement féministe et elle aborde la question sous l'angle de l'offre et de la demande. Pour elle, les mouvements féministes ne sont plus en situation de demande maintenant mais réagissent à l'offre gouvernementale. J'ai l'impression que tu partages une telle vision: c'est ce que je viens m'assurer, c'est ce que je viens vérifier. J'ai comme l'impression qu'on développe à partir de ce moment-là une lecture déterministe. Une lecture où on dit finalement, c'est l'écrasement social, l'imagination n'est plus du côté de ceux et celles qui sont en bas, de ceux et celles qui vivent le quotidien, qui vivent le réel, mais plutôt du côté des bureaucraties, plutôt du côté de l'État. Et là, ça veut dire que c'est le vide social, que c'est "l'à-plat-ventrisme". Moi, quand je regarde les revendications d'un certain nombre de groupes de jeunes, il est normal qu'il y ait des revendications qui sont "réactives"; comment saurait-il en être autrement? Je pense que c'est un minimum.

Deuxième élément, que je vois aussi du côté des groupes de jeunes et je pense entre autres à la table de concertation des organismes jeune-travail (cinquante groupes de jeunes répartis dans six régions du Québec). Tantôt tu disais que, pour ta définition de la jeunesse, tu privilégiais l'angle développé par Olivier Galland au niveau de l'insertion dans le marché du travail...

(Louis Bélanger): ... dans la société...

(Yvan Perrier): ... dans la société, oui. Il y a un problème à cela. C'est la première fois que toute une génération, ou plutôt qu'une partie

PÉRIODE DE QUESTIONS

importante d'une certaine génération, ne trouve pas de débouchés sur le marché du travail et donc, est aux prises avec la société duale. Comment peut-elle, cette génération-là, isolée, sans lieu de rencontre parce que quand tu es un assisté social ou quand tu es un chômeur, je m'excuse mais tu n'as pas de lieu de rencontre - tu le disais tantôt par rapport à la référence institutionnelle - tu n'es pas à l'école, tu n'es pas sur le marché du travail, comment ces groupes-là, comment ces organismes-là peuvent-ils, premièrement, rejoindre leurs membres et, deuxièmement, créer du nouveau au niveau de la revendication? Cela suppose une capacité de lire le réel, de le décoder, et ça ne s'improvise pas. À ce niveau-là, moi, avant de parler de groupes de jeunes qui sont uniquement en réaction, je nuancerais parce qu'écoute, je prends des revendications comme, ça a l'air bien anodin et bien niais mais, comme l'indexation du salaire minimum pour les 16-18 ans avec leurs aînés, je pense que je m'étends là... mais c'est juste pour répondre à ta thèse...

Bien. Je pense que je n'ai pas voulu, en exprimant une réalité qui existe à travers des groupes spécifiques qui sont les groupes de revendications au niveau des droits sociaux, établir une règle sociologique qui voudrait que ça se passe toujours ainsi. Cette réaction, je ne la vois pas partout et je ne la vois pas tout le temps, mais dans certains cas. D'autre part, tu as répété un peu la problématique; évidemment lorsqu'il n'y a pas de lieu d'identité collective, c'est difficile. Mais ce n'est pas parce qu'on dit que c'est difficile qu'il y a un problème. Je ne comprends pas pourquoi cela t'étonne de voir cette difficulté-là, c'est une réalité que je définis comme tu viens de le faire.

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER

Vous trouverez dans les pages suivantes un choix d'interventions extraites des enregistrements des discussions en atelier qui ont suivi la conférence. Seront présentés, des extraits d'interventions et de discussions qui nous semblent les plus représentatives des principaux thèmes sur lesquels se sont situés les débats.

A) Problématique générale

1- Réagissant à une difficulté manifeste des participants à cerner l'objet d'étude, les pratiques politiques des jeunes, dans un cadre commun, tel que cela apparaît dans la période de questions, quelques intervenants ont tenu à situer la problématique générale de la discussion, ses limites et ses difficultés.

(Gilles Breton, professeur en science politique - Université Laval): Notre problème, c'est de tenter de voir le type de pratiques politiques que développent les jeunes. Le débat, c'est de dire que les jeunes sont moins politiques parce qu'ils n'occupent pas la scène politique traditionnelle. En ce qui me concerne, pour moi, c'est un signe de santé. Il n'y a manifestement rien d'intéressant à faire là. Les jeunes voient qu'on ne peut changer la société par cette voie et, dans ce sens-là, le baromètre est très bon. (...) On se retourne maintenant comme politicologue et on dit: "S'ils ne pratiquent plus là, ils doivent pratiquer ailleurs." Moi, je ne suis pas certain de cela. C'est ça le problème. On prend le "ailleurs" et on le trouve dans les pratiques culturelles... C'est cela que je question-

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIERS

ne avec vous ce matin. Ce n'est pas un vase communiquant! Je questionne cet "ailleurs" et surtout notre questionnement. On a tendance à se dire que les jeunes doivent pratiquer. Comme politicologue, c'est notre "job"; on se cherche un objet d'étude...

Ailleurs, M. Breton ajoute: Nos perspectives de travail ne sont peut-être pas bonnes. Vouloir rendre signifiantes, vouloir donner un sens à des pratiques par rapport à nos schémas de travail sur le politique, alors que, dans le fond, c'est un faux problème de vouloir donner un sens à ces pratiques. Certains sociologues disent que certains comportements dans la société ont des bases qui s'épuisent par elles-mêmes. À la limite, prenons Mafesoli*, qui dit préférer la sociologie du joueur de "flipper". Mais je ne suis pas certain que je doive considérer cette sociologie comme politique.

(Intervenant): Un gros problème, c'est la définition de ce qu'est le ou la politique.. Pour ceux qui ont organisé le colloque, et on l'a vu dans le premier atelier, leur définition se rattache à l'action à travers les structures politiques traditionnelles. Il y a aussi ceux qui voient l'action politique comme étant autonome, à l'extérieur des cadres de l'État. C'est une mésentente importante.

(Gilles Breton): (...) en terme d'objet d'analyse, un des problèmes (avec les jeunes), c'est de travailler sur des pratiques qui sont de plus en plus courtes dans le temps. (...) On parlait des groupes de base hier et ça veut dire, en terme de sociologie, l'analyse des mouvements sociaux. Et, le problème des mouvements sociaux, c'est qu'ils ne durent pas dans le temps. Le problème du mouvement étudiant, c'est qu'il ne dure pas dans le temps; il s'est sabordé après avoir connu son apogée à la fin des années 60. (...)

(Robert Ladouceur, IMAJ'85): (Les mouvements) que tu nommais tantôt, n'ont-ils pas tendance à être cycliques? (...) Comme les mouvements

* Michel Mafesoli, qui travaille plus particulièrement sur la sociologie du quotidien, a écrit quelques livres sur cette question.

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

féministes et écologistes, le mouvement jeunesse n'a pas d'institutions et d'organisations pour assumer les périodes de démobilisation temporaire (...).

2- Pour plusieurs participants, on a senti le besoin de remettre en question ou de relativiser le tableau dressé par le conférencier:

(Robert Ladouceur, IMAJ'85): (...) La sortie de l'école n'amenant pas automatiquement l'entrée sur le marché du travail, il y a une période où les jeunes bougent beaucoup. Ce n'est pas seulement de l'occupationnel et du culturel, ils défendent leurs intérêts dans la jungle sociale et politique. [...]

La forme de la revendication (traditionnelle) est dépassée pour beaucoup de jeunes dont moi-même. C'est maintenant plus concret. On s'organise et on fait des pressions politiques. On identifie des objectifs concrets et on les communique. Ce n'est pas de la revendication traditionnelle.

(Linda Bossé, IMAJ'85): (...) je pense que c'est vrai qu'il y a une forme d'apolitisation. Mais je me demande jusqu'à quel point ce n'est pas transmis et ce n'est pas véhiculé par le pouvoir en place. Une crise est amplifiée par la psychose que tu crées; une dépolitisation s'amplifie par la psychose que tu crées. (...) (Dans les années 60), comme tout était nouveau, quand un jeune parlait, tout de suite les médias s'emparaient de son discours (...). L'année passée, il y a eu une manifestation pour la paix qui a regroupé à Montréal 10 000 personnes, une des plus grosses manifestations depuis je ne sais pas combien d'années. On en a parlé dans un petit topo à la radio et même pas à la télévision. (...)

Il ne faut pas se faire d'illusions. Si, dans les années 60, à un moment, le mouvement a pris de l'ampleur, c'est que les médias ont embarqué, le gouvernement a embarqué, les syndicats... tout... Aujourd'hui, c'est l'inverse.

(Louis Bourcier, étudiant en relations industrielles - Université Laval): Je pense que les jeunes ne sont pas si dépolitisés. Les jeunes rejettent

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIERS

les formes traditionnelles de pratiques politiques comme les manifestations, comme les pancartes, comme les associations étudiantes, dont le taux de participation est ridicule. D'autres choses les intéressent. L'économie, peut-être la politique traditionnelle car on observe un retour vers les partis (...) Ils y voient du solide et de l'établi (...) la possibilité de s'y intégrer. (...)

B) Pratiques politiques et action communautaire

1- Par certains intervenants, on perçoit une effervescence de l'activité communautaire des jeunes qui serait le lieu d'une réorganisation politique de la jeunesse. Ce thème a beaucoup animé les débats. Nous avons dû choisir quelques extraits qui ont une valeur synthétique et en éliminer d'autres pourtant très intéressants.

(Robert Ladouceur, IMAJ'85): (...) Ce matin, lorsqu'on disait que les jeunes sont démobilisés, je n'étais pas d'accord. Ils sont mobilisés de manière totalement différente, d'une manière plus individuelle, plus locale, plus concrète. Et ceci, c'est tout le phénomène du communautaire dont on ne fait que traiter la pointe de l'iceberg. [...]

Donc, on en est rendu à des regroupements régionaux et par secteurs d'activités. (...) On a tendance à se regrouper et, dans quelques années, ce sera au niveau national. Ils n'auront pas le choix, ils devront développer des rapports avec l'État pour se financer. Le mouvement jeunesse au Québec ne peut que se politiser de plus en plus s'il veut survivre. (...)

Quand on parle de démobilisation et de dépolitisation, on doit voir cela comme une réorganisation profonde. (...) C'est vraiment aligné sur la base. Ensuite, suivra le régional et le national. C'est un processus long et ardu mais inévitable.

(Sylvie Bernier): (...) Toute la dimension communautaire, les groupes populaires, tout ça n'est pas nouveau, au Québec en tout cas. C'est avec

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

la Révolution tranquille que ça a émergé. (...) Ce qui est peut-être nouveau dans les années 80, c'est que les jeunes sont, eux aussi, en train de se constituer en groupes communautaires. C'est peut-être là l'élément nouveau. Mais on n'a rien inventé de neuf, on s'est juste préoccupé de nos affaires et on s'est donné des moyens pour se sortir de nos difficultés. (...) On est en train de vivre actuellement l'édification d'une société parallèle. On parle de rapport à l'État, je pense que c'en est une expression, ça, cette espèce de mouvement qui est en train de naître; qui n'est peut-être pas très fort; qui n'est peut-être pas aussi visible. (...) On ne veut plus aller négocier avec l'État, on veut prendre les pouvoirs et les exercer.

(Intervenant): (...) Dans le milieu communautaire, qu'on regarde les têtes de réseaux, un petit peu partout, il y a beaucoup de personnes qui étaient des têtes fortes dans les partis politiques, dans les mouvements nationalistes ou dans les mouvements jeunesse et qui, aujourd'hui, se retrouvent à la base, au niveau du terrain.

2- Certains ont jugé cette interprétation de phénomène des groupes communautaires de jeunes trop idéaliste. Dans cette perspective, des intervenants ont cru bon de questionner le caractère politique de ce phénomène, ainsi que sa valeur de changement.

(Luc Provost, étudiant en relations industrielles - Université Laval): Je suis un peu fâché de voir qu'on essaie toujours, depuis hier en tout cas, d'excuser les gens qui font de l'activité dans les organismes communautaires en disant que (...) l'action communautaire c'est de l'action politique. J'embarque plus ou moins là-dedans. (...) Effectivement, il y a quelque chose de très noble (...) dans cet esprit de travailler sur le terrain. Sauf que ça ne doit pas s'arrêter là. (...) Il ne faut non plus oublier que tout ce qui est organisme communautaire est issu finalement de l'État keynésien. C'est des largesses de l'État, des années 60 à aujourd'hui, qu'ont émergé des mouvements de masse à l'intérieur même du sein de l'État. (...) Il y a un tournant (...) vers la droite, assez considéra-

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIERS

ble, partout en Occident, qui met en cause la légitimité des organismes communautaires, c'est-à-dire qu'il y a une certaine perte de contrôle qui est sous-jacente, qui est potentielle à ce niveau-là et qu'on est en train de remettre en question toute l'action politique "at large". On découpe les gens en sous-groupes, en groupuscules et, à ce moment-là, apparaissent des choses comme le "networking" aux États-Unis. Et on se rend compte qu'aux États-Unis, la droite a pris le pouvoir... et pour de bon. (...) [...]

(Paul Thériault, étudiant en science politique - Université Laval): J'ai l'impression qu'on tente d'oublier, d'une certaine façon, le rapport à l'État. Il ne faut pas le nier quand même, (...) il y a des jeunes qui s'impliquent au niveau communautaire et qui changent des choses. Mais, ce que je trouve navrant et que je n'arrive pas à saisir, c'est qu'ils oublient totalement la dimension étatique. D'après la lecture que je réussis à en faire depuis hier, il m'apparaît que les jeunes, les groupes communautaires, présentement, conscientisent les jeunes. Mais la conscientisation, ce n'est pas tout. J'ai l'impression que ces groupes communautaires-là vont devenir plus politiques. Sauf que pour le moment, ça m'apparaît moins évident. (...)

(Luc Provost): (...) Finalement, il y a une force nouvelle qui vient de s'établir. Mais, est-ce que ça nous amène à penser à une formation politique? Parce que c'est à ce niveau-là que (...) l'environnement dans lequel ce mouvement populaire-là s'insère, progresse, s'épanouit. Est-ce que ce saut-là va se faire automatiquement? Compte tenu de la conjoncture politique, économique dans laquelle on est (...) (et dans laquelle) on semble s'enliser, si cette question-là n'est jamais posée, il n'est pas évident que les groupes communautaires ne vont pas suivre eux-mêmes cette conjoncture. Il n'est pas certain que ce mouvement populaire qui est fondamentalement bon, avec lequel je suis en parfait accord, suive un parfait épanouissement vers un discours de plus en plus percutant. À mon avis, il est possible qu'il le fasse, mais il ne faut pas faire le lien de façon certaine.

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

(Intervenant - P.L.Q.): (...) Tant que les groupes populaires ne s'intégreront pas dans les structures d'un parti ou du pouvoir, ils vont rester dans la cour à agir. Il est évident qu'ils sont importants mais ils vont rester marginaux, ou toujours un peu frustrés (...).

C) Pratique politique, individuelle et culturelle

1- À cheval sur la problématique à propos des pratiques culturelles des jeunes et sur le questionnement dont nous avons déjà traité, relatif à la définition de l'objet d'étude, s'est installée une divergence sur le traitement à accorder aux pratiques culturelles des jeunes dans l'analyse politique.

(Luc Martineau, Revue Révoltes): (...) Si on fait un métier qui consiste à analyser la société et qu'on ne fait qu'observer les tendances dominantes, je ne suis pas d'accord avec cette orientation. C'est vrai que les institutions traditionnelles sont délaissées par les jeunes, les chiffres sont là pour l'appuyer, mais il faut voir aussi les tendances minoritaires. C'est important, (...) c'est ainsi qu'on peut sentir venir les choses. Un exemple: les sous-cultures ou les contre-cultures. Je ne suis pas là pour les glorifier mais c'est très différent. (M. Martineau discute des sous-cultures "heavy-metal" et "punk-rock"). Si on s'enferme dans des analyses trop étroites de ce qu'est la politique et, en fin de compte, dans une compréhension traditionnelle des choses, (surtout en ce qui concerne la nouvelle génération) il me semble que l'on ne comprendra même pas des choses élémentaires qui se passent sous nos yeux. C'est difficile car ce n'est pas dans les livres et dans ce sens-là, ça demande un certain effort. [...]

(Gilles Breton, professeur en science politique - Université Laval): (...) Ce que dit Luc pose problème. Il est bien clair que notre job comme politologue, c'est tenter de mettre au jour la charge politique des nouvelles pratiques et je ne suis pas du tout certain qu'elles ont les charges politiques que Luc décrivait. Je poserais l'hypothèse que s'il y a un groupe qui peut poser des gestes qui s'épuisent en eux-mêmes, c'est bien

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIERS

les jeunes. On peut toujours analyser la tournée de Springsteen d'un point de vue politique mais je ne suis pas du tout certain que c'est pertinent comme analyse. Pour les jeunes qui y participent il faut voir cela comme une pratique de consommation plutôt qu'une pratique politique. Il y a un rapport avec le culturel qui est tout à fait changé, c'est maintenant un objet de consommation, ce qu'il n'était pas avant. Du point de vue de Luc, on a tendance à voir dans le culturel de nouvelles pratiques politiques mais, à coup sûr, moi, j'y vois de nouvelles pratiques de consommation. (...)

2- Dans une perspective un peu semblable, quelques intervenants intègrent certaines pratiques individuelles à la pratique politique. Ce thème, latent, est réapparu régulièrement au cours des discussions mais, finalement, il fut exprimé de manière plutôt vague. C'est une thématique qui sera reprise lors des débats de l'après-midi sur les jeunes et le féminisme.

(Intervenante): (...) Il y a eu dans les années 60 une grande politisation collective qui a poussé de l'avant plusieurs thèmes (féminisme, les valeurs sociales, etc.). Et ça a fait avancer une multitude de causes. Les gens étaient politisés collectivement. (...) Cette action là a mené quelque part mais n'a pas tout résolu. Le débat, maintenant, s'est diffusé un peu partout et a donné émergence à certaines actions très régionales et même très individuelles. Je crois qu'aujourd'hui il y a une politisation individuelle plus grande qui est amenée à faire avancer encore plus la cause, comme le féminisme par exemple. Tu milites personnellement, (...) tu es politisée mais tu ne fais pas de manifestations épouvantables avec un nombre important de personnes. Tu ne le dis plus, mais c'est là. (...) On est rendu à une autre étape du féminisme.

D) Pratiques politiques traditionnelles

Sauf de rares exceptions, les intervenants ont constamment souligné la non-correspondance des formes traditionnelles de pratiques politiques

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

avec ce qu'ils identifiaient comme les pratiques et les aspirations propres à la jeune génération. Même si ce thème transpire souvent des extraits que nous vous avons déjà présentés, nous avons cru bon compléter ces derniers par un aperçu des commentaires touchant la politique traditionnelle de façon générale, les partis politiques et les groupes nationaux de jeunes (RAJ, par exemple).

(Intervenant, IMAJ'85): (...) Pourquoi les jeunes agiraient sur le pouvoir alors que la génération qui nous précède est "écoeurée" d'agir là-dessus et qu'elle décide d'agir ailleurs? Pourquoi ce serait seulement à nous, en tant que génération, à reprendre tout ce processus-là et ce débat-là, vouloir changer la société quand nos intellectuels des années 60 ont, eux, jeté la serviette? (...) Moi je dis "un instant". Les mêmes schémas traditionnels, si vous autres, vous ne voulez plus les utiliser pourquoi, nous, on les reprendrait et on les appliquerait. (...)

(Robert Ladouceur, IMAJ'85): (...) Aux prochaines élections, plusieurs jeunes de moins de 30 ans n'iront pas voter. Au référendum, 40% n'ont pas voté. C'est prévisible et peut-être souhaitable. À un moment donné, les partis politiques devront développer des mécanismes pour aller chercher cette clientèle. La démocratie va alors s'exercer à d'autres niveaux. On verra peut-être plus de lobbying politique que de sondage.

(Louis Bourcier, étudiant en relations industrielles - Université Laval): Le RAJ, je crois qu'il a bénéficié d'une couverture incroyable de la part des médias, ce qui lui a donné une ampleur qui ne correspondait pas au réel et ce même si ses actions étaient justifiables dans une certaine mesure. C'était un phénomène temporaire qui a été rejeté par les gens et même par les jeunes sur le bien-être social dont le nombre représentait un bon potentiel pour un mouvement. [...]

(Intervenant membre du RAJ): Le RAJ, et c'est ce qui est intéressant, c'est que c'est une des dernières écoles d'activistes qui reste au Québec. L'ANEQ en était une mais elle est tombée. Et donc, la "ligne du vieux

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIERS

poêle" de l'ANEQ a pris le contrôle du RAJ. La scission qui est survenue au RAJ en est une de génération. Les jeunes étaient à la base, mais ceux qui ont pris le contrôle sont des jeunes-vieux; la relève institutionnelle syndicale qui reproduit les mêmes pratiques syndicales qui sont souvent électoralistes. Je pense que le RAJ est très pertinent parce qu'il lutte pour 70 000 jeunes sur le bien-être social et qui sont aptes au travail. Ce sont ceux qui crèvent de faim. C'est ce groupe qui pouvait prendre la place publique.

Deuxièmement, les jeunes qui sont dans la Commission jeunesse du P.L.Q. Eux, ils ont du pouvoir: 33% de représentation sur toutes les instances. Ils sont encadrés, structurés et organisés. De jeunes leaders organisateurs les ont organisés: 25 camps de formation en deux ans. C'est du monde qui ont bougé et qui sont allés chercher des jeunes. Sauf que c'est un type de leader organisationnel que cela attire. Il n'y a pas de leader de contenu. Il y en a encore des leaders jeunes de contenu au P.Q. mais pas au P.L.Q. Certains organisateurs jeunes du P.Q. sont rendus au P.L.Q. [...]

(Josée Tremblay, étudiante en science politique - Université Laval):
(...) Ce que le RAJ revendiquait, c'était que l'État nous en donne plus. Ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas révolutionnaire, c'est même le statu quo. Je demande en quoi c'est dérangeant car tu donnes l'argent et ta révolte est étouffée. Le mouvement disparaîtrait.

Discours de jeunes femmes: discours féministes?

Élaine Lacasse

Le mouvement féministe, pour qui? Comment aujourd'hui les jeunes femmes se sentent-elles concernées par le féminisme? Chose certaine, les voies d'expression ne sont plus celles d'hier, le collectivisme et la "manif" ont laissé place à l'individualisme et peut-être même à l'indifférence. Est-ce que le courant passe entre le mouvement féministe et la relève potentielle? La réalité des jeunes femmes d'aujourd'hui correspond à une réalité fragmentée et instable; pourquoi alors choisiraient-elles les discours de féministes basés sur des valeurs collectivistes? ou pourquoi pas?

La présente communication représente la troisième étape du cheminement que nous avons suivi pour présenter nos vues sur la place qu'occupent les jeunes dans la société politique québécoise.

Après avoir élaboré, dans un premier temps, sur le concept de jeunesse et sur les différentes interprétations fournies par de nombreux travaux de chercheurs et de sociologues, il nous a été permis de comparer

CONFÉRENCE

"la jeunesse" des années 60 et celle d'aujourd'hui, et d'en tirer des conclusions intéressantes sur la mystification de son statut d'agent de changement social.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes interrogés sur les pratiques politiques des jeunes, pour en conclure que ceux-ci n'en n'ont pas au sens strict du terme si nous considérons la pratique politique comme une activité organisée qui s'adresse directement au pouvoir. Ils en auront cependant si nous ne regardons pas seulement les partis politiques mais toute activité qui cherche à transformer les structures de pouvoir sous toutes ses formes.

À cette troisième étape d'analyse des jeunes dans la société politique québécoise, je vous propose de prendre une fraction de la population jeune d'aujourd'hui, soit les jeunes femmes québécoises, et d'essayer de voir comment elles vivent leur rapport d'identification et d'implication à une pratique politique précise, soit le mouvement féministe, et cela en terme de discours et de pratique.

Pour ce faire, j'aurai une démarche en trois temps. Premier temps: Définitions des concepts utilisés. Deuxième temps: Je brosse un tableau du mouvement féministe au Québec en 1985, en essayant de recenser ses discours et ses pratiques politiques spécifiques. Troisième temps: Je tente d'identifier les discours des jeunes femmes et les différentes pratiques politiques qu'elles ont, s'il y a lieu.

J'effectue donc, en quelque sorte, une étude de cas. Après avoir réfléchi sur les pratiques politiques en des termes plutôt restrictifs, je vous propose une définition plus large, plus contemporaine de pratique politique. Selon ma définition, une pratique politique est une activité d'opposition et d'organisation qui intervient vis-à-vis diverses formes d'exercices du pouvoir, que ce soit l'appareil étatique ou l'organisation sociale en général, et cela, dans le but d'obtenir un changement.

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

Il est possible que la définition que je donne de "pratique politique" puisse satisfaire plusieurs personnes et en mécontenter d'autres, mais je crois qu'il est impossible de parler de pratique politique en terme de simple rapport à l'État, lorsque l'on parle de groupes de pression, de mouvements et surtout lorsque l'on parle du mouvement féministe, puisque celui-ci, par son essence même, a amené une définition nouvelle, élargie des pratiques politiques, par sa dénonciation des structures de pouvoir reliées au sexe dans notre société.

Comme je l'ai énoncé un peu plus haut, je pose le rapport d'identification des jeunes femmes en terme de discours et de pratique politique puisque je pars du postulat suivant: Toute pratique politique est porteuse d'un ou de plusieurs discours dont la connaissance du contenu m'apparaît nécessaire à l'identification et à la compréhension d'une pratique politique. Cette distinction, entre discours et pratique me semble essentielle pour le type d'analyse que j'effectue. Et elle est d'autant plus utile qu'elle nous permettra aussi de voir que l'inverse du postulat, soit la présence de discours sans pratique politique se vérifie auprès des jeunes femmes.

1- Définition des concepts

Afin d'éviter toute confusion au niveau de la définition des termes, voici donc mes définitions de discours de jeunes femmes, discours féministes et mouvement féministe.

Discours de jeunes femmes: Ensemble des idées, oppositions et revendications s'il y a lieu, concernant la question des femmes et portées par des jeunes femmes âgées entre 18 et 25 ans qui sont:

- 1^o en période de questionnement en terme d'aspiration de choix de carrière et de formule de vie.
- 2^o dans le début d'une période de déséducation ou de renforcement de l'éducation en terme de rôle face à la société.

CONFÉRENCE

3^o dans une période de conscientisation où l'on s'adresse aux différentes formes de pouvoir en terme de contrôle.

Pourquoi la classe d'âge 18-25 ans?

Premièrement parce que j'en fais partie et deuxièmement parce qu'elle est moins étudiée vu son caractère peu saisissable, donc plus délaissée dans la population jeune. Les adolescentes (14-18) sont absentes de mon groupe, non pas qu'elles soient inintéressantes, mais elles sont une classe d'âge saisissable en terme de statut social et économique. De plus elles représentent la première génération, en terme d'âge, des féministes. Elles sont donc très étudiées.

Et les 25-30 ans alors? n'est-on pas jeune jusqu'à trente ans? Les jeunes femmes de cette classe d'âge sont également absentes, parce que, pour les mêmes raisons, elles ne semblaient pas former un groupe significatif à mes yeux.

Mouvement féministe: Le mouvement féministe se définit comme étant l'articulation des organismes, des groupes, des associations, revendicateurs, porteurs des discours féministes visant à améliorer et à changer la situation des femmes.

À l'intérieur du mouvement il est possible de dégager trois grands courants des discours féministes:

1^o courant féministe marxiste: courant qui remet en question la société en terme de rapport de production, où les femmes sont productrices et n'ont pas de contrôle sur leur production.

2^o courant féministe radical: ce courant a comme prémisse que notre société est de type patriarcal et explique l'oppression des femmes par les mécanismes du système patriarcal se définissant comme un système favorisant les hommes.

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

3^o courant féministe réformiste: ce courant remet en cause les différentes inégalités et injustices engendrées par le système social qui repose sur le rapport des sexes.

Les discours féministes sont donc l'expression d'un ensemble d'idées, de revendications, s'il y a lieu, dénonçant la situation inégalitaire des femmes, pouvant aller jusqu'à la remise en question du système socio-politique dans le cas où les discours revendiquent et s'accompagnent de pratiques revendicatrices, politiques. Il est possible de reconnaître dans l'articulation de cet ensemble, le mouvement féministe, pratique politique contenant des pratiques politiques spécifiques (organismes, regroupements etc.) pouvant porter un ou plusieurs discours revendicateurs.

2- Le mouvement féministe au Québec en 1985

Afin de brosser un tableau aussi fidèle que possible, il importe de faire un retour en arrière.

Il y a presque un siècle que les femmes luttent pour leur cause au Québec. Souvent essoufflé, parfois découragé mais toujours inspiré, le mouvement a abattu plus d'une barrière et a donné aux femmes des outils de réflexion, de revendication et des organismes à l'intérieur d'une structure de référence à caractère féministe.

En remontant au début de ce "presque siècle" il est possible de retracer les différents discours et pratiques politiques du mouvement.

Au début du mouvement le discours est de tendance plutôt réformiste par le biais d'association, de fédération, il lutte pour des objectifs de reconnaissance et de droit: obtention du droit de vote à tous les paliers, accès aux professions et à l'enseignement supérieur, abolition de la discrimination au niveau juridique.

CONFÉRENCE

Après la guerre, l'ensemble des discours est toujours réformateur, il porte, et sur la structure de l'organisation du travail, et sur la sensibilisation des femmes face au syndicalisme. Le travail des femmes obtient un début de reconnaissance dans le milieu et dans la société. On assistera à la formation de ligues et de regroupements visant à faire reconnaître et à protéger le droit au travail des femmes. Avec la venue des années soixante, le mouvement connaît une éclosion plus large d'inspiration réformiste et libérale et tente de se réorienter pour une meilleure articulation sous un ciel nationaliste.

Suite à cette réorientation, on constate, vers les années soixante-dix, l'apparition de groupes tenant des discours plus radicaux comme le Front de libération des femmes (FLF) du Québec et le journal Québécoises debouttes!

Vers 1975, le mouvement féministe est en plein essor. Le Conseil du statut de la femme (CSF) est créé et les trois centrales syndicales du Québec sont pourvues de comités à la condition féminine.

Également, les centres femmes voient le jour et sont nantis de services d'information complets sur la planification des naissances et pratiquent des avortements. Plusieurs militantes montent le Théâtre des Cuisines en 1973; théâtre qui dénoncera toutes les formes d'exploitation des femmes.

Passé le cap des années soixante-quinze, le mouvement est de plus en plus diversifié dans ses revendications et au niveau des groupes qui le composent. On cherche de plus en plus à travailler sur le terrain. Les luttes de discours radical pour l'avortement et la contraception continuent et les luttes organisées contre la violence faite aux femmes débutent.

Suite au repérage de ces quelques points importants, en terme de discours et de pratiques, il est possible de voir quelle est la situation du mouvement féministe au Québec en 1985.

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

La première constatation est sans doute que les discours de tendance réformiste, et radicale particulièrement, ont structuré tout un réseau de pratiques féministes très diversifié.

Les raisons qui ont amené à la création de cette structure ont été la reconnaissance et le droit au contrôle. En même temps que débutait la décennie des femmes, débutait une ère de spécialisation pour différentes pratiques féministes. Des groupes se spécialisent dans tel ou tel type de revendication et d'opposition (santé, emploi, etc.) visant une action appliquée au milieu, tellement appliquée qu'ils en viendront à n'être que des groupes de soutien et de service, groupes très articulés et organisés n'ayant plus, par cette autonomie, un besoin d'interactions intensives avec les autres groupes.

Peu de groupes continueront à oeuvrer en terme d'interventions et d'organisation de masse. Le mouvement ne se mouve plus.

De plus, avec la création du Conseil du statut de la femme, il semble qu'on ait récupéré une partie des discours féministes et légitimé par le fait même la lutte des femmes.

Ce geste institutionnel a eu deux grands impacts: la reconnaissance de la tendance réformiste du mouvement, il est vrai, mais aussi il a placé le focus de la population sur la tendance radicale du mouvement¹.

La spécialisation et l'institutionnalisation m'apparaissent les deux facteurs déterminants dans la dislocation du mouvement que nous sommes à même de constater à l'intérieur de la société québécoise.

Le mouvement ne semble plus avoir cet enchaînement des tendances qui l'a porté, et si bien servi.

1. La tendance marxiste n'a pas été atteinte de façon très significative par ce changement, alimentant, depuis le début le mouvement par ses écrits, ce qui constitue à mon sens l'influence idéologique la plus dénonciatrice avec la conception politique.

CONFÉRENCE

Les différents groupes, organismes du mouvement travaillent de façon efficace dans "l'underground", il est vrai, mais après tant de labeur ne serait-il pas temps de refaire surface, afin d'être reconnu à sa pleine force?

3- Les jeunes femmes

Comment les jeunes femmes s'identifient-elles au mouvement féministe?

Nous avons vu dans la première partie, comment le mouvement féministe a doté la société de structures répondant aux besoins des femmes. Maintenant j'aimerais voir comment les jeunes femmes réagissent, vivent par rapport aux discours et aux pratiques véhiculées.

Tout d'abord les jeunes femmes reconnaissent et approuvent, pour la majorité, les différents droits que le mouvement féministe a porté et obtenu pour les femmes, que l'on parle de droit à l'éducation, droit à l'égalité dans l'emploi ou autre.

Les jeunes femmes les assument très bien et semblent les voir comme des droits de toujours, ce qui n'est pas tout à fait le cas.

Il est certain que la réalité des jeunes femmes de 1985 est différente de celle des femmes des années 60-70 qui devaient détricoter tant d'observations relatives à leur condition. Un grand pas en avant a été fait depuis dix ans.

Aujourd'hui les jeunes femmes doivent se battre et défendre leurs droits dans leur application même, à l'école, au travail, dans la rue.

Les conceptions nouvelles qui doivent aller avec les changements prennent souvent, pour ne pas dire toujours, plus de temps à se modifier que les réformes sociales et politiques le suggèrent.

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

Le gouvernement, les médias, la société en général nous fait miroiter une réussite évidente des luttes féministes. Cependant le quotidien se charge de démentir cette soi-disante victoire, en nous confrontant chaque jour à la violence, la peur dans la rue et j'en passe.

Dans l'ensemble les jeunes femmes sont conscientisées et exercent leurs droits. Féministes, elles le sont par déduction, ne se disant pas féministes spontanément, ayant été très influencées par les épithètes ("frustrée", "enragée") accolées au mot féministe. D'autres, cependant, le refusent par choix.

J'ai dit un peu plus haut que les jeunes femmes semblent voir la situation comme réglée, certes, mais elles se confrontent en même temps à un quotidien pas toujours aussi "rose" qu'on voudrait bien le croire.

Ce quotidien m'amène justement à voir comment les jeunes femmes aujourd'hui conçoivent les actions à entreprendre pour faire reconnaître leurs droits.

Les jeunes femmes sont conscientisées, et la pratique qu'elles envisagent est une pratique d'application plus qu'une pratique de revendication, car je ne crois pas que les jeunes femmes revendiquent d'autres droits que la reconnaissance de ceux qu'elles ont.

Dans ces conditions elles optent pour une pratique individuelle. Éducation et reconnaissance sont les deux mots qui décrivent le mieux le vécu féministe des jeunes femmes. Mais attention le tout est fait au nom de l'amélioration de la condition humaine.

Éducation parce que ces dernières conscientisent, expliquent, enseignent à leur entourage l'amélioration de la condition humaine. Reconnaissance parce que les jeunes femmes demandent que l'on reconnaisse et respecte les droits qu'elles ont.

CONFÉRENCE

Chacune fait son chemin. Ce vécu individualiste ne diffère pas des vécus individualistes des féministes des années 60-70. Elles aussi ont eu à éduquer et à demander qu'on leur reconnaisse des droits. Cependant l'ensemble de leurs idées étaient des revendications pour la cause des femmes et de plus ces revendications se sont canalisées dans des groupes, des associations etc. Ce sont probablement l'aspect revendicatif et la convergence des idées qui nous permettent de parler de pratique politique pour ces jeunes femmes des années 60-70. D'ailleurs ce sont la majorité d'entre elles qui "pratiquent" encore aujourd'hui. Le collectivisme a donc été et demeure pour elles la voie(x) d'expression audible.

Comme je l'ai mentionné ci-haut, les jeunes femmes sont prêtes à défendre l'amélioration des conditions de vie en général. Elles ne veulent cependant pas lutter à partir de leur propre condition de femme qui vit dans une société reposant sur le rapport inégalitaire entre les sexes. Elles sont "assises" sur leurs droits et ne voient pas la nécessité de se regrouper puisqu'il ne semble pas y avoir autre chose d'assez oppressant pour cela. Les jeunes femmes optent pour un discours humanitaire en général, s'inscrivant dans un rapport avec son "chum" et son entourage.

Cependant je m'interroge. Je reconnais la portée d'une telle conception: à long terme ses effets sont considérables. Cependant je ne crois pas qu'il soit possible de parler de la condition de l'ensemble d'une population alors qu'au départ il existe un déséquilibre dans cette population trouvant son expression dans l'exercice du pouvoir d'un sexe sur l'autre. D'autant plus que les jeunes femmes disent vivre dans une société où elles n'ont plus à revendiquer de droits: elles les ont. J'aurais bien aimé qu'elles me les énumèrent, ces acquis et surtout qu'elles m'expliquent comment ils s'appliquent dans la rue. Moi, je crois que tout n'est pas acquis. Au contraire ces acquis sont fragiles et peuvent basculer. "Notre génération" féministe porte en elle la lutte contre la violence faite aux femmes sous toutes ses formes, bien qu'elle ait été une préoccupation de toujours pour les groupes féministes. Il me semble qu'avec la dénonciation de cette violence qui est de plus en plus sur les lèvres, il est temps d'y

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

voir afin d'arriver à des changements. Et ces derniers ne peuvent se réaliser que par le regroupement et l'action collective. D'où l'importance d'une resolidification des réseaux féministes, car l'attitude et le vécu des jeunes femmes trouvent écho chez les différents groupes et associations qui fonctionnent aussi en quelque sorte de façon individualiste.

Une nouvelle articulation des réseaux du mouvement féministe représente, selon moi, une façon de réinstaurer les pratiques politiques des féministes et d'offrir aux jeunes femmes une solidarité à laquelle elles pourront se référer. Car les jeunes ont besoin d'autres modèles que ceux offerts à l'école, dans la famille et dans la société en général, et ceci nonobstant le fait que des percées sont effectuées dans ces domaines. Mais les structures sont grosses, on le sait, et l'avancement se fait petit à petit. Cette solidarité, donc, devrait transpirer partout pour que les jeunes femmes aient le goût de se mobiliser, de discuter et de poser des gestes.

Il importe que le nouveau "climat" que nous ont donné les féministes des années 60-70 soit entretenu, ou plutôt rafraîchi par elles-mêmes en regroupant davantage de jeunes dans les associations, et par la création d'autres groupes, d'autres associations. Car les acquis ne pourront être évidents qu'avec l'assurance de la survie de la structure, articulée ou non, du mouvement féministe dans notre société.

La survie dépend donc d'une volonté de concertation d'idées et ou de faits entre celles qui ont porté et celles qui portent et porteront, si tel est leur désir, le féminisme. Et ce n'est qu'à ce moment-là, je crois, que nous pourrons parler d'une relève qui aura plus qu'un discours féministe déductif et qui parlera de pratique politique. Cependant plusieurs jeunes femmes ne se reconnaîtront pas dans ce tableau, car malgré tout, beaucoup de jeunes femmes se disent féministes et s'impliquent sous différentes formes pour la cause des femmes. Elles sont une partie indissociable de l'ensemble mais malgré tous les changements, les acquis, elles sont, comme bien d'autres avant elles, des marginales dans notre société.

PÉRIODE DE QUESTIONS

(Intervenante): Est-ce que pour les jeunes femmes d'aujourd'hui, il est important "d'embarquer" dans une marche, une manif?

Oui, il est important pour elles de participer à une marche ou une autre activité de ce genre, elles considèrent ce type d'action ponctuelle préférable à une action prolongée (implication dans un comité, etc.)

(Intervenante): Les filles semblent avoir peur de prononcer le mot féministe, lorsqu'elles parlent d'elles-mêmes. Paraît-il que le féminisme n'est plus nécessaire?

Il est certain que beaucoup de filles (pour ne pas dire la plupart) ne veulent pas porter l'étiquette. Il faut voir comment ce mot a été "charrié" et dévalorisé au point de le marginaliser dans le vocabulaire. Sa connotation péjorative rappelle le radicalisme et est encore "particulier" dans notre société. Il faut avoir envie de supporter toutes les conséquences d'un tel qualificatif.

Pour ce qui est de la "croyance" qui veut que le féminisme ne soit plus nécessaire, il s'explique bien par l'absence de revendications radicales. On est en période de consolidation et de vigilance vis-à-vis les acquis. D'autres luttes sont en train de se vivre mais d'une façon différente de ce que nous avons connu. Les acquis semblent "pour la vie"; on sait très bien que ce n'est pas le cas mais toute la société essaie de nous le confirmer.

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

(Intervenante): Quels sont les avantages et les désavantages de la diversification du mouvement féministe?

Dans les désavantages, je n'en vois qu'un, quand même majeur, le ralentissement de la reconnaissance sociale. Si le mouvement est moins unifié pour faire pression sur le gouvernement, une compagnie, la population, il en résulte que son pouvoir est moins reconnu à grande échelle, est moins reconnu tout court.

Les avantages sont de deux ordres:

1^o d'efficacité 2^o d'accessibilité.

Efficacité parce que des luttes spécifiques ont articulé des pratiques spécifiques (santé: centre de santé, violence: maison des femmes battues, etc.). Par ces spécialisations, on a la possibilité de se concentrer sur un objectif, tout en gardant une perspective globale du vécu des femmes.

Accessibilité pour la facilité d'entrer en contact: le fait que les féministes se sont dispersées et offrent des services de plusieurs natures (santé, thérapie, écoute, etc.). Les femmes sont venues à elles et elles sont allées vers les femmes sur un même terrain: le besoin. Ceci a favorisé un meilleur contact rendant les féministes moins épineuses.

(Intervenante): Le féminisme individuel, ce n'est pas un peu dangereux?

Le seul danger que je vois est le maintien de la fragilité des acquisitions, dû à la non-vigilance de l'ensemble des femmes et par le fait même la non-acquisition d'autres droits. (ex.: marcher dans la rue la nuit)

Le féminisme individuel est très important en soi, il est même nécessaire à la progression de la cause des femmes: commencer par son jardin!

(Intervenante): Cette référence à la marginalité du féminisme n'est-elle pas un peu la cause de la récupération par l'État d'une bonne partie de son

PÉRIODE DE QUESTIONS

discours? Puisque d'une certaine façon, la tendance réformatrice récupérée, il ne restait plus que la radicale dans le mouvement.

Je suis d'accord avec cette réflexion sans, cependant, enlever la valeur, les possibilités du CSF (Conseil du statut de la femme) ou de la Condition féminine.

Il est certain que sans cette récupération, les choses auraient pu être autrement, moins lente peut-être à certains égards.

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER*

A) Un discours, des discours

Sur ce thème, l'ensemble des participantes et des participants s'entendaient pour dire qu'il y avait plusieurs discours féministes. Il y a des discours différents:

"La Gazette des femmes par rapport à la Vie en rose, ce dernier est plus radical, plus revendicateur" (Josée Tremblay, étudiante en science politique - Université Laval).

Plusieurs discours sont nécessaires pour des pratiques différentes. Cependant, il existe un discours qui les unit, soit celui qui est leur

* Il est à noter que trois ateliers se sont déroulés à la suite de la conférence. Cependant, deux ateliers seulement peuvent être retranscrits ici. Dans le brouhaha qui a suivi le colloque, nous avons perdu la troisième cassette d'enregistrement et, malheureusement, aucune note n'a pu être communiquée de la part de l'animatrice de ce troisième atelier. Malgré tout, les aperçus de discussions présentés ici devraient couvrir bon nombre de thèmes qu'il eût été possible de retrouver dans le troisième atelier.

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

raison d'être: la reconnaissance des droits de la femme et la promotion de ces droits.

Il y a plusieurs intérêts dans le mouvement mais "un discours dénonciateur et la reconnaissance des groupes qui portent ces intérêts n'est pas évidente et il faut être vigilante" (Jacqueline Fournier, YWCA). Ceci soulève la question du radicalisme dans le mouvement, "parce qu'il y a eu un féminisme radical, c'est de lui qu'on a entendu parler, on a jugé" (intervenante).

Le problème, pour les jeunes femmes, c'est qu'elles sont en réaction à partir de 15 ans vis-à-vis le féminisme radical. "Elles n'ont pas développé de façon d'être" (intervenante) alors que le féminisme est encore plus qu'un discours ou une forte tendance, c'est une "façon d'être". Pour que les discours soient percutants, consonnants, "il faut davantage de véhicules" (intervenante). Les médias favorisent de plus en plus l'individualisme, on parle moins du féminisme, c'est moins à la mode. Les radicalistes tiennent un discours moins "raide". "Il n'y a pas de relève qui s'affirme, qui fait du bruit" (intervenante).

Aujourd'hui nous ne sommes plus dans le même contexte, nous subissons une oppression d'un autre type. Ce ne peut donc être le même type de lutte. "Il est difficile de dire aux aînées: merci pour vos luttes, mais on veut passer à autre chose" (intervenante). Il existe un problème de communication entre nous et l'autre génération. "Le radicalisme a été un chaînon important pour l'information pour faire sortir le débat" (Charles, étudiant en communication - Université Laval).

B) Les acquis et collectif

(Ici au Québec) le féminisme est, semble-t-il, le plus avancé. Les acquis ne sont pas éternels et la mobilisation est toujours nécessaire. "Je n'ai rien contre le féminisme individualiste, O.K. les filles se sensibilisent par rapport au harcèlement sexuel, à la violence. Par contre pour l'avortement ce n'est pas clair dans la tête des filles qu'il faut être vigilante car ce n'est pas un acquis permanent" (animatrice à CKRL).

Est-ce que la lutte a avancé?

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER

"On pourrait maintenant parler de condition humaine". (intervenante) Le premier pas vers une société égalitaire a été fait par le mouvement féministe et "on ne pourra parler de condition humaine avant d'avoir mis sur la "map" la condition féminine". (intervenante) "Le collectif est nécessaire pour réagir". (intervenante) Il faut regarder dans le concret, il y a encore beaucoup de femmes battues, violées. Il est impératif de se mobiliser, de se brasser. Le mouvement féministe a un mérite énorme pour la dénonciation. Les femmes ont encore un besoin immense d'information. "Elles ne connaissent pas tous leurs droits (leurs acquis), en 82 et 83 le YWCA répondait à 3 000 situations de femmes et en 85 on répond encore à 3 000 situations." (Jacqueline Fournier, YWCA).

Tout ce qui nous reste à acquérir ne peut se faire individuellement, "n'y a-t-il pas encore des endroits où cela bloque: harcèlement sexuel, lois, institutions etc.? N'est-il pas nécessaire de se regrouper, parce que toute seule, tu ne peux contrer le pouvoir, parce que tu n'es pas syndiquée ou autre?" (intervenante)

B.1 Les femmes éternelles éducatrices

Ce point n'a pas été abordé autant que les autres; cependant les réflexions sont intéressantes et nous avons pensé vous en communiquer quelques-unes.

Les jeunes femmes dans leur façon de voir sont très tolérantes; trop, peut-être. "Il est nécessaire d'être radicale pour faire bouger". (intervenante) "Certaines femmes dans leur vécu ne servent pas la cause, leurs actes ne favorisent pas notre reconnaissance". (intervenante) "On a besoin des autres femmes, moi aussi je fais avancer un bonhomme!" (intervenante, étudiante - Université Laval). "On restera ben toujours des éducatrices!" (intervenante) Plusieurs femmes s'entendent pour dire qu'elles ne veulent pas de la tolérance. "Si un moment donné, il faut qu'on sorte, qu'on sorte!" (intervenante) Ces changements d'attitudes chez les jeunes dépendent de leur éducation et "cela dépend comment nous, féministes, éduquons nos fils et nos filles". (Ancienne de Laval). Il faut voir aussi comment certains livres culpabilisent les femmes". Dans le livre, les

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

Enfants de Jocaste, il est dit et prouvé que les femmes elles-mêmes initient leurs fils à la misogynie!" (intervenante) "Je trouve dommage que vous vous voyez comme des éducatrices, il faut des femmes radicales" (Louis Bourcier, étudiant en relations industrielles - Université Laval). Les gars ont besoin de se faire brasser: "Par éducation, je suis un peu macho". (intervenante)

Les attitudes de mère ne sont pas utiles, il faut un positionnement radical. Pour les jeunes femmes dans la société, ce n'est pas toujours évident le radicalisme, "leurs mères leur disent qu'elles ont le droit de se promener dans les boisés, mais les filles sont confrontées à une toute autre réalité. Elles n'ont pas la reconnaissance, de la part de leurs consoeurs et encore moins de leurs confrères à l'égard de ce droit". (intervenante)

On doit conscientiser les femmes avant parce que "c'est elles qui élèvent encore". (intervenante)

C) Les gars et le mouvement féministe

Par le biais de son souci de la qualité de la vie, le mouvement questionne le rapport homme-femme. Le militantisme questionne le type de société et, par ricochet, amène à poser l'homme dans la société. "Le mouvement féminisme est un vent d'air frais". (intervenante) Le Québec est un endroit privilégié certes, mais tout n'est pas gagné. Dans les manifestations, les gars sont "un peu" exclus. "Comment vous, les femmes, voyez-vous les bonhommes qui sont dans vos alentours et comment croyez-vous que nous pouvons participer aux luttes?" (Réjean, intervenant)

Est-ce qu'il peut y avoir une complicité? Les gars qui désirent s'impliquer ne sont qu'une minorité. "Quand les hommes auront compris que l'on va simplement chercher ce qui nous appartient, on aura vraiment commencé de quoi" (étudiante, cégep du Vieux-Montréal). "Les gars qui m'entourent ont la volonté de faire quelque chose mais ils se sentent impuissants". (intervenante) Il serait bon d'intégrer les gars mais il faudrait être convaincues de la volonté de comprendre, d'assumer ses responsabilités, de faire quelque chose. Il faut évaluer la part de

APERÇU DES DISCUSSIONS EN ATELIER

changement au niveau des hommes. Ce n'est pas à nous de dire aux gars, vous avez évolué. "Ce n'est pas à moi d'éduquer, de sensibiliser les gars, c'est leur affaire, entre eux". (intervenante)

Il importe que les gars se racontent entre eux, plusieurs femmes considèrent qu'à ce moment et à ce moment seulement nous pourrions ouvrir. Et le danger de la "ghettoïsation"? Le ghetto n'est pas évident quand tu as des problèmes, tu te regroupes instinctivement avec ceux ou celles qui ont les mêmes problèmes. On doit assumer nos problèmes ensemble. Les stéréotypes sont encore là, la lutte n'est pas finie. "De toute façon, les gars ne se sentent pas directement impliqués. (intervenante) Ou s'ils le sont, ils demandent d'être rassurés".

D) Le quotidien

Le quotidien a été soulevé suite à différentes "méditations" dans le rapport gars-mouvement féministe, le rapport Femmes-hommes dans le quotidien, au jour le jour est venu se greffer suite à l'interrogation de l'intégration des gars dans la cause féministe.

"Comment est-ce que je peux m'impliquer"? (intervenant)

"Concrètement, dans ton vécu, avec les filles avec qui tu vis" (Johanne Poulin, étudiante en science politique, Université Laval)

"On n'a pas besoin de ton opinion dans nos façons de faire, c'est ton action qu'on veut". (intervenante) Les grosses actions d'éclat, on peut les faire toutes seules. Vous devez vivre votre quotidien.

"C'est quoi l'implication dans le quotidien?" (intervenant)

"C'est plus que le lavage, repassage, c'est ta remise en question face à l'autre sexe". (Johanne Poulin)

Il faut changer les valeurs et il faut exiger. Si la part des gars (implication dans le quotidien) était présente, tout le monde changerait plus vite. Il est à noter que dans le partage des tâches souvent "les gars t'aident". (intervenante)

La division des tâches, c'est bien beau, mais il ne faut pas oublier que la division des tâches est faite sur le sexe." L'idée de partager le travail selon les goûts mais il ne faut pas oublier que les goûts, c'était décidé aussi!" (intervenant)

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

E) Être féministe aujourd'hui.

"Je n'ai pas l'impression de devoir acquiescer toutes les tendances du mouvement féministe" (intervenante). "Même les tendances radicales laissent plus de place, par exemple, la Vie en Rose" (intervenante). Le féminisme aujourd'hui n'est plus seulement une manif, "il est une prise de position, une façon d'être, une façon de vivre" (intervenante). "Nous avons des droits et il faut travailler dans le milieu" (intervenante). Présentement nous sommes en train de digérer, d'ici 5 ou 10 ans on saura s'organiser" (intervenante, caissière dans une banque). "Moi je privilégie deux modes; l'engagement par le haut, le collectif et l'engagement par le bas, l'individuel" (intervenante).

Nous avons encore beaucoup de secteur d'emploi à investir, il faut aussi miser les ghettos ou les renforcer. "En travaillant juste notre population féminine, automatiquement, tu changes la population masculine" (intervenante). "On doit véhiculer les idées féministes de façon plus positive avec plus d'humour" (Johanne Poulin). "Nous avons encore beaucoup à faire. D'accord nous sommes maintenant 50% en médecine mais nous n'avons pas 50% du pouvoir" (Johanne Poulin). "Il faut changer la couleur des mentalités" (Carole, intervenante). "En tant que femmes universitaires on est conscientisées. Dans les régions éloignées on ne se pose même pas la question" (Lise, intervenante). "Je ne suis pas d'accord, on se prend pour l'élite qui va "féminiser la population" (Johanne Poulin). Les femmes en région sont à l'affût d'une information (radio, télé) qui leur permet d'avancer. "Il ne faut pas oublier souvent que les femmes de la base ne sont pas toujours acceptées dans la réflexion" (intervenante). Il faut remettre les choses dans leur contexte.

Synthèse

Yvan Perrier

Vous comprendrez qu'au terme de ces deux journées de réflexion, la tâche qui m'est impartie de faire un résumé à la fois des conférences et des ateliers est assez ardue.* En ce sens, j'espère que vous n'allez pas vous offusquer de constater que l'ensemble de vos commentaires n'apparaisse pas dans le résumé. En effet, comment peut-on en moins d'une demi-heure, résumer plus de 21 heures de réflexion et de discussions en ateliers? Cela dit, je vais essayer, bien imparfaitement, d'esquisser une mini-synthèse des discussions.

Ce n'est pas la première fois que se tient un colloque sur le site de l'Université Laval organisé par les étudiants et les étudiantes en science politique sur la réalité politique, soit des jeunes ou des groupes de jeunes. En 1973, il y a eu un colloque qui s'intitulait "Pour une opposition moins tranquille au Québec". Si je rappelle cet événement, c'est pour vous montrer un peu qu'à travers le temps, les préoccupations des jeunes se déplacent. Le colloque nous l'a illustré abondamment.

La place du politique dans le vécu des groupes de jeunes n'est pas la même aujourd'hui qu'il y a treize ans. Il y a 13 ans, l'obsession qui hantait les participants et les participantes au colloque était la suivante: comment peut-on s'y prendre pour constituer une "avant-garde"? Alors qu'aujourd'hui, on se demande si on est en présence d'une jeunesse apolitique ou d'une jeunesse qui intervient plutôt dans le politique à sa façon à elle, avec ses objectifs mais objectifs que l'on peut plus ou moins qualifier de "politique" selon qu'il s'agisse d'une action à caractère individuel ou à caractère collectif.

* Ce texte est une transcription de la synthèse faite par M. Yvan Perrier à la fin du colloque. Le style oral en a été conservé.

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

Conférence d'ouverture

Le premier conférencier qui est intervenu fut Claude Charron. La conférence de M. Charron a surtout porté sur le nouveau modèle qui devrait dominer la réflexion et le genre d'action des groupes de jeunes. Lorsque je l'écoutais parler, hier, j'avais l'impression d'entendre John Kennedy qui disait "Ne vous demandez pas ce que les États-Unis peuvent faire pour vous mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour les États-Unis". En effet, Claude Charron nous a exposé trois genres d'attitudes qu'il répugne et quatre genres d'attitudes qui semblent faire son affaire. Il a dit que, dorénavant, l'heure n'était plus au "nous exigeons", "nous demandons", "nous voulons". Les groupes de jeunes qui interviennent ou l'ensemble des groupes animés par un projet quelconque, selon M. Charron, doivent se présenter devant l'administrateur public en disant "nous sommes prêts à considérer", "nous sommes prêts à affirmer", "nous tenons à", et "nous allons faire que".

Je pense que ces deux types d'attitudes traduisent vraiment un moment particulier dans notre société. En effet, l'heure ne semble plus être à la contestation sociale tous azimuts... L'heure ne semble plus être non plus au combat social genre "grandes mobilisations". Il semble y avoir, dans notre société, certains courants qui voudraient pacifier la société, certains courants qui voudraient tourner la page sur les années tapageuses et tumultueuses. Il semble y avoir, dans notre société, des groupes ou des personnes qui sont au pouvoir ou qui ont été au pouvoir, qui cherchent toujours à assainir, de façon "factice", le climat social. Mais ils veulent le faire en partant de ce qu'ils définissent, comme les limites des ressources de l'État. Et le souhait qui est derrière cela, c'est bien entendu de voir les groupes de jeunes accepter cette limite, de les voir rejeter toutes les attitudes qui pourraient la remettre en cause et privilégier plutôt l'approche du "nous sommes prêts à faire pour améliorer", sans contester la limite. Donc, dans la conjoncture actuelle, on demande aux groupes de jeunes d'accepter, et d'accepter dans le cadre de la concertation, les rapports sociaux actuels. Je pense qu'on aurait peut-être dû

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

parler un peu plus de cet élément dans le cadre des conférences, mais ce n'est pas grave, on aura peut-être l'occasion d'y revenir.

Claude Charron a terminé sa conférence en exprimant le souhait suivant, à savoir que les jeunes militent et luttent pour le partage de l'emploi et l'émancipation des femmes. Je voudrais seulement faire ici une petite parenthèse au sujet de la vision que Claude Charron a développée sur la question du partage de l'emploi. Je tiens à dire que la lutte pour le partage de l'emploi, c'est une lutte qui remonte au XIX^e siècle. Je tiens à dire que cette lutte-là, ce n'est pas une lutte qui a été mise de l'avant par le patronat ou par l'État mais bien plutôt les syndicats. Je tiens à dire que sur la question du partage du travail, les centrales syndicales vont sûrement arriver avec une façon de gérer cette question, et il est bien clair que cette façon ne plaira pas à tous. Je tiens à dire que ceux qui remettent de l'avant ce débat dans la société, à ce moment-ci, ce sont les syndicats et non l'État, contrairement aux prétentions de M. Charron.

Cette précision étant faite, ce que je retiens du discours de Claude Charron, c'est qu'il ne semblait pas prêt à dire que tôt ou tard, tout groupe social se heurte à la volonté étatique. Et ça, je trouve cela assez significatif et symptomatique de la période que nous traversons parce que c'est une période (quelqu'un en parlait hier en atelier), où il y a une nouvelle conjoncture caractérisée par la montée de la droite. Je pense que dans cette conjoncture, effectivement le discours de l'État, c'est de vouloir retourner les individus ou les groupes d'individus à leurs propres difficultés et de demander à ces groupes de s'assumer eux-mêmes. "Ne comptez plus sur l'État-providence pour mettre un terme aux aléas de la vie".

Première conférence

Par la suite, nous nous sommes interrogés, et là, je fais référence à la conférence de Bernard Fournier, sur le côté mythique ou pas, ou plutôt

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

sur la mystification de la capacité des groupes de jeunes à imposer un changement social. On est revenu sur la difficulté de cerner la catégorie des jeunes et cette difficulté est très réelle. Aujourd'hui, il y a Louis Bélanger qui est aussi revenu sur cette question en cherchant à circonscrire le nouveau contexte dans lequel la jeunesse évolue mais on n'a pas défini d'une façon adéquate, ou du moins, qui aurait fait l'unanimité, la catégorie jeune. Ce que l'on sait, c'est que cette catégorie ne s'arrête plus exclusivement aux étudiants; elle concerne une catégorie d'âge donné, sauf qu'à l'intérieur de cette catégorie chronologique, on retrouve un vécu social différent. Ce vécu social fait en sorte que la personne peut être toujours porteuse de la condition d'une jeunesse marginalisée ou encore, intégrée au monde adulte.

Cela a amené Bernard à réfléchir sur le critère d'appartenance des jeunes. Est-ce qu'on peut parler d'une jeunesse unifiée? Est-ce qu'on peut parler d'une jeunesse qui serait homogène? Bien entendu, on a vu et les ateliers en ont témoigné, qu'il est faux de parler d'une jeunesse homogène. Puis, on a cherché à établir un parallèle avec la jeunesse des années 60 et celle d'aujourd'hui et là, dans les ateliers (du moins, selon les rapports que j'ai eus, selon certaines personnes, selon leur capacité de décoder l'histoire), la jeunesse des années 60 leur est apparue plus unifiée et animée par un projet de société. Cependant, plus les discussions ont avancé dans les ateliers, plus les participants ont constaté qu'on ne pouvait pas parler de la jeunesse des années soixante comme étant "une" jeunesse. Parce que là aussi, les champs idéologiques étaient diversifiés; là aussi, la jeunesse était éclatée. On n'a seulement qu'à rappeler, à titre d'exemple, que la jeunesse des années 60 n'était pas uniquement indépendantiste. Chez les jeunes des années 60, il y avait aussi une jeunesse "Jeune Chambre de Commerce", on la retrouvait aussi à certains moments dans le Parti libéral. La jeunesse des années 60, on pouvait la retrouver au sein des groupes de gauche; on pouvait la retrouver à l'intérieur de forces politiques traditionnelles. Donc, à ce niveau-là, les discussions ont amené les participants à modifier leur lecture et leur

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

perception des groupes de jeunes des années 60 par rapport à ceux d'aujourd'hui.

Une question, cependant, est restée en suspens: certes, les groupes de jeunes d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes que ceux des années 60, mais comment se situent-ils face à la réalité politique? Comment interviennent-ils dans le débat politique? Parce qu'aujourd'hui, il y a une chose qui est à peu près évidente pour tout le monde: les grandes manifestations, c'est chose du passé. Mais, est-ce que cela veut dire pour autant que les jeunes ne sont pas politisés? Et c'est là où le débat a pris forme. Certains ont dit que la jeunesse d'aujourd'hui préfère plutôt valoriser l'action locale, qu'elle préfère intervenir sur le pouvoir là où les gens pouvaient avoir de l'emprise plutôt que de s'attaquer globalement à l'État. Donc plutôt que de s'attaquer aux paliers provincial ou fédéral, les gens préfèrent intervenir dans leur communauté. D'autres intervenants se sont alors demandés si ces groupes de jeunes qui interviennent dans leur communauté peuvent être qualifiés de groupes politiques. Parce que, selon ces derniers, pour avoir droit au qualificatif de "politique", ou de "politisé", il faut tôt ou tard se heurter à l'État. Le débat, selon les rapports des gens qui disent "oui", par le biais de l'action communautaire, même si on ne se heurte pas à l'État, on fait de l'action politique; alors que d'autres disent "non", si on veut vraiment faire de l'action politique, il faut voir comment l'État nous interpelle, voir comment l'État intervient dans nos vies et voir comment on peut résister à cette intervention dans le but de modifier le réel qui nous assaille et dans lequel on veut nous quadriller.

Deuxième conférence

Passons maintenant à la deuxième conférence. Louis Bélanger s'est interrogé sur les différents modèles d'analyse pour questionner le rapport des jeunes au politique. Dans l'ensemble, ce qu'il a constaté, c'est qu'à partir des lieux de rassemblement des groupes de jeunes, il semble effecti-

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

vement y avoir une démobilisation, une dépolitisation. Que ce soit du côté des partis politiques, des associations étudiantes, des mouvements de jeunes ou des groupes pacifistes et groupes écologistes, il ne semble pas, comme tel, y avoir une ferveur dans l'engagement. Cet élément a amené le conférencier à s'interroger sur les raisons qui expliquent pourquoi le comportement des jeunes des années quatre-vingt est distinct de celui des années soixante. Louis a formulé comme hypothèse que tout cela pouvait être imputable à une réduction de l'environnement que les jeunes auraient volontairement désiré, et non pas à un individualisme incarné. En effet, les jeunes définissent eux-mêmes, aujourd'hui, un environnement qui est distinct de celui que les jeunes définissaient prioritairement dans les années soixante. Ils ne cherchent plus à modifier directement la société, mais plutôt leur environnement immédiat.

Cette nouvelle situation s'expliquerait, entre autres, par le nouveau rapport que vivent actuellement les jeunes à l'école au monde culturel en général. Autrement dit, si les jeunes, aujourd'hui, peuvent être qualifiés (si on les compare à ceux des années soixante) comme un peu plus apolitique, c'est en raison du vide institutionnel, qui existe présentement, au niveau du mode de règlement des difficultés de la nouvelle catégorie jeune. Cette donnée modifie grandement les règles du jeu. Être jeune, en 1985, cela ne veut plus uniquement dire "jeune étudiant", mais ça veut aussi dire "être jeune qui se présente sur le marché du travail avec une formation déficiente ou bien une formation donnée par l'école qui ne répond pas aux exigences du marché du travail." Et cette situation crée toute une série de nouveaux problèmes qui, dans notre société, doivent être réglés dans un cadre institutionnel donné, mais inexistant en ce moment. Les jeunes réagissent donc d'une façon différente, et ils le font de nombreuses façons. Cependant, et nous revenons toujours au point litigieux, ces façons-là d'agir et de résister ne sont pas nécessairement porteuses d'un engagement politique.

Dans les ateliers, on a dit que les revendications traditionnelles sont dépassées. Aujourd'hui on doit mettre de l'avant un nouveau type

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

d'organisation et de prise en charge des difficultés qui sont vécues par les jeunes. On a discuté aussi de la difficulté que les groupes ont à rejoindre les jeunes. Et là aussi, le débat a porté sur la pertinence de s'occuper de l'État lorsqu'on est dans une organisation de jeunes.

Troisième conférence

Sur la question des femmes, lors de la dernière conférence, Élane Lacasse nous a présenté une définition du féminisme. Elle a défini le féminisme à partir de pratiques spécifiques aux groupes de femmes. La conférencière nous a alors présenté les trois tendances dominantes qui s'expriment à l'intérieur du courant féministe: le féminisme marxiste, le féminisme radical et le féminisme réformiste. Bref, un féminisme qui se définit à partir de deux avenues: une qui vise un changement global, un changement social et une autre (le féminisme réformiste) qui s'inscrit dans un courant d'intégration et potentiellement de récupération par l'État.

La conférencière s'est interrogée sur la relève féministe. Elle cherchait à voir si les adolescentes, les jeunes femmes, reprennent à leur compte ces trois courants du féminisme. Elle a constaté, dans ses enquêtes du côté des jeunes femmes, que la conscience et l'action semblent osciller entre l'indifférence et la participation militante. La question qu'elle voulait voir discuter à l'intérieur des ateliers, c'est si effectivement, le courant dit individualiste existe vraiment. Ce que l'on semble constater du côté des jeunes femmes c'est que, finalement, elles veulent vivre leur féminisme à travers leurs pratiques quotidiennes et non par un engagement dans des groupes collectifs. Elles préfèrent organiser leurs pratiques quotidiennes à même le discours féministe qui les inspire.

La question qu'on peut se poser suite aux discussions (et cette même question, est-il nécessaire de le redire ici, s'est retrouvée dans les deux autres ateliers), c'est si effectivement, cette démarche individualiste (sans donner ici une connotation péjorative à ce terme, mais dans le sens,

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

"aujourd'hui, je réaligne mon mode de vie à partir d'un discours politique que j'identifie comme féministe"), si oui ou non cette démarche-là peut être une démarche que l'on doit considérer comme un sommet que l'on atteint où si cela doit être considéré comme un point de départ qui doit aboutir vers autre chose. Autrement dit, une démarche qui doit elle aussi accepter de s'assumer face à l'État et face au politique.

Dans les ateliers, semble-t-il (puisque je n'ai pu tous les couvrir), la discussion fut passablement animée: alors qu'on s'attendait à parler de la place du vécu des femmes face aux femmes, on a plutôt parlé de la place du vécu des hommes face au féminisme. Dans d'autres ateliers, on s'est demandé si on devait rejeter la démarche féministe collective, ou féministe revendicatrice, au profit du féminisme individualiste. Et semble-t-il que les femmes ont largement insisté sur la pertinence et la nécessité d'avoir des lieux de rencontres spécifiques à elles où les hommes ne seraient pas nécessairement présents, sans que ce soit des lieux de "ghettoïsation", mais plutôt des lieux d'échanges, de discussions, qui leur permettent de faire le point et d'arriver à des nouveaux départs. Voilà, succinctement, la synthèse des trois ateliers.

Mes impressions du colloque maintenant. Selon moi, qu'on le veuille ou non, on a énormément de difficultés à parler de la réalité des jeunes actuellement. Pourquoi? Parce que cette réalité d'une part, est très nouvelle par rapport à la réalité des années soixante et, d'autre part, elle nous est méconnue. Il existe des sources d'information, c'est vrai, sauf que ces sources ne sont pas nécessairement accessibles: on peut privilégier certaines sources d'information au détriment de d'autres. Je m'explique: si on veut se donner une image de la jeunesse d'aujourd'hui, on peut s'en remettre aux études qui sont faites par le groupe SORECOM, le ministère de l'Éducation, puiser à même l'image sociale véhiculée par les journaux. On peut aussi prendre la documentation publiée par le Secrétariat d'État. On peut aussi regarder du côté des textes de gauche. Et, à ce niveau-là, on constate que les lectures qui sont faites sur les jeunes sont diversifiées et très éclatées. Sauf qu'on ne peut pas faire l'économie

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

de cette lecture si on veut (et ça je pense que c'est une conclusion qu'on peut tout un chacun dégager) parler de la condition et de la réalité des jeunes.

Je pense aussi qu'en cours de route, et ça c'est un point positif au colloque, on a perdu les illusions sur la jeunesse des années soixante, on a démystifié cette jeunesse-là. Et de la même façon, il faut voir que le nouveau modèle qu'on semble définir comme caractéristique des groupes jeunes aujourd'hui, n'est rien d'autre qu'un modèle historique. C'est un modèle qui n'est pas durable. C'est un modèle qui va faire son temps. Bien sûr, il est valable mais il a ses limites. Il faut en avoir conscience.

Et pour finir, il y a peut-être une question qu'on ne s'est pas posée dans ce colloque, c'est comment l'État interpelle les jeunes en 1985? Quelles sont les politiques que l'État met de l'avant pour prendre en charge les jeunes ou certaines dimensions de leur vécu? Et, à partir de ce moment-là, on aurait pu arriver avec un autre type de questionnement sur la place qu'occupe le politique dans le vécu des jeunes d'aujourd'hui. Voilà, j'arrête là-dessus et je vous remercie.

Et pour terminer, voici quelques références précises sur les sujets qui ont été traités au cours du colloque. Bien sûr, cette liste n'est pas exhaustive: elle sera cependant utile pour ceux qui désireront pousser plus avant leurs réflexions.

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

1. Le mouvement de Mai 68

1.1 Enquêtes, travaux et état de la situation

JOUSSELIN, Jean. Enfants perdus ou éclaireurs? Paris, Flammarion, 1977. (Coll. "L'histoire vivante")

1.2 Essais

ONIMUS, Jean. L'asphyxie et le cri. Paris, Desclée de Brouwer, 1971.

1.3 Travaux sur le Québec

LAZURE, Jacques. La jeunesse du Québec en révolution. Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1970.

2. Analyse comparée des années 60 et 80

2.1 Bibliographie sélective

LAGREE, Jean-Charles et Paula Lew-Fai. La jeunesse en questions. Orientation de la recherche et sources documentaires en sciences sociales, 1982. Paris, La documentation française, 1983.

2.2 Enquêtes, travaux et état de la situation

CAMILLERI, Carmel et Claude Tapia. Les "nouveaux jeunes"; la politique ou le bonheur. Toulouse, Privat, 1983. (Coll. "Epoque").

JEUNESSE ET CHANGEMENT SOCIAL: UN MYTHE?

3. Les années 80 et le nouveau militantisme

3.1 Enquêtes, travaux et état de la situation

BÉROUD, G. "Valeur travail et mouvements de jeunes", in Les jeunes et le chômage, numéro d'automne 1982 de la Revue internationale d'action communautaire, pp. 8-25.

3.2 Essais

La jeunesse dans les années 80. Paris, Les Presses de l'Unesco, 1981.

3.3 Travaux sur le Québec

3.31 Enquêtes, travaux et état de la situation

DUCHASTEL, Jules. Théorie ou idéologie de la jeunesse: discours et mouvement social. Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de Philosophiae Doctor. Département de sociologie, Université de Montréal, 1978.

3.32 Essais

PETROWSKI, Nathalie. "Le militantisme: des grandes luttes collectives aux combats plus ponctuels et plus modestes", in cahier spécial pour le 75^e anniversaire du journal Le Devoir, supplément du jeudi, 31 janvier 1985, pp. 37-38

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

1- Recueils statistiques et bibliographiques:

DEMERS, Linda. Aperçu statistique sur les jeunes. Ottawa, Secrétariat d'État, Direction de l'analyse des tendances sociales, août 1982, p. 7-34.

SORECOM Inc., Sondage auprès des Québécois, #310-002, mai 1984.

SORECOM Inc., Les valeurs des jeunes de 16 à 20 ans, Québec, M.E.Q., secteur de la planification, 1980, 208 p.

SZPAKOWSKA, Janina-Klara et CONJUQ, Le Québec jeune 1978-1983, Montréal, École de bibliothéconomie de l'U. de M., 1983, 368 p.

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

2- Ouvrages et thèses:

BÉLANGER, Pierre. Le mouvement étudiant québécois: son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983). Montréal, ANEQ, 1984, 208 p.

DUMAS, S.; ROCHAIS, G.; TREMBLAY, H. Une génération silencieusement lucide? Vers un profil socio-culturel des jeunes de 15 à 20 ans. Québec, M.E.Q., 1982, 78 p.

FORTIN, Pierre. L'aggravation et la concentration du chômage des jeunes au Québec: les faits et les politiques. Québec, U.L., département d'économie, Faculté des sciences sociales, 1983, 42 p.

GALLAND, Olivier. Les jeunes. Paris, Éditions La Découverte, 1985, 126 p. (Coll. Repères).

GÉLINAS, Jean-Paul. Les motivations politiques des étudiants du CEGEP de Ste-Foy. Sillery, Les éditions collégiales, 1981, 320 p.

MELUCCI, Alberto. "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", in Mouvements alternatifs et crise de l'État, numéro d'automne 83 de la Revue internationale d'action communautaire, pp. 13-30.

3- Articles:

BÉLANGER, Paul R. et Louis Maheu. "Pratique politique étudiante au Québec", in École et société au Québec, nouv. éd. rev. et aug., tome 2. Montréal, Hurtubise HMH, 1975.

BERNIER, Léon. "Les attitudes politiques des jeunes et de leurs parents: une étude longitudinale", Recherches sociographiques, no 19, janvier-avril 1978, pp. 103-134.

DUCHASTEL, Jules. "La contre-culture, une idéologie de l'apolitisme", La transformation du pouvoir au Québec. Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, pp. 252-264.

DUCHASTEL, Jules. "Il n'y a plus de jeunesse... mais encore un état", Revue internationale d'action communautaire, automne 1982, pp. 165-175.

DUPUIS, Jean-Pierre. "Vers un mouvement social des jeunes", Possibles, no 5, 1981, pp. 69-76.

LAZURE, Jacques. "Politique et jeunes: deux mondes qui s'ignorent", Critère, no 35, printemps 1983, pp. 41-59.

PRATIQUES POLITIQUES DES JEUNES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION

RICHARD, Réginald. "Les jeunes, un écart? marginalité et parallélisme, une résistance? Questions de culture III; cultures parallèles. Montréal, IQRC / Laméac, 1982, pp. 133-141.

SÉVIGNY, Robert. "Les contestations étudiantes à l'université: quelques éléments d'analyse", Sociologie et société, no 12, octobre 1980, pp. 143-168.

"Spécial-Jeunesse, L'Action Nationale, col. 72, no 9, mai 1983, pp. 271-851.

4- Documents émanant des organismes:

ANEQ, Propositions de l'ANEQ au congrès du RAJ. 11ème congrès national du RAJ, juin 1984.

ANEQ, Rien n'arrêtera le mouvement étudiant, "L'ANEQ et le mouvement de la jeunesse", "L'ANEQ et le RAJ", XVIIIème congrès de l'ANEQ, 1984.

COMITÉ D'ACTION POLITIQUE DES JEUNES DU P.Q., Le courage de créer, Document de réflexion en vue du IXe Congrès national, 1984.

RAEU, Pour un mouvement étudiant toujours plus responsable, 3ème camp d'orientation, cahier thématique, 1984.

RAEU, Travailler, pourquoi pas?, Rapport d'activité 1984-85.

RAJ, Bilan, 11ème congrès national du RAJ, juin 1984.

RAJ, Structure, 11ème congrès national du RAJ.

RAJ, Perspectives d'été, 11ème congrès national.

SQJ, Jeunes et autonomes: d'aujourd'hui à demain. Cahier thématique, 1983, SQJ, 87 p.

SQJ, Mouvements sociaux, Cahier thématique, 1983.

SQJ, S'unir pour s'en sortir: rapport officiel des résolutions. Québec, Le Sommet, 1983, 186 p.

Pour une fois les jeunes..., Rapport du colloque des 3, 4 et 5 décembre 1982, Montréal, IMAJ '85, 56 p.

DISCOURS DE JEUNES FEMMES; DISCOURS FÉMINISTES?

1. Enquêtes, travaux et état de la situation

Le mouvement des femmes au Québec. Montréal, Centre de documentation populaire, 1981.

Portrait statistique des femmes au Canada. Ottawa, Statistique Canada, mars 1985.

"Quand je pense à demain..." Une étude sur les aspirations des adolescentes. Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, mars 1985.

2. Essais

COHEN, Yolande. Femmes et politiques. Montréal, Éditions du Jour, 1981.

GIANINI BELOTTI, Elena. Du côté des petites filles. Paris, Éditions des femmes, 1974.

LULTE, Gérard. Supprimer l'adolescence? Essai sur la condition des jeunes. Paris, Les Éditions ouvrières, 1982.

MORIN, A. et G. Fournier. Des femmes au pouvoir. Éditions Sherbrooke, 1978.

3. Articles de journaux et de périodiques.

"Un féminisme de préférence", dans La Vie en rose, mars 1985, p. 29 et 56.

"Les filles des féministes", dans La Vie en rose, mars 1985, p. 42.

"Les filles du féminisme; Féministes, individualistes et modérées", dans Le Devoir, 3 mars 1985.

"Les filles du féminisme; 2. Une relève... oui, mais différente", dans Le Devoir, 9 mars 1985.

"La majorité silencieuse", dans La Vie en rose, mars 1985, pp. 24-25.

DISCOURS DE MONTI HENRI, DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le 15 novembre 1961, à 10 heures, à l'Assemblée législative, à Ottawa, Ontario, Canada.

Monsieur le Président, Messieurs les députés, j'ai l'honneur de vous adresser ce discours.

Le 15 novembre 1961, à 10 heures, à l'Assemblée législative, à Ottawa, Ontario, Canada.

Monsieur le Président, Messieurs les députés, j'ai l'honneur de vous adresser ce discours.

Le 15 novembre 1961, à 10 heures, à l'Assemblée législative, à Ottawa, Ontario, Canada.

Monsieur le Président, Messieurs les députés, j'ai l'honneur de vous adresser ce discours.

Le 15 novembre 1961, à 10 heures, à l'Assemblée législative, à Ottawa, Ontario, Canada.

Monsieur le Président, Messieurs les députés, j'ai l'honneur de vous adresser ce discours.

Le 15 novembre 1961, à 10 heures, à l'Assemblée législative, à Ottawa, Ontario, Canada.

Monsieur le Président, Messieurs les députés, j'ai l'honneur de vous adresser ce discours.

Le 15 novembre 1961, à 10 heures, à l'Assemblée législative, à Ottawa, Ontario, Canada.

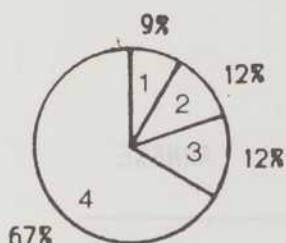
Recueil statistique

Plusieurs participants au colloque ont souhaité accroître la diffusion du cahier thématique qui leur avait été remis dans le but de susciter leur réflexion sur la situation des jeunes au Québec. Cette annexe ne peut malheureusement reprendre tous les éléments contenus dans ce cahier, mais les principales données statistiques qui s'y trouvaient (combien y a-t-il de jeunes? combien étudient ou travaillent?) de même que le portrait de quelques groupes de jeunes ont été repris.

Bien sûr, les remarques qui avaient alors été mentionnées en introduction du document sont toujours pertinentes. Construire un tableau statistique comporte toujours de nombreux obstacles: généralisations excessives, sous-estimations de certaines réalités par les statistiques officielles, querelles sur la pertinence de certains chiffres, etc. De même, plusieurs groupes que certains auraient aimé retrouver n'ont pas été retenus. Ceux qui ont été choisis forment cependant un éventail suffisamment large des divers domaines dans lesquels oeuvrent les jeunes: monde du travail, de l'éducation, des partis politiques. Mais la liste des revendications que portent ces groupes est souvent partielle et ne reflète que les attentes exprimées en 1985. Elle n'est peut-être déjà plus à jour.

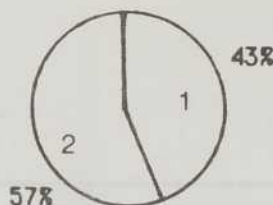
S'il faut être conscient de ces lacunes, nous devons aussi tenter de les dépasser pour entamer la réflexion sur quelques bases communes. Telle est la prétention de cette annexe.

PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES DES JEUNES DE 15-29 ANS
PAR RAPPORT AUX PERSONNES DE 30 ANS ET PLUS
Québec, 1985



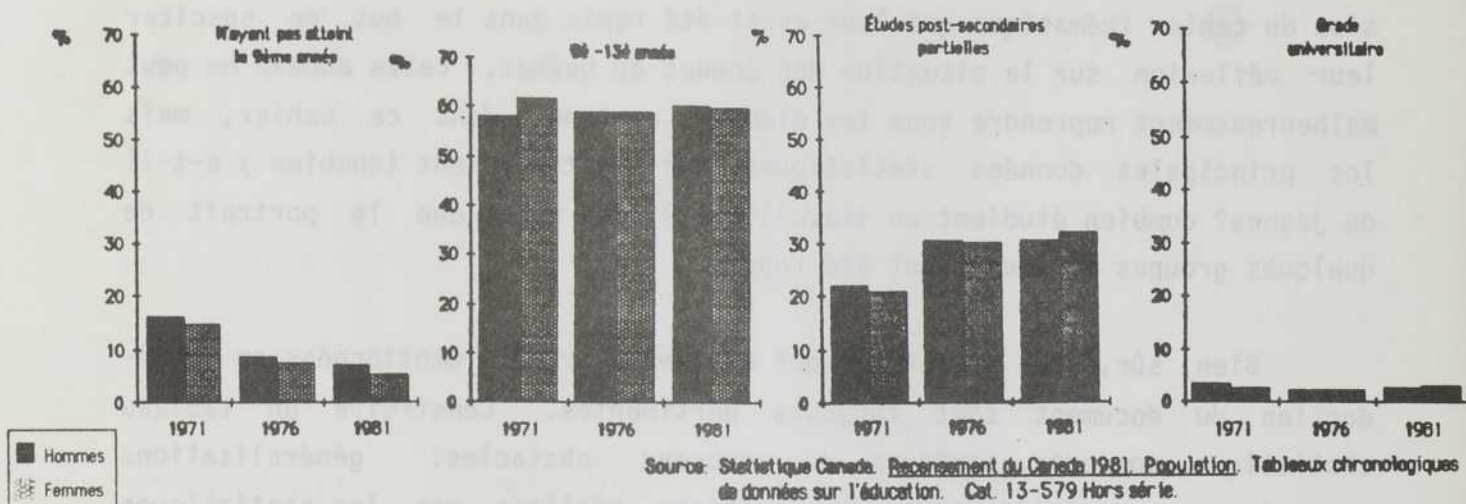
Source: Perspectives démographiques régionales, 1981-2006, Bureau de la statistique du Québec, 1984.

PROPORTION DES ÉTUDIANTS DE 15-24 ANS
PARMI L'ENSEMBLE DES JEUNES DE 15-24 ANS



Source: Statistique Canada, La population active, Approvisionnements et Services Canada, Cat. 71-001 Manuel, Tableau 7, avril 1985.

ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DE JEUNES DE 15-24 ANS PAR
PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ, SELON LE SEXE
Canada et Québec, 1971, 1976 et 1981



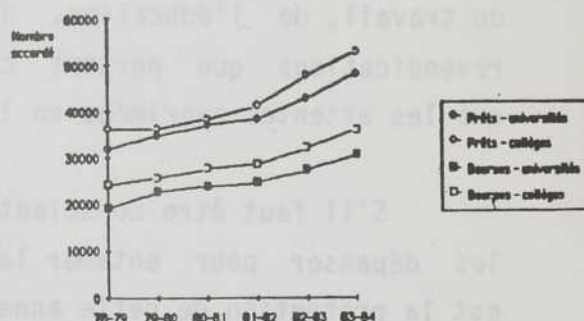
À retenir

- * depuis 1982, c'est le Conseil du Trésor qui fixe l'indexation des prêts et des bourses attribués aux étudiants. L'an dernier, le taux a été établi à 7.2% et à 5% cette année.
- * en 1983-1984, le ministère de l'Éducation du Québec a attribué 151.1 millions de dollars en prêts et 151 millions de dollars en bourses, pour un prêt moyen de 1 425\$ et une bourse moyenne de 2 270\$.

À retenir

- * Les jeunes hommes de 15 à 24 ans choisissent, dans une part à peu près égale, l'enseignement collégial général ou l'enseignement professionnel. Par contre, les jeunes femmes optent majoritairement pour l'apprentissage d'un métier (55.1%) plutôt que l'enseignement général.
- * Parmi les collégiens inscrits dans un programme professionnel en 1982, un peu moins de 40% se dirigeaient vers l'administration, 23% en techniques physiques et 18% en techniques biologiques. Ces secteurs étaient respectivement composés de femmes à 67%, 10% et 71%.

NOMBRE DE PRÊTS ET DE BOURSES ACCORDÉS
PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC
SELON LES UNIVERSITÉS ET LES COLLÈGES
Québec, 1978-1984

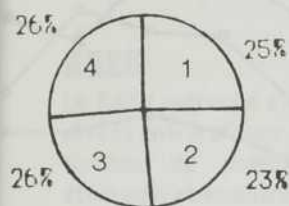


Sources: de 1978-79 à 1981-82, Ministère de l'Éducation du Québec; de 1982-83, D.S.A.F.E.; Stat. 82-83, Ministère de l'Éducation du Québec; de 1983-84, D.S.A.F.E.; Ministère de l'Éducation du Québec.

À retenir

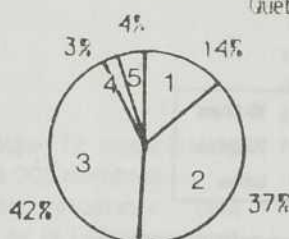
- * un peu plus de deux jeunes de 15 à 24 ans sur cinq sont aux études.
- * au Québec, en avril 1985, il y avait 483 000 jeunes de 15 à 24 ans aux études. De ce nombre, 48% étaient des femmes.
- * en 1921, un jeune de 15 à 24 ans sur cinq faisait des études post-secondaires, en 1981, un peu moins d'un sur trois.

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DE MOINS DE 30 ANS,
APTES AU TRAVAIL, SELON LA DURÉE DE PRÉSENCE CONTINUE
À L'AIDE SOCIALE - Québec, mars 1985



- 1 Moins de 6 mois
- 2 De 6 mois à 1 an
- 3 De 1 an à 2 ans
- 4 2 ans et plus

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DE MOINS DE 30 ANS,
APTES AU TRAVAIL, SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ
Québec, mars 1985

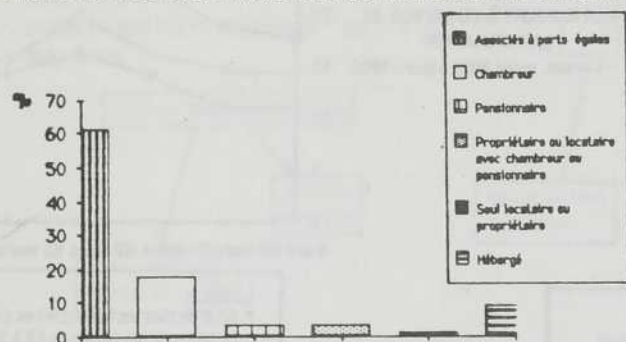


- 1 8 ans et moins
- 2 9 et 10 ans
- 3 11 et 12 ans
- 4 13 ans
- 5 14 ans et plus

* Les cas de scolarité indéterminée ont été exclus du total

Source : Ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, compilations spéciales, 1984.
tiré de Luc 15-29, portrait statistique des jeunes par région, Bureau de la statistique du Québec, 1984, tableau 22 et 23

JEUNES DE MOINS DE 30 ANS VIVANT AVEC D'AUTRES
EN FONCTION DE LEUR MODE D'OCCUPATION DU LOGEMENT



Source : Enquête effectuée auprès de 531 684 personnes hors familles par l'OPDQ, 1980.
tirée de Vivre seul ou en groupe, Bureau de la statistique du Québec, oct. 84

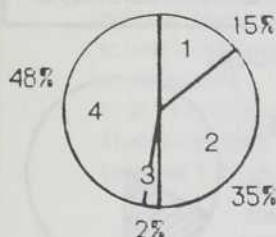
Statut civil des jeunes de moins de 30 ans	Statut d'activité des jeunes de moins de 30 ans
célibataires 94.4%	actifs en emploi 65.1%
mariés, séparés, divorcés, veufs 5.5%	actifs en chômage 18.3%
	inactifs 16.6%

A retenir

- * Un peu moins de 94% des jeunes de 15 à 17 ans au Québec vivaient, en 1961, comme enfant dans une famille. La proportion était de 56.4% chez les 18-24 ans.
- * 94.4% des personnes de moins de 30 ans qui, en 1980, au Québec, ne vivaient plus dans leur famille, étaient célibataires. 5.3% étaient mariées, séparées ou divorcées. Par contre, un peu moins du 2/3 de ces personnes de moins de 30 ans vivaient avec d'autres.
- * Pour l'Année internationale de la jeunesse, le Secrétariat à la jeunesse (organisme provincial) a bénéficié d'un budget de 9,4 millions de dollars pour financer les différents projets qui lui ont été soumis. Le Secrétariat d'État à la jeunesse (organisme fédéral), quant à lui, a distribué un peu plus d'un million de dollars au Québec. Il faut cependant noter que les différents ministères fédéraux avaient également un poste réservé pour divers autres programmes pour les jeunes.

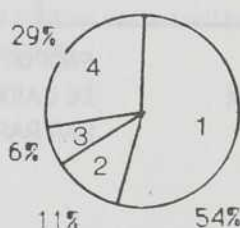
SENTIMENT D'AMÉLIORATION OU DE DÉTÉRIORATION
DE LA SITUATION DES JEUNES
POUR LES JEUNES DE 15-24 ANS - Québec, février 1985

DEPUIS DEUX ANS

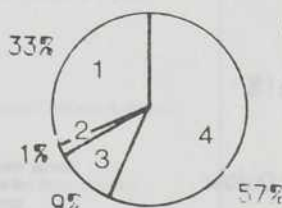


- 1 Amélioration
- 2 Détérioration
- 3 Ne sait pas
- 4 la même

LES DEUX PROCHAINES ANNÉES

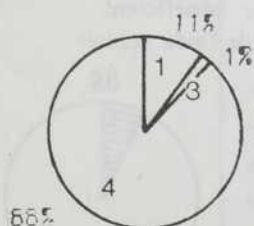


SENTIMENT DES JEUNES
DE 15-24 ANS
ENVERS LES ADULTES
Québec, février 1985

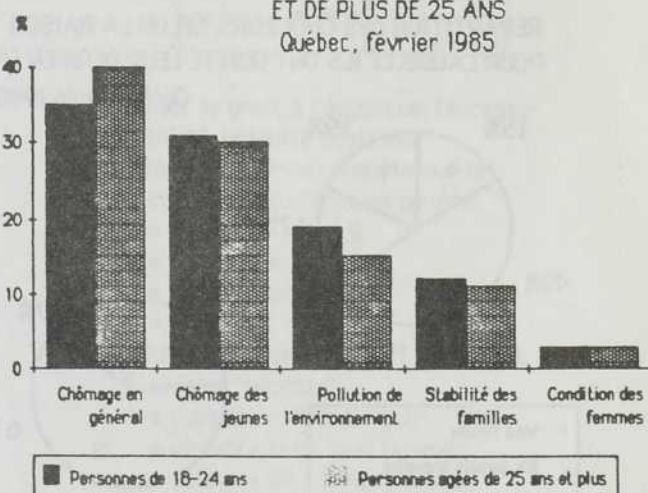


- 1 Plutôt confiants
- 2 Moitié-moitié
- 3 Ne savent pas
- 4 Plutôt déçus ou inquiets

INQUIÉTUDE DES JEUNES DE 15-24 ANS
FACE À LEUR AVENIR
Québec, février 1985

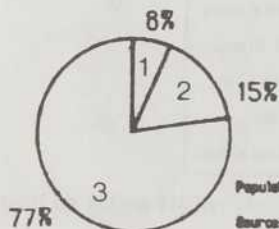


PROBLÈME LE PLUS URGENT À RÉGLER AU QUÉBEC
POUR LES JEUNES DE 15 A 24 ANS
ET DE PLUS DE 25 ANS
Québec, février 1985



Source : Sondage Omnibus Sonécom - Le Soleil, no 085-203.
Semaine du 15-28 février 1985. Publié en mars 1985.

PROPORTION DES JEUNES DE 15-24 ANS
PARMI L'ENSEMBLE DE LA POPULATION
ACTIVE - Canada, juin 1985



1 15-19 ans
2 20-24 ans
3 autres

Population active de 15-24 ans au Canada: 12 601 000 jeunes.

Source: Statistique Canada. *Information population active*, 16 juin 1985.
Approvisionnement et Services Canada. Cat. 71-001P. Tableau 1.

TAUX DE CHÔMAGE

Canada et Québec, juin 1985
données désaisonnalisées

Canada	Total	15-19 ans	20-24 ans	25 ans et plus
Hommes	10.2	18.8	17.3	8.2
Femmes	10.8	16.7	14.3	9.4
Total	10.5	17.8	15.9	8.7

Québec	Total	15-19 ans	20-24 ans	25 ans et plus
Hommes	11.1	21.9	18.7	8.8
Femmes	12.5	25	16.5	10.0
Total	11.7	22.9	17.7	9.3

Source: Statistique Canada. *La population active*, Mars 1980 à mars 1985. Approvisionnement et Services Canada. Cat. 71-001 Manuel. Tableaux 37 et 39.

À retenir

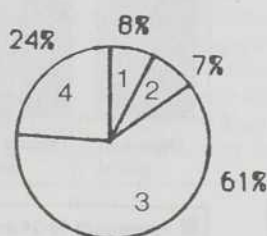
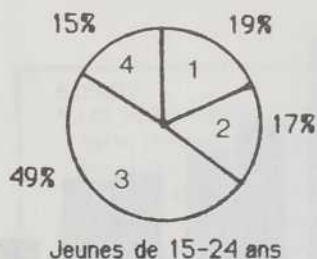
- * En juillet, le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans au Canada s'établissait à 16.1%.
- * Les bacheliers de 1980, deux ans après l'obtention de leur diplôme, s'étaient trouvés un emploi dans 72.3% des cas et 19% d'entre eux continuaient leurs études.
- * En 1981, 31.6% des jeunes de 15 à 24 ans étaient employés dans le secteur des services socio-culturels, commerciaux et culturels et 22.5% dans le commerce.

Rappel

- * La population active est composée des gens qui ont un emploi ou qui sont chômeurs. Les bénéficiaires d'aide sociale et les étudiants sont considérés comme inactifs.

RÉPARTITION DES CHÔMEURS SELON LA RAISON
POUR LAQUELLE ILS ONT QUITTÉ LEUR DERNIER EMPLOI

Québec, juin 1985

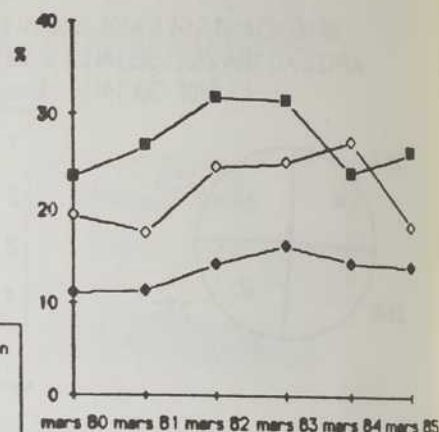


1 Va à l'école
2 N'a jamais travaillé
3 A perdu son emploi ou a été mis à pied
4 Autres raisons

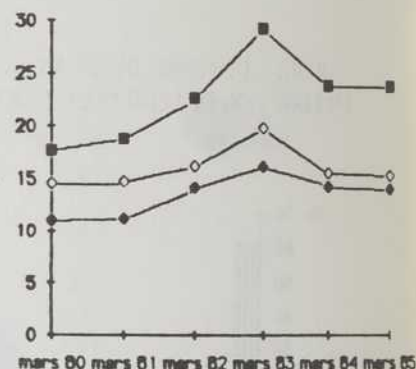
Ensemble des chômeurs au Québec

Source: Statistique Canada. *La population active*, Juin 1985.
Approvisionnement et Services Cat. 71-001 Manuel. Tableau 44.

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE
CHEZ LES JEUNES DE 15-19 ANS
PAR RAPPORT À L'ENSEMBLE DE
LA POPULATION
Canada, mars 1980 - mars 1985



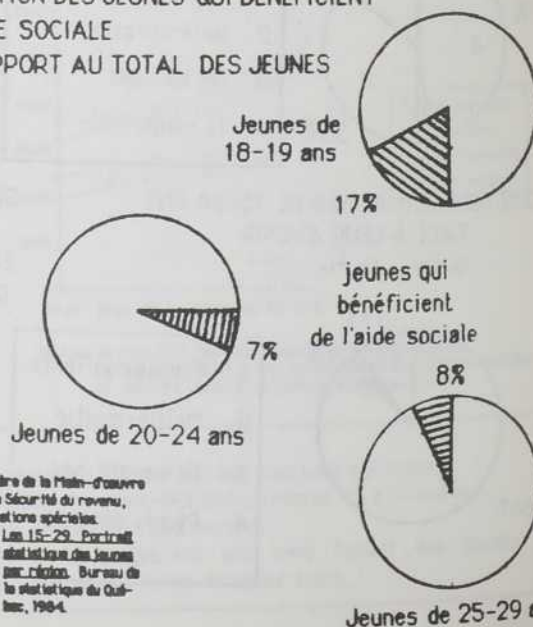
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE
CHEZ LES JEUNES DE 20-24 ANS
SELON LE SEXE
PAR RAPPORT À L'ENSEMBLE DE
LA POPULATION
- Canada, mars 1980 - mars 1985



À retenir

- * 38% de tous les bénéficiaires d'aide sociale sont des jeunes de 18 à 29 ans.
- * Au Québec, en mars 1984, 21.4% des bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans étaient considérés inaptes au travail. Parmi ceux-ci, 81.6% étaient seuls et 7.4% étaient chef d'une famille mono-parentale.
- * 47% des jeunes bénéficiaires d'aide sociale aptes au travail reçoivent la prestation minimale de 160\$ par mois.
- * 51.2% des jeunes bénéficiaires d'aide sociale, aptes au travail, ne possèdent pas un diplôme d'études secondaires.
- * 26.3% des jeunes bénéficiaires, aptes au travail, sont inscrits au programme d'aide sociale depuis deux ans ou plus.

PROPORTION DES JEUNES QUI BÉNÉFICIENT
DE L'AIDE SOCIALE
PAR RAPPORT AU TOTAL DES JEUNES



Source: Ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, compilation spéciale.
tiré de *Les 15-29. Portrait statistique des jeunes par région*, Bureau de la statistique du Québec, 1984.

PORTRAIT DE QUELQUES GROUPES DE JEUNES AU QUÉBEC

RAEU

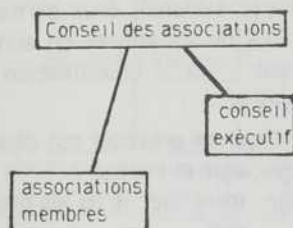
Le RAEU regroupe six associations de niveau universitaire.

Nombre de membres : 51 805 étudiants et étudiantes

Une association locale adhère au RAEU par une consultation auprès de ses étudiants-es membres (par référendum ou assemblée générale).

Deux instances articulent le RAEU.

- le conseil des associations, instance décisionnelle suprême, 1 vote pour 10 000
- conseil exécutif composé de 7 membres



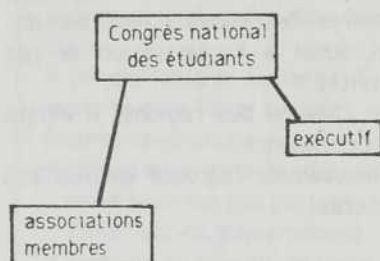
- amélioration de la condition des étudiants et étudiantes
- contre tout dégel des frais de scolarité
- pour une réforme du financement des universités
 - remise en question du statut de permanence des enseignants-es
- pour une réforme du régime des prêts et bourses
- accessibilité du régime à tous les étudiants-es
- pour l'implication des étudiants et étudiantes dans les diverses structures de l'université.

FAECQ

La FAECQ regroupe 12 associations qui totalisent 35 000 membres.

Une association étudiante peut devenir membre de la FAECQ en ayant un mandat de l'assemblée générale de l'association.

Chaque association membre a un délégué qui la représente au congrès des associations où sont élus les membres (7) de l'exécutif.



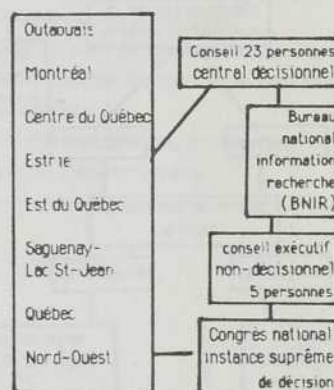
- réforme des prêts et bourses
- organise présentement une forme de centre étudiant de services communautaires (CEREC) au niveau collégial
- réforme des programmes au cégep et évaluation des professeurs
- transport en commun : tarif spéciaux pour les étudiants-es
- créditation des activités parascolaires.

ANEQ

L'ANEQ a été fondée en 1975.

17 collèges et universités sont membres de l'ANEQ. Une association adhère à l'ANEQ sur la base d'un vote en assemblée générale ou par référendum.

- Le congrès national
 - les décisions majeures y sont prises
 - trois délégués-es de chaque association membre
 - il se tient une fois l'an.
- L'exécutif
 - exécute les décisions du congrès national
 - le ou la candidat-e qui veut y être élu-e, se doit d'être appuyé-e par son association locale. Il ou elle est élu-e directement en congrès.
- autre instance
 - conseil central: il prend les décisions entre les congrès. Il est composé de trois membres par région, sauf pour Montréal (qui en élit six) et l'Outaouais et le Nord-ouest qui en élisent un chacun.
- comité femme: structure propre, forum de femmes une fois l'an.



- pour le droit à l'éducation (accessibilité, gratuité scolaire)
- (pour l'automne) enquête sur la condition étudiante en général
 - logement
 - nourriture
 - prêts et bourses
 - etc.
- abrogation de la loi 32
- dossier "femmes"
 - conditions économiques
 - violence faite aux femmes
 - automne 85: campagne pour l'avortement libre et gratuit
- amélioration des conditions de vie des étudiants.

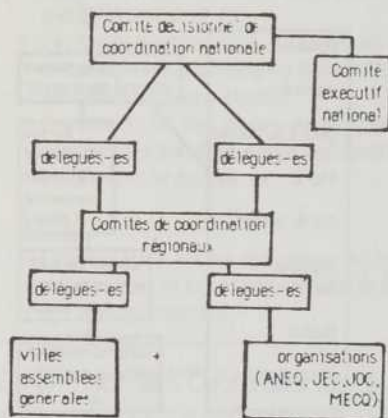
ABBREVIATIONS

ANEQ	Association Nationale des Étudiants et Étudiantes du Québec
FAECQ	Fédération des Associations Étudiantes Collégiales du Québec
JEC	Jeunesse Étudiante Catholique
JOC	Jeunesse Ouvrière Chrétienne
MECQ	Mouvement des Étudiants et des Étudiantes Chrétiens du Québec
RAJ	Regroupement Autonome des Jeunes
RAEU	Regroupement des Associations Étudiantes Universitaires

RAJ

Le RAJ, né en automne 83, est un regroupement de diverses organisations (ANEQ, JEC, JOC, MECQ). Le RAJ compte environ 300 membres militants en plus des membres issus des organisations ci-haut mentionnées.

Le mode de fonctionnement du RAJ a comme base les "villes" où s'organisent les actions, la sensibilisation de la population en général et les contacts avec les groupes de jeunes. À l'intérieur de ces villes sont tenues des assemblées générales où sont élus et délégués des représentants qui, avec les délégués des organisations, vont aux comités de coordination régionaux. Sont issus des ces comités d'autres délégués qui iront au comité de coordination national. Le comité exécutif national est composé de personnes élues en congrès. Différentes commissions nationales ont pour mandat de développer la stratégie et l'analyse à propos des revendications.



- obtenir la parité de l'aide sociale pour les moins de 30 ans
- assurer une plus grande accessibilité à l'éducation
- reconnaître les droits des femmes
- maintenir et créer de vrais emplois non-militaires et sans lien avec l'industrie pornographique
- réduction du temps de travail sans diminution du revenu
- paix et désarmement.

MECQ

La base du mouvement est constituée des équipes locales de révision de vie (relecture de son engagement par rapport à la foi chrétienne).

Pour chacune des 4 régions, il existe un comité de coordination.

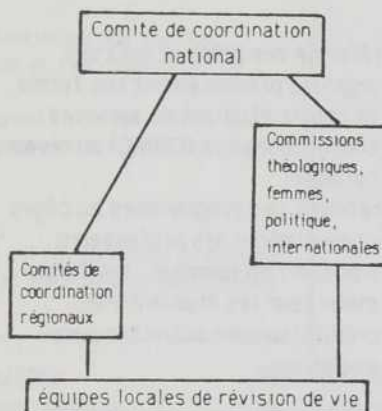
Au niveau national, il y a un comité de coordination où chaque région est représentée.

Il existe aussi des commissions théologique, femmes, politique, internationale...

Les activités d'animation, de réflexion et d'analyse sont organisées par le comité de coordination national; quelques membres des commissions participent aussi à l'organisation de ces activités.

Pour chacune des régions, il existe une permanence.

Le mouvement regroupe environ 300 membres.



- les militants et les militantes du MECQ sont d'abord militants dans des groupes populaires et des associations étudiantes
- le MECQ partage les revendications du RAJ.

JEC

La JEC est un organisme qui compte environ 1 500 membres que l'on retrouve surtout au niveau des écoles secondaires.

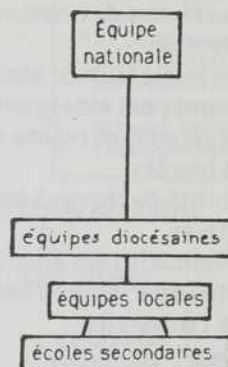
La JEC est composée d'une centaine d'équipes locales. Pour chaque diocèse, des membres d'équipes locales ainsi que les permanents organisent et orientent les activités du mouvement. De ces équipes diocésaines sont issus huit représentants qui composeront l'équipe nationale.

Dans les écoles, le mouvement est coordonné par un animateur de pastorale et un permanent. Environ 50 étudiants-es dirigent, orientent et animent le mouvement au niveau local.

Au niveau national, deux permanents de moins de 25 ans et un aumônier assurent la coordination du mouvement.

- leur façon de procéder est de voir, juger, agir et réviser:

- voir: identifier le ou les problèmes
- juger: identifier les causes et les solutions
- agir: moyens d'action
- réviser: révision de vie, relecture de l'engagement par rapport à la foi



- amélioration des conditions de vie étudiante
- les militants et les militantes de la JEC sont impliqués dans les équipes locales et organisent des actions pour des jeunes, par des jeunes, avec des jeunes
- la JEC partage les revendications du RAJ.

JOC

La JOC est un mouvement d'action alternatif qui tente de rejoindre les jeunes travailleurs-euses et les sans emplois à l'échelle des quartiers.

Le mouvement fonctionne sur une base régionale où plusieurs militants et militantes orientent et coordonnent les activités régionales.

Ces militants et militantes permanents sont élus en conseil national par consensus par l'ensemble des militants (50 à 60 personnes) et des jeunes que le mouvement rejoint. Les membres de l'équipe nationale (quatre personnes) sont élus selon le même mode.



- amélioration de la condition de vie des jeunes travailleurs-euses
- parité de l'aide sociale
- droit à l'emploi
- droit à l'éducation populaire et ouvrière
- droit d'être reconnu comme jeune

Jeunes libéraux

- commission Jeunesse indépendante du parti
- un tiers de la représentation en congrès
- compte plus de 20 000 jeunes

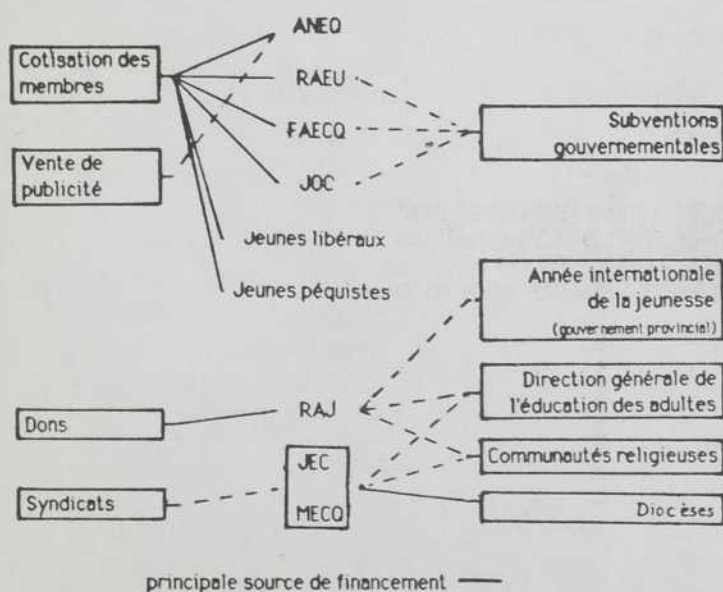
- thèmes déjà acceptés dans le manifeste

- gel des frais de scolarité
- parité dans l'aide sociale
- futures revendications
 - instaurer un conseil consultatif de la jeunesse non partisan à l'intérieur du gouvernement
 - exercice du pouvoir de façon démocratique
 - environnement
 - référendum sur les politiques du gouvernement, deux ans après son élection.

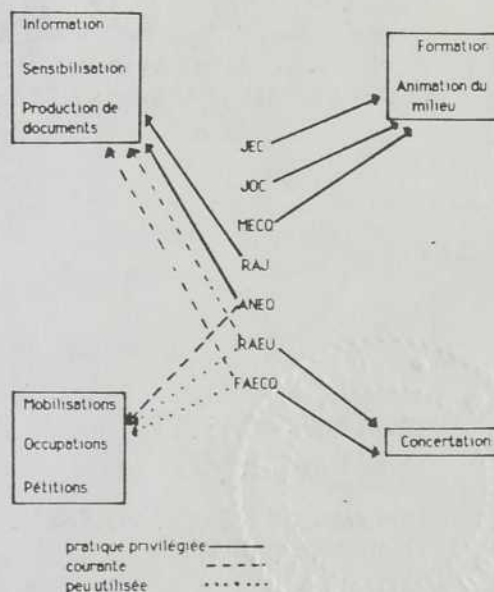
Jeunes péquistes

- commission Jeune à l'intérieur du parti
- le nombre de jeunes à l'intérieur du parti est indéterminé
- élu lors du conseil national
- parité de l'aide sociale pour ceux qui participent aux programmes
- travail à temps partagé
- concertation à la base pour un nouveau contrat social
- commission permanente sur l'emploi
- modification du système des prêts et bourses
- protection de l'environnement
- paix et désarmement

FINANCEMENT



PRATIQUES



**Ce projet a été rendu possible
grâce à la collaboration de:**

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS ET DES
ÉTUDIANTES DE SCIENCE POLITIQUE
DE L'UNIVERSITÉ LAVAL



**Emploi et
Immigration Canada**

PROGRAMME DÉFI 1985



1985
Année internationale
de la jeunesse

Québec ::

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SECÉTARIAT À LA JEUNESSE

Québec ::

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, DE LA SCIENCE ET DE LA
TECHNOLOGIE



CONFÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS D'ÉTUDIANTS
ET D'ÉTUDIANTES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

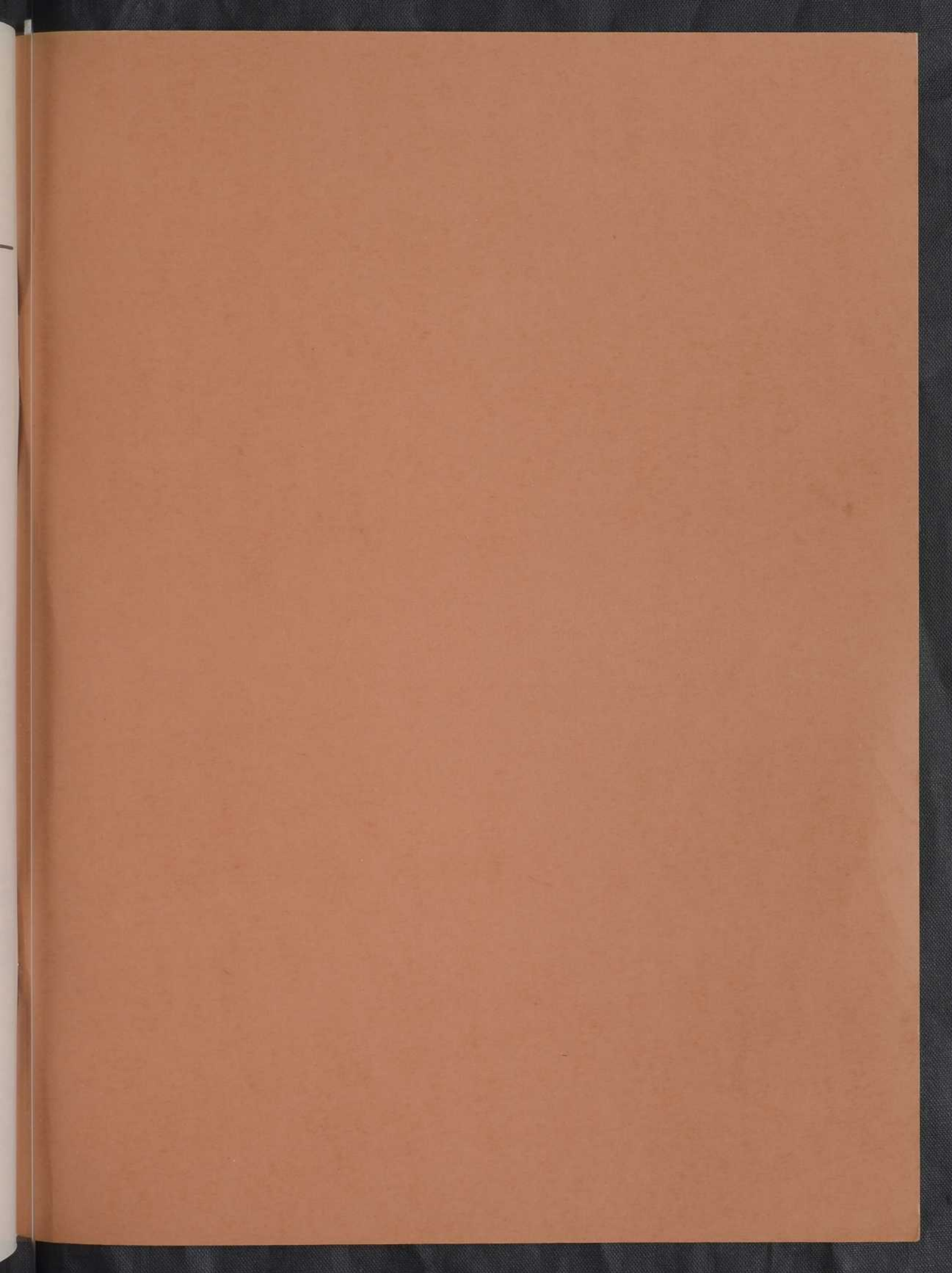


**direction
générale**
vie étudiante
université laval



**UNIVERSITÉ
LAVAL**

LABORATOIRE D'ÉTUDES POLITIQUES
ET ADMINISTRATIVES



BNQ



000 355 337